

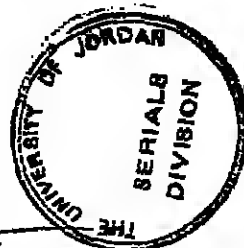
مركز الصحافة

L'Économie : la relance de l'immobilier

Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

85781



CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15188 - 7 F.

MARDI 2 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

Demi-vérités en Algérie

Il est une seule évidence qui s'impose - et qui compte - après l'heureux épilogue de l'enlèvement des trois agents du consulat de France : ils sont libres. Pour le reste, l'histoire de ce rapt et de son dénouement - ou du moins les bribes que les autorités algériennes et françaises ont dévoilées - n'est probablement pas aussi simple qu'il y paraît. Dans un pays en état de guerre larvée, l'information, faite de demi-vérités et de silences complaisants, est une arme redoutable dont usent et abusent ceux qui se combattent.

Tout, en apparence, donne à penser qu'en délivrant deux des trois otages français les forces de l'ordre ont réussi un beau coup et prouvé qu'elles avaient acquis du métier et une certaine maîtrise du terrain. Malheureusement, il est le pouvoir en place devrait donc en tirer argument pour contraindre les sceptiques, sur place et à l'étranger, qui doutent de ses capacités à mener à bien la lutte contre les « fous de Dieu ».

ENCORE faudrait-il, pour mesurer ce succès, connaître les véritables commanditaires de l'enlèvement. En attribuer la responsabilité aux islamistes, sans plus de précision, entretient un flou qui peut servir de troubles desseins, dans la mesure où cette « famille » s'agrandit, de jour en jour, de toutes sortes de nouveaux venus, au nombre desquels des manipulateurs qui en ébranlent la cohésion.

Quoi qu'il en soit, l'enlèvement des trois Français s'inscrit dans la logique des bêtises islamistes, plus que jamais décidés à éliminer cette « jungle perverse » qui leur bloque le chemin du pouvoir, et à compliquer ses relations avec les pays étrangers - ou premier rang le France, - auprès desquels elle quête soutien moral et aide économique. Le plus étonnant est que les trois agents consulaires aient eu la vie sauve, comme si leurs ravisseurs avaient choisi de tester une nouvelle tactique.

SAURAIT-ON jamais si le « libérateur » des trois otages français a donné lieu à un quelconque marchandage, à un quelconque chantage, qui leur aurait valu d'avoir la vie sauve ? Peut-être admettre, au contraire, que les calculs des « barbus » ont été déjoués, que cette nouvelle escalade dans le terrorisme n'a pas été du goût de tous les islamistes, notamment de ceux pour lesquels un bon disciple d'Allah doit savoir jusqu'à ne pas aller trop loin ?

Il est à craindre que les « jusqu'au-boutistes » des deux camps se prévalent, en sens contraire, de cette prise d'otages inédite, pour appeler à une radicalisation du combat. Dans l'Algérie d'aujourd'hui, ni les uns ni les autres ne parviendront à leurs fins par la violence.

page 3

M0147 - 1102 0 - 7.00 F



En visite officielle à Moscou

M. Balladur expose à M. Eltsine l'idée d'un pacte européen

Edouard Balladur est en visite officielle à Moscou, lundi 1^{er} et mardi 2 novembre, accompagné d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères. Il devait avoir des entretiens avec le président Boris Eltsine et le premier ministre, Viktor Tchemomyrdine. Parmi les sujets à l'ordre du jour, le projet d'un pacte de stabilité et de sécurité pour le continent européen, initia-

tive française approuvée par les Douze au sommet de Copenhague, en juin. Le premier ministre français devait évoquer aussi l'aide financière à la Russie : la paix sociale dans ce pays dépend, plus que jamais, d'un niveau de vie qui s'est considérablement dégradé pour certaines catégories de la population, comme les fonctionnaires et les retraités.

Un « miracle » russe

La passivité des Moscovites, lors des combats d'Ostankino et de la « Maison Blanche », e sans doute bien des causes, notamment politiques. Mais les raisons économiques ont certainement, elles aussi, pesé lourd dans la balance. Si le pays avait eu des millions de chômeurs sans ressources, comme on le croit souvent dans les pays occidentaux, il est peu probable que M. Eltsine aurait pu sauver sa place. Il est significatif que parmi les supporters d'Alexandre Rouskoff et du président du Parlement, Rousslan Khasboulatov, dans la bataille qui les opposerait à Boris Eltsine, les retraités aient été nombreux. On peut, bien sûr, interpréter leur présence comme le dernier salut d'anciens, ou de très anciens « camarades », à deux hommes qui se réclamaient du communisme et de la vieille Russie.

Mais les retraités qui manifestaient début octobre sont aussi parmi les Russes ceux qui souffrent le plus cruellement de la hausse générale du niveau de vie (1). Avec 14 620 roubles par mois, c'est-à-dire moins de 100 francs, somme qui représente le niveau minimal de retraite, il est impossible de vivre, ni même de survivre. D'une certaine façon, les pouvoirs publics le reconnaissent officiellement,

puisque le « revenu minimum de survie physiologique », calculé à partir de dix-huit produits alimentaires et de cinq cigarettes par jour (2), se situait en août à 18 300 roubles (un peu plus de 100 francs). Encore le chiffre de 14 620 roubles marque-t-il un réel progrès, puisque les retraites sont complètement indexées sur l'inflation, depuis février dernier. Un progrès dont on mesure l'importance, quand on sait que les prix de détail augmentent en rythme de 25 % par mois depuis août et risquent encore de s'accroître, comme ils le font chaque automne.

C'est dire que les 35 millions de retraités et pensionnés doivent pour vivre continuer d'avoir un emploi. C'est le cas pour 5 millions d'entre eux, sans qu'on sache exactement combien sur ce chiffre travaillent officiellement et combien le font en noir. Ainsi l'usine Volna, dans la région de Moscou, qui fabrique des produits en plastique, emploie-t-elle huit cents personnes, dont la moitié sont des retraités ou des handicapés, travaillant à domicile (2). Le cas n'est pas fréquent, mais il est une illustration de la nécessité pour les personnes âgées d'avoir une activité pour survivre. Pour les autres, c'est-à-dire pour une trentaine de millions de retraités, le vie est devenu ces

dernières années une très dure épreuve.

A Moscou, à Saint-Petersbourg et dans d'autres grandes villes, beaucoup de personnes âgées se subsistent grâce à l'entraide familiale et à la revente de produits achetés dans des magasins ou des coopératives. D'autant que l'âge - théorique - de la retraite arrive à cinquante ans pour les femmes et à soixante ans pour les hommes. S'il est un bien dont disposent en abondance ces personnes sans ressources, c'est le temps. Passant des heures à faire la queue, elles peuvent revendre, souvent tard dans la nuit à des citadins en rupture de provisions, quelques légumes, fruits rouges, produits alimentaires ou même des biens manufacturés.

Dans leur malheur, les retraités sont tout de même à peu près assurés d'une chose : que leurs maigres revenus continueront de leur être versés.

ALAIN VERNHOLLES
Lire la suite page 15

(1) Onze millions de Russes vivent même en dessous du minimum de subsistance physiologique (Centre d'analyse économique du gouvernement russe), juin 1993.

(2) Modernisation et démocratisation des entreprises en Russie, par Marina Ignatieva (CNRS, mars 1993).

Le magicien foudroyé

Le cinéma mondial en deuil après la mort de Federico Fellini, le 31 octobre à Rome

Peut-être aurions-nous dû comprendre, pressentir, empêcher. Lorsque Federico Fellini s'apprêtait à partir pour Hollywood, en mars dernier, afin de recevoir le cinquième Oscar de sa carrière, saluait l'ensemble de son œuvre, il paraissait fragile, fatigué. Il avait extrait de sa poche une boîte à pilules en forme de cœur pour s'apercevoir qu'elle était vide, et puis il avait dessiné son autruche-partait (voir

fantômes infiniment personnels vers l'universel, sur le carrousel éternel d'images inoubliables, sur le toboggan de ses sanges où il nous entraîne, parfois follement consentants, parfois sceptiques, injustement.

On peut préférer se rappeler. Se rappeler tout le bonheur qu'il y a eu à le suivre, à entrer dans les studios où il tournait, vastes grottes paradoxales à la fois ouvertes sur les émanations

DEPUIS QU'IL EST LÀ
(C'EST LE BORDEL !)



page 13). Partait drôle et triste, downesque et prémonitoire. Un homme qui s'en va en souriant, en levant son chapeau pour un dernier salut. Un ramond aujourd'hui nous fait mal, on ne dit jamais assez de revoir.

On glosera beaucoup sur l'œuvre, sur l'homme, son pessimisme flamboyant, sa jubilation mélancolique, sur cette capacité unique qu'il avait de puiser des fantômes, des

visions de la plus frivole mondanité et fermées sur les effluves les plus secrets de la créativité. S'y croisaient, bruisant d'une dévotion inquiète, diplomates étrangers, psychiatres, acclimatés, stariettes pâmes, touristes japonais, bingaphes patentes.

DANIELE HEYMANN
Lire la suite page 12
et nos informations
pages 12 et 13

COMMENTAIRE

L'homme vit d'abord de pain

Il y a quelques mois, on entendait de tous côtés prononcer l'acte de décès non seulement du communisme, mais de la gauche. Peut-être est-il trop tôt pour parler d'un retour du balancier, mais le fait est que, même sur les bords de la Seine, le vague libéral se trouve contrarié. Les grévistes d'Air France ont porté à l'auto-satisfaction gauchiste un coup qui se rapercut lourdement sur les sondages. Le congrès du PS a été celui du moral retrouvé. Il y a eu presque autant de téléspectateurs pour regarder un François Mitterrand goguenard, l'autre dimanche, que Michel Drucker.

A l'étranger, le reflux est souvent bien plus net. Les électeurs polonais et lituaniens, qui avaient rejeté les communistes il y a quatre ans, les ont rappelés aux affaires. Malgré un âge canin, un pantage des coronaires, un cortège de scandales, et un remariage qui a fait jaser, le socialiste populiste Georges Papandréou s'est fait plébisciter comme si de rien n'était. De même, au Pakistan, la belle Benazir Bhutto, qui se réclame maintenant de la social-démocratie, a-t-elle retrouvé le pouvoir dont elle avait été jadis ignominieusement chassée. Les conservateurs japonais ont dû, pour la première fois depuis

queranta ans, céder la place à une coalition, plutôt hétéroclite, dont font partie les socialistes.

Le PC italien « refondé » vient en tête des sondages. Les perspectives électorales sont des plus sombres pour John Major, que la « dame de fer » poursuit de sa vindicte, et Helmut Kohl sait que dans la meilleure hypothèse il lui faudra partager le pouvoir, après les prochaines élections, avec le SPD, qui en a été écarté depuis plus de dix ans. Aux yeux de la droite américaine, Bill Clinton est un affreux gauchiste, et les conservateurs canadiens viennent de subir un naufrage électoral sans précédent. Le plus frappant, pour le moment, demeure la nostalgie qui se développe à l'est de l'Europe. C'est notam-

ment le cas de feu la RDA, qui, du fait de sa réunion à sa riche sœur grande sœur de l'Ouest, se tira pourtant infiniment mieux d'affaire, sur le plan matériel, que ses ex-pays frères du pacte de Varsovie. C'est que la population est-allemande s'était fait beaucoup d'illusions sur ce qu'elle était en droit d'attendre à brève échéance de la réunification. Le soulèvement populaire qui a eu raison du pouvoir communiste a certes été lancé par un groupe de courageux idéalistes issus, dans une large mesure, de l'Eglise luthérienne. Mais ils ont été rapidement mis à l'écart.

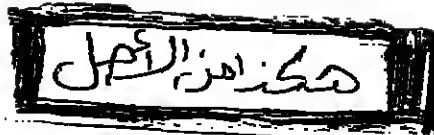
ANDRÉ FONTAINE
Lire la suite page 6

Le transport aérien en pleine turbulence

L'Association du transport aérien international (IATA) se réunit à Dallas les 1^{er} et 2 novembre, au moment où la quasi totalité des compagnies traversent une zone de turbulences. Leurs pertes ont atteint un niveau record en 1992, soit 4,8 milliards de dollars (28 milliards de francs). Le directeur général de l'IATA, Pierre Jeannot, a déclaré au Monde que « les compagnies n'avaient pas réagi assez vite à la crise » et qu'elles doivent « arrêter de baisser leurs prix ». Air France, la situation redevient progressivement normale. Le nouveau président, Christian Blenc, commence à rencontrer les syndicats le 2 novembre.

page 14

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie/Nouvelle Zélande, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 340 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc. ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



Un entretien avec François Dagognet

« Plier l'homme à la nature est la pire des aliénations »

« Habituellement, les philosophes se préoccupent de l'esprit. Ils centrent leurs analyses sur la conscience, ou sur le sujet, ou encore sur les opérations logiques de la raison. Ce qu'il y a de plus frappant dans votre démarche, c'est que vous opérez autrement. De livre en livre, vous interrogez avant tout les choses, qu'il s'agisse des objets naturels — pierres, grains de sable, formes des fougères... — ou des objets manufacturés, depuis le mobilier le plus simple jusqu'aux machines électroniques les plus perfectionnées. Pourquoi procédez-vous ainsi ? »

« Parce que le monde des objets, qui est immense, est finalement plus révélateur de l'esprit que l'esprit lui-même. Pour savoir ce que nous sommes, ce n'est pas forcément en nous qu'il faut regarder. Les philosophes, au cours de l'histoire, sont demeurés trop exclusivement tournés vers la subjectivité, sans comprendre que c'est au contraire dans les choses que l'esprit se donne le mieux à voir. Il faut donc éprouver une véritable révolution, en s'apercevant que c'est du côté des objets que se trouve l'esprit, bien plus que du côté du sujet. »

« Pour mieux saisir ce renversement, prenons l'exemple de la littérature. Elle s'était enclavée dans les sentiments et les descriptions d'états d'âme, dont le scénario n'offre que relativement peu de variantes. Bon nombre d'auteurs modernes, comme Francis Ponge, par exemple, ont au contraire pris le parti des choses. Ils ont décidé de regarder un caillou, un verre d'eau ou un insecte en tant qu'objet. Ils se sont détournés du côté idéologique et lassant de la subjectivité pour aller vers l'éblouissement des choses et de leurs histoires. C'est une démarche du même genre que je tente pour ma part dans le domaine de la philosophie. »

« Il ne s'agit donc plus d'opposer le sujet et l'objet, mais bien de parvenir à comprendre que se trouve au sein des objets même plus de richesse et d'intelligence que nous ne l'avions jamais pensé. En un sens, ce sont les objets qui sont dépositaires de ce que nous pouvons apprendre de plus intéressant sur le sujet. Car les choses sont pleines d'ingéniosité, d'histoires, de puissance symbolique qui se révèlent dès qu'on veut bien se donner la peine de les interroger. Leur matérialité même, leur tissu, leur grain, mais aussi leurs formes offrent constamment de nouvelles possibilités, que l'industrie et la technique ne cessent de déployer. »

« Prenons pour exemple les chaises qui sont dans ce bureau, sur lesquelles nous sommes assis. Que peuvent-elles bien nous apprendre ? »

« En premier lieu, elles portent la marque de toute une société et de toute une époque, dont les diverses techniques rendent possi-

Né à Langres en 1924, François Dagognet a suivi une double formation philosophique et scientifique. Agrégé de philosophie en 1949, il est également, depuis 1958, docteur en médecine. Il a acquis des connaissances précises dans les domaines notamment de la neuropsychiatrie, de la chimie et de la géologie, et s'est employé à réfléchir en philosophie sur les méthodes à l'œuvre dans ces disciplines.

Professeur de philosophie à l'université de Lyon, puis à Paris-I (Sorbonne) où il enseigne encore actuellement, François Dagognet est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, publiés principalement aux Presses universitaires de France, à la Librairie philosophique J. Vrin et chez Odile Jacob. Depuis la Raison et les Remèdes (PUF, 1964) jusqu'à Réflexions sur la mesure, qui vient de paraître aux éditions Encre marine, sa réflexion attachée au concret s'est progressivement étendue des questions liées aux savoirs biologiques et médicaux à une analyse d'ensemble du monde moderne, saisi à partir de ses productions techniques, de ses procédures administratives et juridiques ou de ses créations artistiques.

Dans la diversité des analyses de François Dagognet, un fil directeur rend sa démarche particulièrement originale : alors que domine chez bon nombre de penseurs la condamnation de la technique et le ressentiment envers l'époque, ce philosophe ne cesse de souligner les aspects positifs, libérateurs et créatifs du monde actuel — y compris dans les domaines qui passent pour les plus redoutables, tels l'ingénierie génétique et la détérioration des équilibres écologiques.

Il s'en explique dans l'entretien qu'il nous a accordé, où il rappelle en quoi consiste cette « philosophie des objets » à laquelle il s'est attaché.

hies ces chaises-là plutôt que des centaines d'autres. Ce ne sont pas simplement des chaises « modernes » de manière générale et vague. Ce sont des produits de l'industrie d'aujourd'hui. Leurs pièces sont usinées en série, conçues par des ordinateurs, fabriquées à l'aide de matériaux de synthèse, calculées et dessinées pour répondre rationnellement aux besoins du travail de bureau.

« En scrutant ces chaises de manière vraiment détaillée, nous nous rendrions compte qu'elles recèlent en elles une mine d'informations sur notre société. Leur forme, par exemple, a été calculée selon des normes esthétiques qui sont celles de notre temps. Et les matériaux dont elles sont composées répondent à des règles de sécurité, de confort, de résistance à l'usure qui nous renvoient à un état historique et social particulier. Dans ces objets extrêmement banaux se trouve donc concentrée une énorme quantité de données, relatives aussi bien à notre goût, qu'à notre conception du corps, qu'à notre législation du travail ou à notre puissance technique. »

« Du coup, ce que peuvent nous apprendre ces chaises, c'est que Platon se serait sans doute fourvoyé. Il soutenait en effet qu'il y a une idée de la chaise, comme de toute autre chose, une idée éternelle et immuable servant de modèle à chacune des « copies » constituées par les objets palpables. Il pensait que le menuisier fabriquant une chaise se trouvait dans l'obligation de reproduire ce modèle idéal. Or ce que nous montre le moindre catalogue, c'est au contraire qu'une telle idée n'existe pas. Même cet objet très élémentaire a subi une évolution telle que le seul inventaire des

types de chaises imaginés par les différentes civilisations et les diverses époques est presque impossible à dresser.

« Et cette évolution inventive ne fait que s'accroître aujourd'hui avec, par exemple, les images de synthèse. Si je dessine une chaise sur l'ordinateur, j'ai toute liberté de la faire tourner, changer de couleur, de largeur, de hauteur, le peut allonger, ceci, supprimer cela, en travaillant beaucoup plus librement que sur la chose elle-même. L'image de synthèse permet en effet de travailler directement sur la structure, et non plus sur sa réalisation. On interagit désormais sur la conception seule, avant toute réalisation. Il s'agit là d'une mutation capitale, car l'image libère la chose de son enclavement en elle-même.

« Les techniques sont plus libératrices que déshumanisantes »

« A l'inverse de bon nombre de philosophes, qui dénoncent la menace planétaire que le développement technique fait peser sur l'humain, vous soutenez toujours les possibilités de libération que nous offre l'expansion croissante des savoirs scientifiques et de leurs applications. Est-ce par goût du paradoxe ? »

« Pas du tout. Je suis profondément convaincu que les techniques sont en régime général plus libératrices que captives ou déshumanisantes. Cela est vrai même pour des techniques intellectuelles aussi décriées que les inventaires, les classifications, les tableaux ordonnés. Cette firme systématique paraît pauvre et inutilement contraignante. Rien ne me paraît plus faux. Un inventaire permet en effet de prendre une vue du tout. Il aide à mieux comprendre la structure et l'organisation des choses, et offre ainsi le moyen de mieux les dominer. Car ce classement incite également à la création, en donnant à voir d'éventuelles cases vides qu'on pourra tenter de compléter.

« Il en va de même des techniques administratives, qui reposent pour la plupart sur des classifications et des inventaires. On n'y voit trop souvent qu'un élément de contrainte, quand ce n'est pas le signe d'un asservissement absurde et bureaucratique. Il peut certes y avoir des déviations et des abus, comme en tout domaine. Mais, dans leur principe, ces techniques doivent permettre une meilleure gestion des réalités — y compris des réalités humaines. Elles ne sont pas des facteurs d'écrasement ni de déshumanisation, mais au contraire des instruments de liberté. J'irai même jusqu'à dire que c'est le système qui sauve l'individu, car il permet de prévoir sa place, de mettre en œuvre les moyens de le respecter ou de l'aider. Dans l'ensemble, les techniques, à mes

yeux, sauvent l'homme plus qu'elles ne compromettent son avenir.

« Même les techniques médicales qui touchent à la reproduction ? »

« Oui, sans hésitation. Cessons de condamner les nouvelles techniques médicales, sous le faux prétexte qu'elles risquent de nous conduire à je ne sais quelle apocalypse ! Il y a là beaucoup de confusion et de fausses terreurs. Il y a surtout une grave méprise concernant la relation entre ces techniques et la liberté. On croit qu'elles ôtent à l'homme des libertés. C'est exactement l'inverse : elles lui en donnent de nouvelles.

« Prenons l'exemple du diagnostic prénatal. Il ne paraît absolument normal que ceux qui attendent un enfant puissent savoir si cet enfant est atteint ou non d'une maladie héréditaire comme la trisomie. Connaître avec exactitude la situation du fœtus est en effet l'élément essentiel dont les parents ont besoin pour prendre leur décision. Cette information laisse entière leur liberté. Chacun doit pouvoir refuser un avortement thérapeutique, et choisir, en toute connaissance de cause, de mettre au monde un enfant handicapé. J'ai vu par exemple des parents souhaiter que vienne au monde, ce qu'ils appellent leur troisième enfant, en sachant que cet enfant était trisomique comme les deux premiers. Je ne peux qu'accepter ce choix, puisqu'il s'agit là d'une décision prise par eux librement.

« Arrêtons donc de dire « la technique va préconiser la suppression de tous les malformés ». Cela n'a évidemment aucun sens, et il n'en a jamais été question ! La décision suprême doit toujours revenir à l'individu. Si une personne projette de se marier avec quelqu'un qui est atteint d'une maladie mortelle et transmissible, il est normal que cette personne soit avertie de l'acte qu'elle va commettre. La médecine ne l'empêchera pas. Chacun peut refuser un traitement, ou des précautions protectrices. Les techniques médicales n'ont ni l'intention ni les moyens de tout commander. Elles ne décideront jamais à votre place. Mais elles mettent clairement chacun face à ses choix.

« C'est en ce sens qu'elles accroissent nos libertés, au lieu de les restreindre, comme on le croit par erreur. Ce qui est condamnable, ce ne sont pas les techniques et les informations qu'elles fournissent, c'est le refus d'informer ! Je condamne pour ma part l'idée qu'on puisse refuser d'avertir des parents de la naissance d'un futur enfant trisomique, ou des fiancés de la stérilité de l'un ou de l'autre. Nous ne devons rien écarter de ce qui nous rend libre d'accepter ou de refuser en toute connaissance de cause. Vouloir mettre à l'écart ce genre d'informations est signe d'obscurantisme. Cela revient en effet à vouloir soumettre les humains aux hasards aveugles de la vie. C'est tenter de les maintenir asservis à des mécanismes que la connaissance permet, si on le veut, de contrôler. Voilà qui est intolé-

hile, à mes yeux. Car plier l'homme à la nature est la pire des aliénations.

« L'intervention humaine dans les fonctionnements de la nature ne doit-elle pas malgré tout être soumise à des limites ? »

« Je n'en vois pas d'autre que le fait de laisser à l'individu la liberté finale d'accepter ou de refuser. Si je veux l'euthanasie, va-t-on condamner le médecin qui me donnera la mort ? A mes yeux, cette condamnation est injuste et inacceptable, puisque c'est moi, et moi seul, qui aurai demandé qu'on me donne la mort. Sur cette question de l'euthanasie, comme sur celles qui sont liées à la procréation assistée, je suis en désaccord avec les tendances actuelles de la bioéthique.

« Le monde industriel ne doit pas être diabolisé »

« Il me semble en effet que les gens les plus dogmatiques et les plus dangereux sont les défenseurs de cette prétendue liberté de l'homme, qui ne font que le plier à un état de fait et lui ôtent toute possibilité de choix. Je crains le fanatisme de ces pseudo-humanistes qui, sous couvert de défense de l'humanité, tentent de priver les citoyens de cette multitude de libertés nouvelles, que les techniques offrent aujourd'hui, de dépasser l'asservissement à la nature.

« Il n'y aurait donc pas plus à sauver la vie de la menace médicale qu'à sauvegarder la nature de la menace industrielle... »

« Evidemment. Rien n'est plus illusoire que cette nature supposée harmonieuse, équilibrée et pourvue d'une sorte de sagesse interne. On peut soutenir avec autant d'arguments que la nature est menaçante, désordonnée et cruelle. En fait, aucune de ces images mythiques ne tient longtemps à l'analyse. Mieux vaut comprendre que « la nature » n'a jamais existé ; elle a toujours été travaillée, façonnée par les mains humaines. Si elle l'est aujourd'hui davantage, ce n'est pas une raison pour condamner l'industrie en brandissant l'épouvantail d'une apocalypse du développement.

« Finalement, si un peu de technique engendre des inconvénients, beaucoup de techniques permettent de les combattre. »

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT



LE MONDE diplomatique

Novembre 1993

- **ORDRE NOUVEAU EN RUSSIE** : Les choix assumés du président Boris Eltsine, par Jean-Marie Chauvier. — L'armée se veut « une force considérable que nul ne saurait négliger », par John Erickson. — Dans la capitale de force du Fسادs monétaire, par Michel Chossudovsky. — Les régimes se rendront-elles à la raison ? par Amnon Kapellouk.
- **PROCHE-ORIENT** : Le temps du Machrek ? par Georges Corm. — Comment conjurer les risques d'une perpétuelle soumission à l'Etat d'Israël, par Edward W. Said. — Les colonies de peuplement perdront-elles leur attrait ? par Ouzi Dekel. — L'implantation israélienne s'abandonne au chaos des sirènes, par Joseph Alagazy.
- **ÉTATS-UNIS** : La chevauchée pour la direction du monde, par Jacques Decornoy. — Les stratégies de Washington se préparent à de nouvelles expéditions guerrières, par Michael Klare.
- **ASIE** : Nouvelle donne régionale pour le Xinjiang, par Isabelle Maltot et Dongfang Ouyang. — Des Khmers rouges à bout de souffle, par Christophe Peschoux.
- **AFRIQUE** : Légitimité de l'Etat et solidarités ethniques, par Thierry Michalon. — La Mauritanie sous l'emprise d'un régime patriarcal, par Mohammad-Mahmoud Mohamedou.
- **SOCIÉTÉ** : L'exemple français, par Ignacio Ramonet.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel :

3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56
lecture en texte intégral
Tout article identifié peut être commandé par Minitel
Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

Dagognet

دكان الناحل

INTERNATIONAL

ALGÉRIE

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS No. 5784
CLASS
DATE 26-11-1993

Des questions demeurent après la libération des otages français

■ LES REMERCIEMENTS DE LA FRANCE. - Le gouvernement français a remercié, dimanche 31 octobre, les autorités algériennes après la libération des trois agents consulaires français enlevés une semaine plus tôt. Jean-Claude Thévenot et Alain Freissier ont été libérés, dès samedi soir, par les forces de l'ordre dans un quartier d'Alger où ils étaient séquestrés. L'information a été tenue secrète jusqu'à un milieu de journée, dimanche. Ils ont alors regagné Paris. Et c'est à ce moment que la libération de M^{me} Michèle Thévenot a été annoncée.

■ LA RECHERCHE DE COMPLICITÉS DES RAVISSEURS. - Celle-ci s'est poursuivie jusqu'à Oued-Slama, à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale, opération au cours de laquelle six ou sept personnes ont été tuées. Officiellement, très peu d'indications ont été données sur ces événements et de nombreuses questions demeurent.

■ COMITÉS D'AUTODEFENSE EN KABYLIE. - Pour tenter de se prémunir contre les agissements des islamistes en armes et, peut-être, pour préserver leur particularisme, les Kabyles commencent à s'organiser et à créer des comités d'autodéfense.

ALGER

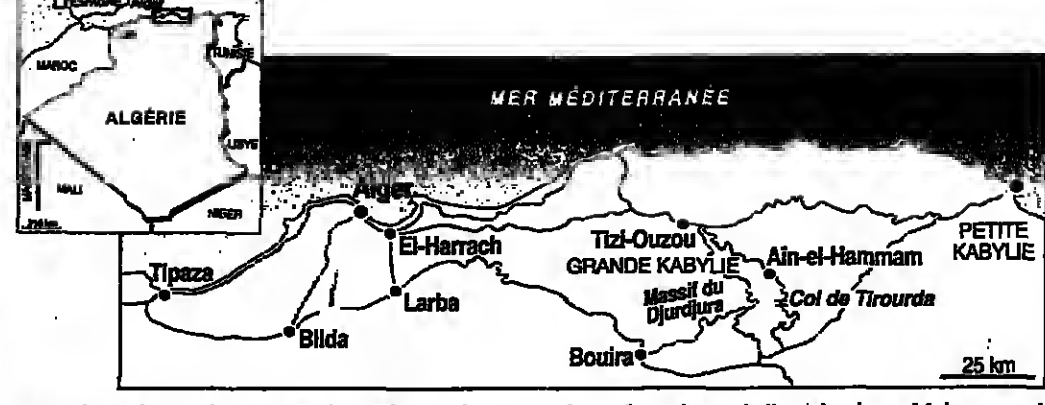
de notre correspondante

C'est avec un soulagement, voire d'une sourde inquiétude, qu'a été accueillie, dimanche 31 octobre, à Alger, l'annonce de la libération des trois agents consulaires français, enlevés une semaine plus tôt en plein centre de la capitale. Selon les informations officielles, rendues publiques en milieu de journée par les autorités algériennes, Jean-Claude Thévenot et Alain Freissier ont été les premiers à retrouver la liberté, samedi, en fin d'après-midi. À l'issue d'une vaste « opération des forces de sécurité », qui avait démarré dans la capitale, et qui s'était achevée, une trentaine de kilomètres plus au sud, à Oued-Slama, petite localité proche de la ville de Larba, au pied de l'Atlas bledien, considéré comme un des principaux bastions des groupes armés islamistes.

Dimanche, vers 18 h 30, soit vingt-quatre heures après que les deux hommes eurent été libérés par les forces de l'ordre, le troisième otage, Michèle Thévenot, était, à son tour, retrouvée saine et sauve. De bonne source, on indique qu'elle a été « déposée par ses ravisseurs », dans un lieu proche de l'ambassade de France à Alger, d'où elle a pu téléphoner et avertir les autorités. M^{me} Thévenot et Freissier volaient déjà, à ce moment-là, à bord d'un avion du GLAM, en direction de Paris où ils sont arrivés en début de soirée. M^{me} Thévenot devait être rapatriée dans le courant de la journée de lundi.

Pour des raisons de sécurité facilement compréhensibles, il n'a pas été permis à la presse d'interroger M^{me} Thévenot mais seulement de la voir. Apparemment en bonne santé physique, celle-ci, pas plus que son époux et que M. Freissier, ne paraît avoir souffert de ses conditions de détention. Enlevés ensemble, dimanche 24 octobre, les trois agents consulaires, ont été vraisemblablement séquestrés dans deux lieux différents : hommes d'un côté, femme de l'autre, respectant en cela la coutume musulmane.

Où se trouvaient ces « caches » ? Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les autorités françaises et algériennes ont choisi d'observer la plus grande discrétion. On croit savoir seulement que les trois



otages français ont été séquestrés dans Alger, plus précisément dans une salle de prières d'Oued-Ko-reiche, un quartier de la capitale, situé entre les bastions intégristes de Bab-el-Oued et de Climat-de-France, et ooo à Oued-Slama, comme certaines rumeurs l'avaient d'abord laissé penser.

L'identité des ravisseurs n'a pas, non plus, été dévoilée. Mais les mises en garde, adressées, par l'intermédiaire de M^{me} Thévenot, aux « étrangers » algériens, qualifiés d'« islamistes », semblent clairement indiquer qu'il s'agit de réseaux islamistes.

Selon des indications, encore parcellaires, divulguées dimanche soir par l'AFP, c'est dans une salle de prières, proche du quartier de Bab-el-Oued, que les enquêteurs auraient été mis sur la piste des ravisseurs, en rassemblant assez d'éléments, semble-t-il, pour les localiser. Une fois les deux premiers otages libérés - dans des circonstances encore mal établies - les forces de sécurité se seraient engagées dans une course-poursuite, qui les a amenés jusqu'à Oued-Slama, où ont eu lieu de violents accrochages qui ont coûté la vie à huit personnes, dont un gendarme.

Le dénouement spectaculaire de cette affaire et, surtout, le fait que les victimes soient sorties saines et sauves de cette aventure, a évidemment provoqué un vif soulagement au sein de la communauté étrangère, traumatisée par la récente vague d'assassinats dont certains des siens ont été les cibles. L'enlèvement des trois agents consulaires français, un mois après le rapt et le meurtre des deux géomètres fran-

çais, le 21 septembre, dans la région de Sidi-Bel-Abbès, laissait présager le pire. Ensuite, cinq autres étrangers avaient été tués, victimes de groupes armés : deux officiers russes, tués par balles, le 16 octobre, à Laghouat, puis, trois jours plus tard, trois techniciens de la firme italienne Sadelmi - un Péruvien, un Colombien et un Philippin - enlevés et tués à l'arme blanche, dans la région de Tizer. Compte tenu de ces sinistres précédents, chacun redoutait que les trois otages français ne connaissent le même sort. La joie de les savoir vivants et libres, aussi forte et sincère soit-elle, ne change pourtant pas fondamentalement la situation.

Le succès remporté par les forces de l'ordre algériennes, indéniablement, l'image de l'Algérie et renforce la crédibilité de son armée, en butte, depuis près de deux ans, à l'ingéniosité criminelle des

rebels islamistes. Mais ce succès risque, hélas, d'avoir son revers. C'est par la force, que les otages ont été relâchés. Si ce sont bien - comme on tend à le supposer - des islamistes, qui ont commandité et organisé le rapt des agents consulaires, il n'y a alors, a priori, aucune raison d'espérer une quelconque accalmie dans la vague de terrorisme.

Autre point troublant : le fait que les ravisseurs n'aient pas exécuté leurs victimes, réussissant l'exploit de les garder cachés pendant sept jours (huit jours pour M^{me} Thévenot), malgré l'imposant dispositif policier mis en place dans l'Algérie, semble indiquer qu'ils disposent de gros moyens et espèrent, sans doute, tirer profit de leurs otages. De quelle manière ? Un tract, non authentifié, curieusement rédigé en français, est parvenu, dimanche matin, dans cer-

taines rédactions, annonçant que les trois fonctionnaires français allaient être « libérés, lundi, par les moudjahidines », à l'occasion du 39^e anniversaire du 1^{er} novembre 1954, date du déclenchement de la guerre d'indépendance.

Tapé à la machine, ce texte, intitulé « communiqué n°2 » du « Groupe armé islamique », portait la date du dimanche 31 octobre. S'agit-il tout bonnement d'un faux ou d'une étrange erreur de manipulation ? Le mystère, là aussi, demeure. De même, on se demande pourquoi il a fallu attendre que s'écoulent près de vingt heures, entre le moment de la libération des otages et l'annonce officielle (faite dimanche, peu après 13 heures, par la télévision nationale) de ce qui ressemble, de prime abord, à une très bonne nouvelle.

Une chose est claire : si les otages français, comme les autres étrangers précédemment enlevés, avaient été tués, l'impact émotionnel et politique aurait été immense. A l'étranger bieu sûr, mais aussi dans le pays. Nul doute que la tâche des partisans d'un « dialogue », voire d'une « réconciliation », avec les islamistes, en aurait été compliquée. De là à voir, dans cette pénible affaire, une sorte d'avertissement « à l'attention », d'un camp à un autre, il y a un pas. Il serait imprudent de franchir. Le fait que les trois agents consulaires aient été « épargnés » n'augure pas, pour autant, une plus grande sérénité du débat politique.

CATHERINE SIMON

Les « remerciements » de Paris

Jean-Claude Thévenot et Alain Freissier, les deux premiers otages libérés, sont arrivés dimanche 31 octobre en début de soirée à l'aéroport de Villacoublay, près de Paris, où ils ont été accueillis par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé.

Alain Freissier a affirmé, à l'aéroport, n'avoir « pas été maltraité » pendant sa détention. « Nos ravisseurs nous ont donné à manger de façon très correcte. Ils n'ont utilisé aucun moyen de violence à quelque titre que ce soit », a-t-il déclaré. Le premier ministre, Edouard Balla-

dor, a adressé dimanche soir un « message de remerciements » aux autorités algériennes, a indiqué le service de presse de Matignon.

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE, présidence collégiale), Ali Kafi, avait réaffirmé, samedi, la fermeté de l'Etat contre les groupes armés islamistes. Dans son discours d'ouverture de l'année judiciaire, il avait souligné, sans faire allusion aux trois Français enlevés, que « les criminels [seraient] châtiés » et n'« échapperaient pas à la justice ».

BURUNDI

Le gouvernement s'apprête à quitter son refuge

Le gouvernement, réfugié à l'ambassade de France depuis le coup d'Etat du 21 octobre, s'apprête à quitter la chancellerie. En province, l'étendue des massacres consécutifs au putsch n'est pas encore connue.

BUJUMBURA

de notre envoyé spécial

Bien que nombre d'entre eux se sentaient en danger de mort s'ils quittaient l'ambassade de France à Bujumbura, les dix-sept ministres burundais qui y sont réfugiés se font à l'idée de prendre le risque de retourner à leur bureau. Le ministre de la défense, le lieutenant-colonel Charles Ntanjije, se dit persuadé qu'il pourra trouver dans l'armée suffisamment d'officiers désireux de prouver leur loyauté envers le régime qui a survécu au putsch du 21 octobre. Mais sa tâche est délicate : au moment des faits, aucune unité ne s'est opposée aux mutins.

Des médiations de la semaine dernière, il ressort que la Tanzanie serait le seul pays voisin à pouvoir déployer un contingent pour garantir la sécurité des ministres. Le Rwanda est perçu comme défendant les intérêts hutus, l'Ouganda est considéré comme pro-tutsi. Quant aux soldats zairais, ils ont trop mauvaise réputation dans la région. Le Maroc a également été sollicité par les autorités.

« L'interposition de soldats étrangers creuserait plus encore la division de la société burundaise ; il serait bon qu'une solution interne soit trouvée, même si elle comporte des risques », affirme un diplomate occidental, sous couvert de l'anonymat. Pour lui, l'insistance des ministres à afficher leur manque de confiance dans l'armée paraît vouloir justifier à l'avance la prochaine réforme des forces de l'ordre.

C. S.

Funérailles nationales

Le gouvernement doit maintenant débarrasser rapidement les putchistes. Il a commencé son enquête et la liste des dix-sept personnes, qui circulaient la semaine dernière, sera sans doute amendée. Jusqu'à présent, une dizaine de personnes ont été arrêtées. En province, l'étendue des massacres et des destructions n'est pas connue avec précision, certaines zones n'étant toujours pas accessibles par la route. Le gouvernement a annoncé un deuil national d'un mois, à partir de mardi 2 novembre. De source informée, on indique que les dépouilles du président et des dignitaires assassinés le

21 octobre ont été remises aux autorités, qui ont fait procéder à leur embaumement en vue de funérailles nationales. Aucune date n'a encore été fixée, les dirigeants souhaitant mieux contrôler la situation pour parer à d'éventuels débordements lors des obsèques.

La Cour constitutionnelle devrait déclarer officiellement la vacance du pouvoir dans les prochains jours. Le président de l'Assemblée nationale - qui assure l'intérim en vertu de la Constitution - ayant été assassiné avec le chef de l'Etat, le premier ministre, Sylvie Kinigi, doit prendre en charge la gestion des affaires courantes en attendant qu'un nouveau président du Parlement assure l'intérim jusqu'aux élections. Selon les textes, celles-ci doivent être organisées dans un délai de trois mois à compter de l'avis de la Cour constitutionnelle, délai qui peut être prolongé en cas de force majeure. Ce qui sera probablement le cas.

JEAN HÉLÈNE

CENTRAFRIQUE : formation du gouvernement. - Le gouvernement de Jean-Luc Mandaba, dont la formation a été annoncée samedi 30 octobre, comprend dix-sept ministres et deux secrétaires d'Etat, issus de plusieurs partis et de la Mouvement David Dacko, groupement informel autour de l'ancien président, candidat malheureux à l'élection présidentielle. Trois ministres du gouvernement d'Enoch Derant-Lakoué ont conservé leurs postes : Emmanuel Dokouma aux finances, Jacques Mhossou à la justice et Gérard Gaba au secrétariat général du gouvernement et aux relations avec le Parlement. Simoo Bedaya-Ngaro obtient les

affaires étrangères et la francophonie. - (AFP.)

NIGÉRIA : trois suspects arrêtés dans le cadre de l'enquête sur le détournement de l'Airbus. - La presse a indiqué, samedi 30 octobre, que trois personnes avaient été arrêtées à Ilorin, capitale de l'Etat de Kwara, dans le cadre de l'enquête sur le détournement de l'Airbus de la Nigeria Airways (le Monde du 29 octobre). Dans un tract, le Mouvement pour l'avancement de la démocratie, qui avait revendiqué ce détournement, a lancé un nouvel ultimatum aux membres du gouvernement intérimaire, les menaçant d'attenter à leur vie s'ils ne démissionnaient pas dans les sept jours. - (AFP.)

« Vigilance » en Kabylie

Récentement attaqué par un groupe terroriste, le village de Tiourda a mis sur pied un « comité » qui veille à la sécurité de ses habitants

TIOURDA

de notre envoyé spécial

La modeste oasis du petit village de Tiourda, accroché au fin fond rocailleux des montagnes de Kabylie, ne tient pas à son site, pourtant éminemment sauvage, ni à l'habileté éprouvée de ses chasseurs de sanglier, ni même aux fresques naïves, peintes sur ses murs, qui montrent Jugurtha sur son cheval blanc, Massinissa en toge (il ou Ibrahim (Abraham) « à qui Dieu demande d'élever son fils »).

Non, rien de tout cela. Si Tiourda, comme d'autres localités de la wilaya (préfecture) de Tizi Ouzou, a l'honneur des gazettes, c'est pour une raison beaucoup moins bucolique : récemment « visité » par un groupe terroriste, le village a mis sur pied un « comité de vigilance », qui veille, chaque nuit, à la sécurité des deux mille habitants.

L'attaque du 14 octobre dernier, menée par un groupe d'une trentaine d'hommes armés, arrivés « en camion civil », au début de la nuit, n'a pas fait de victime. Mais elle a « soulagé » le village d'une vingtaine de fusils de chasse et semé le trouble dans les esprits. Parmi les assaillants, tous « étrangers à la région », et qu'on soupçonne d'être venus de la wilaya voisine de Bouira, se trouvaient - catastrophe ! - des Kabyles.

« On n'a pas eu de mal à les repérer », soupire-t-on en chœur. Des Kabyles parmi les islamistes ? La chose n'est pas nouvelle. Mais elle n'en a pas moins choqué. « Avant de partir, ils nous ont insultés, en nous traitant de

juifs et de mécréants, et en nous promettant de revenir », souligne l'instituteur, visiblement outré.

« Depuis l'attaque, la vie a changé, on ne se sent plus tranquille », résume plus froidement Mouloud, un grand gaillard d'une trentaine d'années, qui ne cache pas ses sympathies pour le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Ali Ahmed. Les autres garçons, plus jeunes, approuvent en silence. Aux élections municipales du mois de juin 1990, la majorité de Tiourda a voté FFS, laissant très loin derrière le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saadi et le FLN, l'ancien parti unique. Pour le reste, à en croire la petite assemblée qui nous reçoit à l'intérieur de la mosquée, il n'y a eu que « quatre vieux » pour choisir « par erreur » - le candidat de l'« Front islamique du salut » (FIS).

Ce n'est plus « la Suisse » de l'Algérie

Apparemment soudé, le village n'aura pas, ce tout cas, attendu les consignes (jusqu'à ce jour inexistantes), qui auraient pu venir « de Tizi ou d'Alger ». Depuis la fameuse attaque, les hommes du village se relayent, chaque soir, dès 18 heures, aux « accès stratégiques », où ils montent la garde, jusqu'au matin, par groupes de deux. « Si demain, l'Algérie se transforme en une République islamique, et bien, les terroristes, alors, ce sera nous », fanfaronne un adolescent. locidement, le groupe de

jeunes villageois explique qu'à la mi-octobre, après divers incidents analogues survenus dans la région, quelque quarante-cinq représentants des « comités de village » ont été réunis à l'herminette, « par la gendarmerie », qui leur a proposé... des armes. « Ils étaient prêts à donner une dizaine de kalachnikovs par village », précisent les gars de Tiourda. « Mais aucun des représentants n'a accepté cette offre », ajoutent-ils aussitôt.

« On se méfie, vous comprenez ! On ne va pas tomber dans ce genre de piège. Avec des stocks pareils, on deviendrait des cibles toutes trouvées ! Et puis, c'est aux gendarmes de nous protéger, pas l'inverse. » Privé de téléphone, mais pas de bon sens ni de paraboles, le village de Tiourda attend, de pied ferme, une éventuelle alerte.

« C'est vrai que nous ne sommes pas tellement pratiquants, mais ce n'est pas une raison pour qu'on nous tire dessus », assure l'instituteur, défenseur de la tolérance et de ce qu'il appelle joliment un « islam panaché ». Ses compagnons sourient. « N'empêche que les choses ont dû changer », ajoute l'ado d'eux. Avant, la Kabylie, c'était un peu la Suisse de l'Algérie. Maintenant, c'est l'Algérie tout court... »

C. S.

(1) Massinissa et Jugurtha furent rois de Numidie, au dernier siècle avant notre ère au temps de la lutte avec Rome en Afrique du Nord. Les Kabyles, qui ne sont d'origine arabe, estiment être les descendants des Numides.

PROCHE-ORIENT

Dénouant l'accord de paix signé avec l'OLP

Les colons israéliens commencent leur Intifada en Cisjordanie

Causant d'importants désordres, samedi 30 et dimanche 31 octobre, en Cisjordanie, pour dénoncer l'accord avec l'OLP, les colons israéliens dans les territoires occupés ont annoncé qu'ils entendaient désormais se conduire comme le mouvement de la résistance islamique, Hamas, qui a revendiqué le rapt et le meurtre d'un des leurs, vendredi.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ce sont « les premiers signes d'une rébellion contre l'Etat », a déclaré Ouzi Baram, ministre du tourisme. Pour d'autres, les troubles de samedi et dimanche pourraient bien marquer le début de la longue et tumultueuse campagne de désobéissance civile que les colons annoncent depuis des mois.

Le week-end a, en tout cas, été très chaud dans le nord de la Cisjordanie, et particulièrement à Ramallah. C'est là, dans la localité voisine d'El Bireh, qu'a été poignardé à mort, vendredi, un jeune colon venu acheter des œufs à bas prix sur les marchés palestiniens (le Monde daté 31 octobre et 1^{er} novembre). C'est après ce meurtre, revendiqué par le mouvement de la résistance islamique, Hamas, que les premières manifestations ont été organisées sur le thème : « L'armée ne nous protège pas, nous allons prendre notre sécurité en main ».

Toute la journée, des petits commandos très mobiles de quel-

ques dizaines de colons armés ont barré des routes avec des pneus enflammés, jeté des pierres sur les automobilistes palestiniens, incendié deux bonnes douzaines de véhicules, cassé des dizaines de vitrines, et tenté de mettre le feu à plusieurs habitations dont certaines n'ont dû d'être épargnées qu'à l'intervention des pompiers.

Dimanche, les expéditions punitives reprenaient de plus belle. Cette fois, le prétexte fut plus clairement politique, la droite et l'extrême droite prêtant au premier ministre des propos qu'il n'a pas tenus, en tout cas pas publiquement. La veille, évoquant la mort du jeune enfant, Itzhak Rabin avait, en effet, déclaré : « Les ennemis palestiniens de la paix tuent un israélien parce qu'il est juif, les adversaires de la paix, côté israélien, jettent des pierres et brûlent des voitures parce qu'elles sont conduites par des Arabes (...) Notre devoir est de l'emporter sur les ennemis de la paix... ».

« Une réalité difficile »

La droite a voulu voir dans ces propos « une insupportable et insultante » comparaison entre les colons juifs et les « terroristes arabes du Hamas ». Toute la journée de dimanche, des milliers se sont succédé pour expliquer, à travers les médias, que le premier ministre n'avait certainement pas voulu dire cela, qu'aucun cas les « tueurs du Hamas » ne pouvaient être mis dans le même sac que des « protestataires juifs, même un peu

excités ». Mais rien n'y fit. Le mouvement d'action devait encore reprendre lundi à l'aube.

A la télévision, dimanche soir, M. Rabin, estimant peut-être, comme certains de ses conseillers, que privés de ce prétexte les colons les plus décidés en trouveraient un autre pour continuer leur campagne, n'a pas vraiment essayé de calmer le jeu. « Les opposants juifs au processus de paix me traitent de traître, s'est-il exclamé. J'ai même pu lire un slogan qui appelait à mon assassinat... Les résidents israéliens des territoires devraient plutôt admettre qu'ils vivent une réalité difficile. L'armée les protège certes, mais ils ne devraient pas aller comme cela acheter des œufs à bas prix n'importe où. En clair : si vous voulez rester là où vous êtes, tenez-vous tranquilles ».

Les colons, en réalité, ont parfaitement saisi la situation et c'est bien pour essayer de renverser la vapeur qu'ils se battent, pendant qu'il en est encore temps, pour tenter de saborder un processus de paix qui, s'il aboutit, les condamnera, un jour ou l'autre, à démissionner. Leurs slogans peuvent paraître frustrés et répétitifs : « Rabin traîne la mort au Hamas ! » - mais la stratégie n'est pas forcément mauvaise.

Les colons « idéologiquement motivés », comme disent les universitaires - entre 15 et 20 % des 120 000 résidents juifs des territoires occupés, - ont parfaitement compris qu'ils devaient mettre un bâton à leur rhétorique religieuse : « Dieu nous a donné cette terre » - s'ils vou-

laient avoir une chance d'être entendus par leurs concitoyens résidents, eux, dans l'Israël internationalement reconnu.

D'un des mants d'ordre plus « politiques » et des revendications plus consensuelles, comme la demande de l'arrêt immédiat des libérations de détenus palestiniens. Selon un sondage publié dimanche, 44 % des israéliens sont opposés à ces largissements promis aux Palestiniens. Jusqu'à lors, sur les douze mille intéressés, 617 seulement ont été libérés, la semaine dernière. Selon Shimon Pérès, le chef de la diplomatie, « la majorité » de ceux qui restent, « le seront dans les prochaines semaines ». Outre le plan de retrait de l'armée de Gaza, qui devait être présenté, lundi 1^{er} novembre, aux négociateurs palestiniens, à Tabà (Egypte), la question des prisonniers devait, elle aussi, figurer au menu des discussions.

L'arrêt, même temporaire, des libérations attendues par des milliers de familles arabes, déclencherait aussitôt leur colère et pourrait même faire capoter l'application de l'accord signé, le 13 septembre, entre Israël et l'OLP. Tel est précisément l'objectif d'un Aaron Domb, porte-parole du conseil national des colons (Veshta), qui promet que ses troupes vont « continuer de bloquer les routes et incendier les voitures palestiniennes », ou d'un autre de ses fidèles qui déclare : « Nous allons montrer aux Arabes et au gouvernement que nous aussi nous pouvons déclencher une Intifada ».

PATRICE CLAUDE

LIBYE

Le colonel Kadhafi a démenti les rumeurs de tentative de putsch

« Aucune rébellion n'a eu lieu à Misrata ou ailleurs », a déclaré le colonel Mouammar Kadhafi, qui a accusé les services de renseignement britanniques et l'opposition en exil « de la soldate des Etats-Unis » d'être à l'origine d'une opération « visant à démolir le peuple libyen », n'a pas convoqué grand monde, même à Tripoli.

TRIPOLI

de notre envoyé spécial

Le seul fait que le « Guide de la révolution » soit personnellement monté au créneau confirme implicitement, aux yeux de beaucoup de Libyens, qu'il y a bien eu quelque chose. Depuis deux semaines, Tripoli bruisse d'informations selon lesquelles une rébellion avait eu lieu dans les casernes de Misrata (200 kilomètres à l'est de Tripoli) et de Bani Oualid (150 kilomètres au sud-est).

Selon la version la plus répandue, par les Libyens, les Occidentaux et les « frères arabes », une mutinerie a bel et bien eu lieu dans les casernes de Misrata et de Bani Oualid. Certains élargissent le cercle à d'autres casernes au sud et même à l'ouest de Tripoli, et parlent même de tentative de putsch. Tout le monde s'accorde sur le fait que cette révolte a été déclinée par le mécontentement des militaires, qui n'ont pas touché leur solde depuis six mois.

Autre raison d'insatisfaction : les militaires n'ont pas nubié que c'est l'armée qui a porté le colonel Kadhafi au pouvoir. Or ils s'estiment unifiés avec moins de considération que la Garde révolutionnaire et les forces de sécurité. Ce sont ces gardes prétorienne régulièrement et convenablement payées qui, selon des informations concordantes, sont intervenues pour étouffer la rébellion. La répression - et les combats qui l'ont accompagnée - vigoureusement menée par les blindés et même par l'aviation, aurait fait de



deux cents à deux mille victimes. Quelle que soit la nature de ces événements - simple mutinerie ou tentative de putsch - la vie à Tripoli semble suivre son cours normal. A l'exception de contrôles policiers apparemment plus fréquents pendant la nuit et de rumeurs qui font notamment état de l'arrestation de plusieurs colons et de l'exécution de l'un d'entre eux.

De plus en plus d'ennemis

Les habitants de Tripoli, lassés des discours révolutionnaires, n'ont même pas pris la peine de respecter une nouvelle loi leur ordonnant de porter le deuil, le 26 octobre, pour commémorer « les massacres et les déportations » dont les Italiens furent responsables au début de l'invasion de la Libye, en 1911. « Si j'avais eu le sentiment que les événements avaient été graves, je me serais empressé de porter un brassard noir », nous a confié un intellectuel loin d'être un des plus chauds par-

tisans du régime. Selon certains observateurs, le fait que le colonel Kadhafi n'ait pas éprouvé le besoin de prendre des mesures de sécurité extraordinaires dans la capitale prouve qu'il a « toujours le pays bien en main », mais « le nombre de ses ennemis s'accroît au fil de la répression ». Dans un pays où l'influence tribale reste déterminante, le mécontentement créé par la répression ne concerne pas seulement les familles de ceux qui en sont les victimes. C'est toute la tribu qui se sent mise en cause.

Il n'est pas douteux qu'en vingt-quatre ans de pouvoir le colonel Kadhafi s'est mis bon nombre de tribus à dos. La dernière à rejoindre le camp des mécontents serait la tribu des El Wamla, liée à celle des El Kadhafi dont est issu le « Guide de la révolution ». Des membres de cette tribu jusque-là loyaliste auraient participé, selon des opposants en exil au Caire, à la tentative de putsch « qui visait à assassiner Kadhafi ».

Mais le mécontentement ne gronde pas uniquement au sein des tribus. La plupart des Libyens

se plaignent, aujourd'hui, de la cherté de la vie, de la difficulté de trouver un logement, de la hausse de la criminalité, de la dégradation des services de santé en particulier, et de tous les services en général. A leur avis, ces problèmes sont dus à l'inefficacité du gouvernement autant qu'à l'embargo décidé par les Nations unies à cause du refus entêté du régime de livrer les deux ressortissants libyens mêlés à l'attentat commis en 1988 contre un Boeing de la Pan Am, au-dessus de Lockerbie, en Ecosse.

Ce mécontentement, le colonel Kadhafi l'a implicitement confirmé dans son discours du 28 octobre. Il a, en effet, dénoncé « certains Libyens stupides (...) qui insulteraient la révolution, Mouammar [Kadhafi] (...) et s'allieraient avec Satan parce qu'ils sont mécontents de la santé, de la sécurité, de la cherté de la vie ou du logement ». Le bouillonnant « Guide » a estimé que « l'honneur » passait avant tout, laissant ainsi entendre qu'il n'était pas question d'extraire les deux suspects réclamés par les Occidentaux.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Soudan : formation d'un nouveau gouvernement. - La formation d'un nouveau gouvernement, composé de 20 ministres dont dix militaires, a été annoncée, samedi 30 octobre, à Khartoum. La nomination d'un nouveau ministre des Finances, Abdallah Hassan Ahmed, coïncide avec un mécontentement populaire dû essentiellement à une hausse du coût de la vie, estimée officiellement à 100 % à la fin du mois d'août par rapport au même mois de l'an dernier. Cité par l'agence officielle SUNA, M. Ahmed a promis de continuer à suivre une « politique économique basée sur le concept de l'économie de marché ». (AFP)

EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE

M. Milosevic est réticent devant l'idée d'une nouvelle conférence internationale

Le président serbe Slobodan Milosevic s'est montré réticent à l'idée, prônée par plusieurs pays occidentaux ainsi que par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, d'une nouvelle conférence internationale qui adopterait une approche globale de la crise dans l'ex-Yougoslavie. Recevant, dimanche 31 octobre, Thorvald Stoltenberg, l'un des deux médiateurs internationaux, M. Milosevic a estimé que l'initiative de « certains agents internationaux » en faveur d'une telle conférence « éloigne en ce moment » la Bosnie-Herzégovine de l'établissement d'une paix « équitable ».

La communauté internationale « ne doit pas se soustraire à l'obligation d'user de son influence politique pour saisir la chance qu'offre le plan de paix de Genève pour la Bosnie-Herzégovine », a encore estimé M. Milosevic, selon un communiqué de la présidence serbe.

Sur le terrain, le trafic aérien à destination de Sarajevo a été suspendu dimanche, à la suite de tirs contre l'aéroport de la capitale bosniaque, qui ont fait un blessé parmi les « casques bleus » français. Des tirs ouverts, dont l'origine n'a pas été identifiée, ont touché la piste autour d'un

avion de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU), a précisé un de ses porte-parole. Un officier français, identifié de source militaire française comme étant le capitaine Pascal Fuchs, a été blessé au bras gauche lors de cet incident.

Par ailleurs, le président croate Franjo Tudjman a exigé « une enquête approfondie et la punition des coupables » du massacre perpétré le 23 octobre contre la population du village musulman de Stupni-Do, en Bosnie centrale (le Monde du 24 octobre), selon un communiqué de la présidence diffusé samedi à Zagreb. La FORPRONU a indiqué avoir découvert les corps de 25 personnes tuées dans ce village par les forces croates bosniaques (HVO) - ce que celles-ci démentent.

Sans faire porter au HVO la responsabilité de ce massacre, M. Tudjman déclare que la Croatie « condamne tous les crimes, indépendamment de leurs auteurs », évoquant une série de massacres de Croates en Bosnie centrale, dont certains ont été confirmés par la FORPRONU, comme celui de 35 personnes dans le village d'Uzdol, à la mi-septembre. - (AFP)

Les enfants de Sarajevo cibles privilégiées des tireurs isolés

« Que pouvons-nous offrir à des enfants dont l'enfance est violée et comment le monde peut-il rester les bras croisés alors que des vies innocentes sont détruites pour toujours ? » Cette accusation en forme de question, le directeur de l'UNICEF à Genève, Samir Basta, l'a formulée, vendredi 29 octobre, après avoir reçu un rapport faisant état d'assassinats d'enfants par des tireurs isolés dans un quartier de Sarajevo, Dobrinje, particulièrement exposé.

« Les enfants continuent d'être délibérément pris pour cibles dans la capitale bosniaque (...) Ces actes constituent une violation flagrante non seu-

lement des dispositions contenues dans la Convention des droits de l'enfant et d'autres conventions internationales, mais encore des principes fondamentaux de respect de la vie humaine. Quel futur pouvons-nous attendre de nations où règne la barbarie ? », demande encore M. Basta.

Brigitte Duchesne, porte-parole de l'UNICEF pour la Bosnie, a, pour sa part, précisé que treize enfants avaient été atteints la semaine dernière par des tireurs isolés, alors que les conditions de travail des médecins ainsi que des secouristes se sentent encore détériorées. - (Corresp.)

GÉORGIE

Les troupes gouvernementales ont repris la ville de Senaki

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les forces gouvernementales géorgiennes ont repris, dimanche 31 octobre, la ville de Senaki qu'elles avaient dû abandonner deux jours plus tôt, aux partisans de l'ancien président, Zviad Gamsakhourdia. Dans un mouvement de panique, les troupes favorables à Edouard Chevardnadze avaient en effet abandonné le centre de cette ville, située dans l'ouest du pays. L'annonce que plusieurs centaines de soldats originaires du Caucase du Nord mais aussi d'Abkhazie étaient venus prêter main forte aux « zviadistes » aurait provoqué cette fuite. Les dissensions entre les chefs des différentes milices armées qui composent l'armée gouvernementale auraient aussi encouragé ce mouvement de panique.

Dimanche, après la reprise de la ville par ses partisans, Edouard Chevardnadze, en tournée d'inspection sur le front, a déclaré que le temps des « compromis » était fini avec les partisans de Zviad Gamsakhourdia. « L'affrontement qui a lieu actuellement ne doit avoir qu'un résultat, celui de garantir l'existence d'une seule Géorgie », a ajouté le chef de l'Etat.

En décidant de prendre des mesures pour « arrêter le pillage », le commandement militaire géorgien a reconnu implicitement que ses troupes se

livraient à de telles pratiques. « Le pillage est pratiqué par l'ensemble des forces gouvernementales depuis leur arrivée en Géorgie », écrit ainsi l'envoyé spécial de l'Agence France Presse - témoignage confirmé par d'autres journalistes qui couvrent les opérations.

Ces envoyés spéciaux n'ont également confirmé la présence de chars et d'équipements militaires russes autour de la ligne de front. Selon les services de Zviad Gamsakhourdia, deux régiments aéroportés, un bataillon de chars et des avions russes sont engagés dans les combats et 700 hommes de la division « Djerginski » seraient arrivés, jeudi soir, sur le terrain. L'état-major des forces russes en Géorgie, dont la mission reste officiellement de protéger les voies de communication, a affirmé que ses troupes se seraient repliées sans combattre, vendredi soir, après l'offensive des partisans de Zviad Gamsakhourdia. Samedi, après une nouvelle attaque des « rebelles » contre un poste russe, l'état-major a décidé d'envoyer des renforts dans la région. Pour le moment, si tout semble accroître la thèse que des blindés russes participent aux combats aux côtés des forces gouvernementales géorgiennes, on ne parvient pas encore à déterminer le degré réel de l'engagement des Russes dans ce conflit.

JOSÉ-ALAIN FRALON

سكرا من الشغل

INTERNATIONAL

EUROPE

ROYAUME-UNI

Un commando protestant a tué sept personnes près de Londonderry

Les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), un groupe paramilitaire loyaliste (protestant), ont revendiqué le massacre qui a eu lieu, samedi 31 octobre, à Greysteel, près de Londonderry, et dont le bilan est de sept morts et dix blessés. Toutes les victimes - sauf une - sont catholiques.

LONDRES

de notre correspondant

Treize victimes, treize « civils » sont tombés sous les balles des exécutants des groupes paramilitaires loyalistes (protestants) en une semaine pour venger les dix morts du massacre du 23 octobre, à Shankill Road. Vingt-trois morts en huit jours, dix protestants, contre treize catholiques : cette sanglante arithmétique est-elle condamnée à ne jamais s'arrêter, une tuerie répondant à une autre tuerie, le sang au sang ? Les meurtriers des deux camps se laisseront-ils un jour de leur effroyable logique, seront-ils éconchés d'eux-mêmes ou rejetés par leur propre communauté ? Le nouveau massacre qui s'est déroulé samedi soir au Rising Sun, un pub catholique du village de Greysteel, situé à une quinzaine de kilomètres à l'est de Londonderry, semble confirmer, au contraire, une nouvelle escalade de la violence en Ulster, voire, comme le suggère Peter Robinson, le numéro deux du Parti unioniste démocratique

(DUP), le début d'une véritable « guerre civile ».

Il était 22 heures, ce samedi soir et, en dépit du climat de peur qui gagne dans chaque communauté, le Rising Sun était plein à l'occasion d'Halloween (veille de la Toussaint), la grande fête anglo-saxonne. Ce soir, un orchestre de country music était présent et on allait danser. Que craignent-ils tout ? Londonderry - la deuxième ville de la province - et sa région, ne bénéficient-elles pas d'une paix relative depuis plusieurs années, et cette cité, celle de John Hume et Gerry Adams (1), n'est-elle pas montrée en exemple pour mieux souligner que toute l'Irlande du Nord ne doit pas être comparée à la sanglante Belfast ?

Comme au stand de tir

« Trick or treat ? » « Donnez-moi quelque chose (généralement des bonbons) ou je vous joue un tour ! » : tous les gamins répètent cette phrase, en sonnant aux portes, le 31 octobre, soir d'Halloween. Karen Thompson, dix-neuf ans, n'est plus une enfant. Aussi, lorsque, dans le pub bruyant, l'homme qui lui tapote sur l'épaule l'épouse ainsi, elle rétorque, agacée : « Ce n'est pas drôle ». Son interlocuteur ne répond pas. Il lève son fusil d'assaut, le dirige vers le visage de Karen, lâche une rafale. Puis, avec son compagnon, masqué comme lui, ils « arrosent » l'assis-

tence, sans houer, comme au stand. Leurs chargeurs épuisés, ils les remplacent, posément, et recommencent. Deux minutes plus tard, ils sont dehors. Une voiture les attend. C'est fini.

Dans la salle du Rising Sun, c'est, selon les témoins, une « effroyable boucherie ». Le sang a giclé partout. Sept personnes ont été tuées (dont un protestant), dix blessées. Des clients sont prostrés dans les toilettes où les plus rapides ont pu se réfugier. Plus tard, comme elle le fait en pareil cas, la police arrêtera plusieurs suspects. L'organisation des Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), qui, comme sa rivale la Force des volontaires de l'Ulster (UVF), a annoncé il y a bien longtemps que tout catholique est une « cible légitime », a revendiqué le massacre, réponse à la bombe de Shankill Road.

Depuis le début de l'année, les « loyalistes » ont tué quarante-quatre personnes en Irlande du Nord et les « républicains » (catholiques) sont responsables de trente morts. Les premiers sont nettement moins encadrés, sur le plan politique, que les seconds. L'Association de défense de l'Ulster (UDA), cette organisation politique désormais interdite, ne contrôle pas, loin s'en faut, tous les groupes armés. L'UDA veut détruire le « front pan-nationaliste » et catholique, c'est-à-dire ce qu'elle perçoit (à tort) comme une « association » entre l'Armée républicaine irlan-

daise (IRA), le Sinn Féin, le SDLP, enfin le gouvernement de Dublin.

Les motivations de l'UFF et de l'UVF sont, en revanche, plus frustes : ses membres, comme le reconnaît le Royal Ulster Constabulary (RUC), la police nord-irlandaise, donnent l'impression d'éprouver un certain plaisir à ce jeu de massacre. Comme chez les « républicains », les exécutants sont recrutés dans les milieux les plus pauvres de la communauté.

Les premiers ministres britannique et irlandais, John Major et Albert Reynolds, ont dénoncé le massacre de Greysteel, et assuré que celui-ci ne remet pas en cause leur détermination à faire aboutir les initiatives de paix en cours. M. Major a accepté de recevoir John Hume, mais il est clair que Londres et Dublin n'accorderont plus guère d'importance à l'initiative que celui-ci a engagée avec Gerry Adams.

Cette réponse officielle, ressentie comme une rebuffade dans les milieux « nationalistes », peut être lourde de conséquences : si elle considère qu'elle n'a désormais plus rien à perdre, la réponse de l'IRA pourrait être plus meurtrière encore.

LAURENT ZECCHINI

(1) John Hume est le chef du Parti travailliste social-démocrate (SDLP, catholique modéré), et Gerry Adams est le président du Sinn Féin, branche politique de l'IRA.

REPÈRES

ÉGYPTE

Huit nouvelles condamnations à mort

Le plus grand procès intenté contre des islamistes s'est achevé, dimanche 31 octobre, par une manifestation au cours de laquelle les condamnés, soutenus par leurs familles, ont promis au président Hosni Moubarak un sort semblable à celui de son prédécesseur Anouar El Sedate, assassiné au mois d'octobre 1981. La Haute Cour militaire du Caire a condamné 44 intégristes à des peines allant de trois ans de prison à quinze ans de travaux forcés. Vingt-deux autres ont été acquittés. La veille, huit « terroristes », dont deux percontuances, avaient été condamnés à mort.

Les verdicts rendus, samedi et dimanche, mettent un point final à une série de quatre procès impliquant 205 membres de la même organisation clandestine, Tala'ah el-Fatah (l'Avant-garde de la Conquête). Au total, neuf

de ses membres ont été condamnés à mort, quinze à des peines de travaux forcés, 110 à des peines de prison et 74 acquittés. Tous étaient accusés d'adhésion à « une organisation clandestine dans le but de renverser le régime ».

La justice militaire, chargée depuis le mois de décembre dernier de ce genre de procès, a déjà prononcé 38 condamnations à mort. La Haute Cour de sûreté de l'Etat, juridiction civile, en a prononcé une. Quinze islamistes ont été exécutés depuis le mois de juin dernier. - (AFP.)

SALVADOR

Un ancien dirigeant de la guérilla est assassiné

Un ancien dirigeant de la guérilla d'extrême gauche salvadorienne a été tué, samedi 30 octobre, par des inconnus, a déclaré un porte-parole du Front Farabundo Martí de libération nationale. Heleno Hernan Castro,

agé de trente-six ans, a été retrouvé tué de trois balles dans la tête à l'intérieur d'un véhicule sur un axe routier de l'est du Salvador, a déclaré le porte-parole. Le FMLN, ancien mouvement de guérilla, a cessé le combat et s'est transformé en décembre dernier en parti politique.

Heleno Hernan Castro, qui avait dirigé dans le passé l'une des cinq organisations rebelles qui composaient le FMLN et était membre de la Commission nationale de la paix, s'est rendu à une réunion avec des paysans lorsqu'il a été assassiné. Sa mort suit de peu le meurtre d'un autre ex-dirigeant du FMLN, Francisco Valls, qui a été tué le 25 octobre alors qu'il marchait avec sa petite fille d'un an dans un faubourg de la capitale San-Salvador. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, s'est déclaré dimanche « indigné » par l'assassinat d'Heleno Hernan Castro. - (Reuters, AFP.)

EN BRIEF

ALLEMAGNE : nouvelles violences racistes. - Duncan Kennedy, un Noir membre de l'équipe américaine de luge pour les prochains Jeux olympiques d'hiver, en stage à Oberhof, une petite ville de l'ex-RDA, a été frappé et insulté par des skinheads d'extrême-droite, vendredi soir 29 octobre dans une discothèque pour avoir voulu s'interposer entre les jeunes gens et l'un de ses camarades d'équipe, noir également, Robert Pipkins. L'entraîneur de l'équipe a décidé d'écourter d'une journée le séjour prévu à Oberhof. Par ailleurs, les locaux de l'amicale germano-turque de Brême ont été ravagés dans la nuit de vendredi à samedi par un incendie, criminel selon toute vraisemblance et des inconnus ont tenté de mettre le feu à un foyer de demandeurs d'asile à Potsdam, dans l'ex-RDA. - (AFP, AP.)

GRÈCE : expulsion de milliers de clandestins albanais. - La Grèce a expulsé environ cinq mille immigrants clandestins albanais au cours des dix derniers jours, a rapporté, samedi 30 octobre, l'agence officielle

albanaise ATA. Les expulsions ont été conduites au rythme de 300 à 400 par jour. Les relations entre les deux pays se sont dégradées depuis l'expulsion par Tirane en juillet d'un prêtre orthodoxe grec accusé de propagande séparatiste. Athènes avait alors répliqué en expulsant 25 000 clandestins albanais. - (Reuters.)

PAKISTAN : une vingtaine de candidats pour l'élection présidentielle. - Une vingtaine d'hommes politiques ont présenté, dimanche 31 octobre, leur candidature à l'élection présidentielle du 13 novembre. Les deux principaux sont le président intérimaire, Wasim Sajjad, soutenu par la Ligue musulmane de l'ancien premier ministre Nawaz Sharif, et le ministre des affaires étrangères, Farooq Leghari, qui se présente sous les couleurs du Parti du peuple (PPP) de Benazir Bhutto. L'ancien président, Ghulam Ishaq Khan, est également candidat. - (AFP.)

TAÏWAN : Bonn aurait livré du matériel d'espionnage à Taipei. - Les services de renseignement allemands ont livré en 1992

à Taïwan un ordinateur servant à espionner les télécommunications de Chine, a rapporté, dimanche 31 octobre, la ZDF. La chaîne de télévision précise que l'ordinateur a échappé aux contrôles en matière d'exportation de matériel sensible et qu'il permet à Taïwan d'analyser et de déchiffrer les télécommunications de la République populaire de Chine à partir d'une caserne proche de Taipei. - (Reuters.)

TURQUIE : des nationalistes manifestent contre le PKK. - Les obsèques, dimanche 31 octobre, de trois villageois tués vendredi près d'Erzurum, dans l'Est anatolien, par des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont transformées en manifestation de protestation contre la rébellion kurde, a rapporté l'agence semi-officielle Anatolie. L'agence indique que quelque 20 000 personnes se sont rassemblées au centre d'Erzurum - bastion des nationalistes turcs islamistes - en brandissant des drapeaux turcs et en lançant des slogans de soutien aux forces de l'ordre. - (AFP.)

ASIE

CAMBODGE

Les neuf dixièmes du patrimoine littéraire khmer ont été détruits par la guerre

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

On a beau s'attendre au pire, les efforts entrepris pour dresser le bilan de près d'un quart de siècle de troubles au Cambodge débouchent sur des résultats encore plus décourageants que prévu. Ainsi, après trois années d'enquêtes et de recherches sur place, l'Ecole française d'Extrême-Orient (EFEO) en arrive à la conclusion que, « pendant les guerres qui ont ravagé le Cambodge au cours des deux dernières décennies, on peut estimer que plus de 90 % du patrimoine littéraire manuscrit du Cambodge a été détruit ». Comme 30 % seulement des textes trouvés sont complets, l'EFEO évoque « un désastre de première magnitude » car, dit-elle, si « le Cambodge a connu dans son histoire des dévastations de même ampleur, pour la première fois le phénomène est irréversible, car la tradition des copistes est morte ».

Représentant au Cambodge de l'Ecole et auteur du rapport cité, Olivier de Bernon estime que ces pertes sont dues à la fois aux Khmers rouges - au pouvoir de 1975 à 1978 - « qui ont brûlé les manuscrits ou, ce qui revient au même, les ont abandonnés aux intempéries », et aux bombardements aériens américains, qui ont rasé de très nombreux monastères entre 1970 et 1973. Les soldats de Lon Nol, entre 1970 à 1975, sont également responsables de destructions.

A la date du 15 août 1993, l'équipe d'Olivier de Bernon, qui dirige le Fonds pour l'édition des manuscrits du Cambodge (FEMC) de l'EFEO, avait déjà visité 252 monastères. « Nous n'avons retrouvé des manuscrits, pour la plupart incomplets, que dans trente-deux monastères », rapporte M. de Bernon, tout en rappelant que les trois grandes bibliothèques de Phnom-Penh, à la constitution desquelles avait participé l'EFEO avant 1970 (celles de l'Institut bouddhique et de l'Ecole supérieure de pali ainsi que la Bibliothèque royale), ont été détruites par les Khmers rouges en 1975.

Depuis 1970, les guerres et le passage au pouvoir des Khmers rouges ont fait quelque deux millions de victimes, selon les estimations les plus raisonnables.

60 % des enseignants auraient notamment disparu sous les Khmers rouges, qui avaient également supprimé la monnaie et la poste et, pendant un temps, interdit les livres, en particulier en langues étrangères. Les enquêtes actuelles, comme celles de l'EFEO, commencent cependant à donner une mesure encore plus tragique du sort subi par le patrimoine culturel khmer.

Avec la bénédiction de Norodom Sihanouk, qui a autorisé le FEMC à s'installer dans l'enceinte de son palais à Phnom-Penh dès 1989, soit deux ans avant son propre retour d'exil, l'équipe d'Olivier de Bernon repère, inventorie, restaure, nettoie et microfilme les manuscrits retrouvés. Une copie des films est remise à la Bibliothèque nationale du Cambodge et, une fois restaurés dans le laboratoire du FEMC, les manuscrits sont offerts, dans des armoires de protection, aux grands monastères de Phnom-Penh. Ce labeur ardu et de longue haleine porte des fruits. Le FEMC a déjà publié en 1992 le *Chemin de Lankou*, premier numéro d'une nouvelle collection, « Les Textes bouddhiques du Cambodge », publiée par l'EFEO. Il espère, dès 1994, publier un *Inventaire provisoire des manuscrits de la province de Kandal*, limitrophe de Phnom-Penh, où se trouvent 20 % des monastères du pays.

En 1975, la religion avait été interdite par les Khmers rouges et les pagodes fermées. Avant 1989, quelques dizaines de monastères seulement avaient été autorisés à rouvrir leurs portes. Quatre ans plus tard, 2 800 monastères sont de nouveau en activité. Mais l'essentiel de la mémoire du Cambodge qu'ils abritaient avant 1970 est irrémédiablement perdu et le peu qu'il en reste est restauré dans le petit pavillon occupé par le FEMC à l'abri de l'enceinte de la Pagode d'argent. Présent depuis trois ans, Olivier de Bernon voit dans cette hospitalité royale une « valeur symbolique » et, bien entendu, un « encouragement » supplémentaire. En dépit des résultats de ses recherches, à continuer à redécouvrir et à sauver ce qui peut encore l'être.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE

Ni Zhifu abandonne la présidence des syndicats officiels

PÉKIN

de notre correspondant

Le dernier dirigeant chinois à avoir conservé des fonctions en dépit de sa participation active à la révolution culturelle a démissionné de la présidence de la fédération des syndicats officiels. Ni Zhifu, qui est âgé de soixante ans et détenait ce poste depuis 1978, a indiqué, vendredi 29 octobre, qu'il ne briguerait pas de quatrième mandat parce qu'il était « très occupé » par ses fonctions de vice-président de l'Assemblée nationale.

M. Ni, ancien « ouvrier modèle » qui connut la gloire pour avoir inventé une méthode de perceuse qui porte son nom, se hissa dans la hiérarchie communiste à la faveur des troubles provoqués par Mao Zedong au milieu des années 60, qui se soldèrent par l'abolition des syndicats officiels. Ce n'est qu'après la mort de Mao que ces organismes, qui servent principalement à encadrer les travailleurs pour le compte du Parti communiste (PCC), furent reconstitués. M. Ni fit alors volte-face et s'imposa comme un chef partisan de Deng Xiaoping.

Il est remplacé par Wei Jienxing, un ingénieur âgé de soixante-deux ans, membre du bureau politique du PCC qui fut ministre de la supervision, c'est-à-dire chargé de la lutte anti-corruption au sein du gouvernement, et dont il est précisé qu'il dispose de compétences en matière économique.

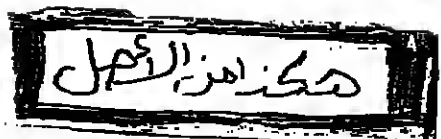
D'autre part, la campagne anticorruption en cours depuis l'été a été relancée par la condamnation à

mort, vendredi, de trois cadres coupables d'indécence. Les trois hommes, qui ont été exécutés sur-le-champ, avaient été respectivement maire d'une ville moyenne, chef de la police d'une cité en pleine expansion de la province de Canton et responsable du logement dans la zone économique spéciale de Shenzhen, jouxtant Hongkong.

Le premier avait sollicité environ un demi-million de francs de pots-de-vin pour fournir du charbon aux clients de la compagnie où il était également chef du comité du PCC ; le deuxième avait récolté plus d'un million de francs en dessous-de-table versés pour autoriser l'immatriculation d'automobiles importées en contrebande ; le troisième trafiquait dans l'immobilier et, avec trois complices, avait amassé un magot de trois millions de francs en abusant de son pouvoir sur des compagnies relevant de son administration.

La corruption, a déclaré le chef du parquet dans un article paru le jour même de ces exécutions exemplaires, « n'a jamais été aussi répandue depuis la fondation de la République populaire ». Il serait plus juste de dire qu'elle s'est fortement monétarisée à la faveur du décollage économique. La carrière d'hommes comme Ni Zhifu montre que, précédemment, l'opportunisme politique avait été la seule voie d'ascension sociale garantissant aux « serviteurs du peuple » des privilèges inaccessibles à la population, pourtant officiellement qualifiée de « maîtres du pays ».

FRANCIS DERON



AMÉRIQUES

PÉROU

Le président Fujimori a gagné de justesse son référendum constitutionnel

Les Péruviens ont adopté, dimanche 31 octobre, la révision de la Constitution qui leur était proposée par référendum par le président Fujimori et qui permet à celui-ci de se représenter pour un second mandat consécutif. Le «oui» l'a emporté avec une majorité de l'ordre de 53 % à 55 %, selon des résultats encore provisoires, nettement plus faibles que celle qui était prévue au début de la campagne. M. Fujimori a cependant déclaré dimanche soir qu'il avait obtenu un succès «indiscutable».

LIMA

de notre envoyé spécial

Le président Fujimori a gagné son pari. Il l'a emporté au référendum du dimanche 31 octobre, mais de justesse. Les quelque 12 millions d'électeurs devaient se prononcer par «oui» ou par «non» sur le projet de révision de la Constitution de 1979, mis au point par l'Assemblée constituante élue en novembre 1992. Le président et la classe politique estimaient, à l'issue d'une campagne sans grand relief, qu'il s'agissait en fait d'un plébiscite. Pour ou contre le gouvernement au pouvoir depuis juillet 1990 ? Pour ou contre la personne d'un chef d'Etat autoritaire et soupçonné par les opposants de vouloir exercer une véritable dictature ? La nouvelle Constitution lui permet, en effet, de se représenter à l'élection présidentielle de 1995 pour un nouveau mandat de cinq ans.

C'était, sans aucun doute, son objectif prioritaire en organisant cette consultation exceptionnelle. Selon les derniers résultats, le «oui» l'a emporté par environ 53 % à 55 % dans l'ensemble du pays. Le gouvernement espérait au moins 60 % en faveur de M. Fujimori. Il est loin du compte et les commentateurs officiels avaient la mine un peu déçue dimanche soir. Le «non» atteint ou dépasse les 45 %. C'est un beau succès pour

les opposants de tous bords, bien que les partis de gauche, l'APRA ou l'Action populaire de l'ancien président Belaunde, n'aient pas su ou pas voulu former un front commun face à l'appareil d'Etat. Leurs réserves s'expliquent aisément. «70 % des électeurs au moins sont maintenant indépendants. Ils ne se réclament plus d'aucune formation politique», dit un sociologue.

Il reste que ce puissant courant d'un «non» spontané et imprévu à M. Fujimori pourrait relancer un débat politique à sens unique depuis quelque temps. Il y a eu, seulement un mois, un Fujimori hilaire qualifiant l'opposition de «cordage funéraire» et lui attribuant 2 % des voix. La tendance s'est rapidement inversée depuis une semaine, suscitant à la veille du scrutin des commentaires désabusés de M. Fujimori. Il laissait même entendre qu'il pourrait démissionner si le «non» l'emportait. C'est le Grand Lima (8 millions d'habitants, le tiers de la population), qui a sauvé le gouvernement. Le «oui» l'emporte avec une moyenne de 60 % : militaires, industriels, classes moyennes supérieures, secteur privé et fonctionnaires, satisfaits du redressement économique, ont permis la victoire. En revanche, les masses rurales et les régions marginalisées par la nouvelle Constitution ont dit «non». C'est le cas d'une grande partie du Nord, du Sud andin (65 % de «non» à Puno) et de l'Amazonie.

«L'effet Abimael Guzman»

Dans les villes moyennes et le littoral, les Péruviens, conscients de l'amélioration réelle de la situation économique et des résultats positifs de la lutte contre la subversion maoïste (arrestation d'Abimael Guzman et de nombreux dirigeants du Sentier lumineux) n'ont pas été jusqu'à rejeter la poursuite de l'expérience néolibérale de M. Fujimori, mais leur enthousiasme a nettement baissé.

M. Fujimori comptait beaucoup sur «l'effet Abimael Guzman»,

devenu depuis début octobre un allié objectif du gouvernement en demandant des négociations de paix et en félicitant publiquement le chef de l'Etat pour «les avancées objectives obtenues grâce à sa politique». Le président a exploité à fond et quotidiennement les messages signés par le leader du Sentier lumineux et approuvés depuis trois jours par trois autres dirigeants importants de l'organisation terroriste, en repli sérieux sur le plan militaire. Il y a encore deux semaines, M. Fujimori affirmait que le Sentier était en débandade. Une vague d'attentats (voitures piégées, sabotage des pylônes à haute tension, assassinats sélectifs) a tempéré ces derniers jours cet optimisme. M. Fujimori a admis, samedi, que le Sentier était encore «surarmé» et qu'une ligne dure se maintenait. Son opération de récupération apparaît aujourd'hui à double tranchant. De larges secteurs de l'opinion estiment que le dialogue politique implicite avec les dirigeants du Sentier, devenu de facto interlocuteur valable, est choquant et surtout dangereux pour l'avenir.

MARCEL NIEDERGANG

L'ancien président Alan Garcia demande à la citoyenneté colombienne. L'ancien président péruvien Alan Garcia a demandé à la citoyenneté colombienne un an après avoir obtenu l'asile politique dans ce pays, selon le radio RCN. Cette demande ne signifie pas qu'il renonce à la citoyenneté péruvienne, a dit RCN en citant l'avocat d'Alan Garcia. La Colombie admet la double nationalité. Alan Garcia, auquel a succédé Alberto Fujimori, a obtenu l'asile en Colombie en mai 1992, en expliquant que son successeur le persécutait. Bogota a rejeté peu après une demande d'extradition formulée par le gouvernement péruvien, qui accusait Alan Garcia de détournements de fonds. L'ancien chef de l'Etat vit actuellement à Paris. (Reuters)

ÉTATS-UNIS

Les frasques du sénateur Packwood

WASHINGTON

de notre correspondant

Le sénateur Packwood est en très mauvaise posture. Sur le grill depuis près d'un an pour plusieurs affaires de harcèlement sexuel, ce républicain de soixante ans a vu son cas brusquement s'aggraver ces derniers jours, lorsque le président de la commission d'éthique du Sénat a décidé de soumettre au vote de l'ensemble des sénateurs la décision de saisir le juge pour le contraindre à livrer à la commission l'intégralité de ses carnets intimes.

Le cas de Bob Packwood, sénateur de l'Oregon, n'est pas une affaire ordinaire de mœurs montées en épingle par une poignée de féministes vindicatives. C'est une affaire politique, à plusieurs titres : d'abord parce que le sénateur, qui pas moins de vingt-six femmes, dont de nombreuses anciennes collaboratrices, accusent de s'être laissé aller avec elles à des gestes déplacés, à des pressions ou à des avances très explicites, est une figure connue, républicain progressiste qui s'est particulièrement distingué, précisément, par son combat pour la cause féminine et l'égalité des sexes. C'est lui qui, par exemple, a introduit en 1970 au Congrès les premiers éléments de la législation autorisant l'avortement. Il compte parmi ses amis plusieurs figures du mouvement féministe, dont Gloria Steinem, qui, tout en désapprouvant le comportement du sénateur tel qu'il a été révélé, a demandé que l'on se souvienne que, pendant vingt ans, il a été un champion courageux de la législation dont la moitié féminine de ce pays avait désespérément besoin. Encourageant la promotion des

femmes, il s'était entouré de collaboratrices féminines, auxquelles il confiait des postes importants.

Autre aspect de l'affaire Packwood : la presse, en l'occurrence le Washington Post, a commencé à enquêter sur les premiers témoignages de harcèlement sexuel en pleine campagne électorale de l'automne 1992, alors que Bob Packwood enregistrait un nouveau mandat auprès des électeurs de l'Oregon. Bob Packwood, il est évident, a cherché à éviter que l'affaire n'éclate avant le jour des élections, ce à quoi il s'employait activement, soit en démentant catégoriquement, soit en refusant de répondre aux journalistes du Washington Post, soit en tentant de discréditer ses accusatrices. Le 3 novembre 1992, Bob Packwood était réélu. Le 22 novembre, le Washington Post - auquel de nombreux lecteurs reprocheraient de ne pas avoir fait ces révélations avant les élections - sortait l'affaire, illustrée par dix témoignages. Entre-temps, le sénateur avait changé de stratégie : il plaideait coupable, mais ces faux pas sur le compte de l'alcool (pour lequel il se fait traiter depuis), et présentait ses plus plates excuses. Un bon nombre de ses électeurs, se sentant trahis, réclamaient sa démission.

Des carnets intimes tenus depuis vingt ans

Enfin, M. Packwood est républicain, et les républicains ne sont pas particulièrement enclins à la transparence. C'est la raison pour laquelle, à la fin de sa carrière, il a été élu à la Cour suprême, le juge Clarence Thomas, dont la nomination fut finalement confirmée.

SYLVIE KAUFFMANN

HAÏTI

Les néo-duvaliéristes célèbrent leur «victoire»

Les partisans du président Aristide ont évité toute manifestation de rue, samedi 30 octobre, date prévue pour le retour du président constitutionnel du pays, chassé par un coup d'Etat militaire en septembre 1991. Les néo-duvaliéristes ont célébré comme une victoire la fait d'avoir empêché le président Aristide de reprendre le pouvoir, tandis que l'ONU continuait de négocier l'ouverture rapide de négociations entre les militaires au pouvoir et des représentants du président exilé.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

D'étranges clameurs déchirèrent sporadiquement les nuits de Port-au-Prince d'un bout à l'autre de la baie, et même dans les *mornes* (montagnes) qui la cerment. Ce sont des hommes et des femmes qui crient ou qui «soufflent le lami» (coquillage utilisé comme une corne). Les néo-duvaliéristes armés «fêtent» à leur manière leur victoire sur «la communauté internationale», qui n'a pas imposé comme prévu le retour, samedi 30 octobre, du président Jean-Bertrand Aristide, renversé vingt-cinq mois plus tôt. Dès que s'installe l'obscurité - l'électricité manque partout - ils redoublent de tir, sans plus épargner les hauteurs résidentielles de Pétionville. Lorsqu'ils se croisent dans leurs camionnettes ou même dans leurs Mercedes décapotables, ils lèvent le poing en signe de reconnaissance. Dans les bas quartiers - cloaques puants où crouillent des milliers de familles - ils racontent, violent quelques fois et tout souvent. Chaque nuit ou presque, ils s'entendent en quelques endroits stratégiques quelques-uns des cadavres qu'ils n'ont pas fait disparaître. Combien sont-ils exactement à sillonner inlassablement, avenues, rues et venelles ? Deux à trois cents, affirment certains diplomates ; deux à trois mille, soutien-

nent d'autres sources. L'important est qu'ils forment un million et demi d'habitants dans la capitale haïtienne à redouter le pire des ténébreux.

L'opposition «fait dodo»

Leurs représentants politiques parlent docilement, le jour, d'un «renforcement irréversible de l'Etat de droit et de l'institution d'une démocratie réelle». Les journalistes des organes internationaux n'ont rien d'autre à couvrir que leurs conférences de presse. L'opposition «fait dodo», comme on dit en créole, elle se terre, tétanisée ou excitée. La population, elle, se détourne vivement des caméras.

Dimanche 31 octobre, donc, dans les jardins de la villa de son «secrétaire général», le Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (FRAP) a annoncé qu'il renonçait - provisoirement du moins - au coup d'Etat dans le coup d'Etat entrevu la semaine dernière. Avec une quinzaine de dirigeants de partis qui ne représentent guère plus qu'eux-mêmes, ils ont exigé la démission du président Aristide, de celui qui l'a renversé, le général Raoul Cédras, chef des forces armées du gouvernement nommé par le chef de l'Etat, et du médiateur argentin de l'ONU, Dante Caputo. Ils ont appelé les députés

et sénateurs à investir un gouvernement provisoire en promettant qu'ils n'utiliseraient pas la force contre le Parlement. A charge pour le Parlement de parlementer avec la «communauté internationale» pour faire passer le tout.

Une porte semble ainsi s'ouvrir à d'autres discussions promettant de s'éterniser, du type de celles qu'a proposées le médiateur de l'ONU sur les «modalités de l'application de l'accord» en faveur de la restauration de la démocratie signé le 3 juillet. Cinq de ses dix points restent à mettre en œuvre. Le début de ces pourparlers a été reporté au mercredi 3 novembre, dans un lieu habituel restant à fixer.

L'Etat-major de l'armée semble parier sur le fait que l'extension de l'embargo (actuellement en vigueur sur le pétrole et sur les armes) à toute autre marchandise non-alimentaire devient moins probable. La Chine, membre permanent du Conseil de sécurité, pourrait en effet mettre son veto à une telle proposition si le président Aristide ne nuance pas son souhait exprimé le 28 octobre de voir Taiwan «revenir au sein de la grande famille des Nations unies». Une «erreur stratégique» qui laisse paniquer les intellectuels haïtiens militant en faveur du président en exil.

MARTINE JACOT

COLOMBIE : deux lieutenants de Pablo Escobar ont été tués par l'armée. Deux lieutenants du chef du cartel de la drogue Pablo Escobar ont été tués samedi 30 octobre à Medellín par le «Bloc de Recherche», un corps d'élite de l'armée, a-t-on appris de source proche de celle-ci. John Jairo Perez et Jorge Hernan Flores, qui appartenaient à un groupe de tueurs à gages, travaillant au profit du cartel, avaient été capturés l'année dernière mais ils s'étaient évadés de la prison de Belio, à 550 km au nord de Bogota, en juin dernier. (AFP)

GUATEMALA : découverte des ossements de 200 victimes d'un massacre. Les ossements de 200 femmes et enfants, massacrés en mars 1982, ont été découverts dans un cimetière clandestin situé dans les environs du village Rio-Negro, à une centaine de kilomètres au nord de Guatemala, ont annoncé, samedi 30 octobre, des anthropologues guatémaltèques. La découverte de ce cimetière a été rendue possible grâce à des indications fournies par des survivants de ce massacre-perpétré par le gouvernement du général Romeo Lucas Garcia. (AFP)

L'homme vit d'abord de pain

Suite de la première page

La vague qui a tout balayé sur son passage, y compris le mur de Berlin, était pour l'essentiel composée de gens qui voulaient vivre comme à l'Ouest, dont les s'entraient fait, à travers la télévision et les récits de voyage, une image idyllique : comment se seraient-ils satisfaits de rouler - dans la meilleure hypothèse - à bord de vieux plus qu'à juger d'après ce qu'ils voyaient sur après avoir à la TV leurs compatriotes d'au-delà de l'Elbe n'avaient que l'embarras du choix entre les Mercedes et les BMW ? Aujourd'hui, ils ne cachent pas leur déception : selon un sondage paru dans la Zeit, les deux tiers d'entre eux s'attendaient à y voir deux ans à rattraper en 1997 le niveau de vie de la RFA. Cette proportion est tombée à présent à 5 %.

Sans doute les chantiers du libéralisme avaient-ils mésestimé, dans leur déstabilisation du communisme, le sentiment de sécurité engendré, chez ceux qui vivaient dans sa coupe, par l'emploi de la protection sociale qu'il leur apportait. La garantie de l'emploi, de faibles exigences de productivité, une criminalité minime, la médecine et l'avortement gratuits, les crèches abondantes, tout cela était considéré comme un acquis auquel par-dessus tout ils n'oseraient jamais toucher. Et voilà que ce système a été remis en cause, avec la complication supplémentaire du développement concomitant du chômage et de l'immigration.

Les raisons pour lesquelles la Pologne, de tous les pays de l'Est le plus rebelle, dès l'origine, aux communistes, fait de nouveaux appels à eux ne sont guère différentes. En dépit de son individualisme et de son exécution d'un régime imposé par l'étranger, la population a été habituée elle aussi à une forte protection sociale, à une certaine réduction des inégalités. Elle vit mal l'événement contrasté qui sépare aujourd'hui les nouveaux riches des nouveaux pauvres. Et puis l'Eglise, et avec elle les partis catholiques, paient

lourdement le prix de leur insistance à faire imposer par l'Etat, en matière de contrôle des naissances, des règles que déssaprouve de notoriété publique une nette majorité de fidèles.

Saint Thomas d'Aquin professait qu'un minimum de bien-être est nécessaire pour pratiquer la vertu. Un de ses lointains disciples, Leonardo Lopez Roda, grand homme de l'Opus Dei et vice-président du conseil sous Franco, affirmait que la question de la démocratie se pose à partir de 1000 dollars de PIB par tête. La suite des événements leur a donné raison : la dissolution de la Yougoslavie et celle de l'URSS, en attendant peut-être celle de la Russie, ont sanctionné des années de crises économiques dramatiques. Les drames qu'ont connus le Bangladesh, l'Afghanistan, l'Ethiopie, et tant d'autres, doivent beaucoup à la soudaine aggravation de la misère ambiante par les catastrophes naturelles.

En sens inverse, la rapide extension de la démocratie en Europe méridionale, en Asie du Sud-Est, en Amérique latine, n'est pas séparée de leur spectaculaire progression économique, ouvrant l'espoir que la Chine, elle-même en plein développement, verra bientôt revenir la vague qui s'est brisée, un sinistre jour de 1989, sur la place Tiananmen.

En deux mots, s'il est vrai que l'homme ne vit pas que de pain, il ne peut pas vivre sans pain. S'il est plus que désespéré, c'est de lui donner à croire qu'il obtiendra sans effort, il est tout aussi dangereux de mettre en route de grandes réformes économiques, au nom d'une prétendue meilleure efficacité, sans se préoccuper du sort de ceux qui ont toutes les chances d'en faire les frais. Ce qui suppose naturellement, pour commencer, qu'on sache parler avec eux. On n'énonça cette banalité que parce qu'à voir le manière dont nos dirigeants ont géré le sort d'Algerie on se demande parfois s'ils en ont bien conscience.

De ces évidences, il y a, nous semble-t-il, deux leçons à tirer.

concernant l'une les rapports de l'Occident et de l'Islam, l'autre notre pays.

L'Occident et l'Islam : un pas en avant formidable vient d'être accompli avec l'accord Israël-OLP. Des deux côtés, les sondages le montrent, les populations y sont favorables. Nul doute cependant que la violence triomphera de nouveau si la perspective de la paix ne débouche pas très rapidement sur une amélioration significative des conditions de vie matérielle des Palestiniens. D'où la nécessité de persévérer dans la voie, maintenant bien défrichée, d'une assistance massive au développement de la région. Il n'est pas excessif de dire que du succès ou du échec de cette entreprise dépend l'avenir de tout le monde arabe, qui n'est tenu de se jeter dans les bras des islamistes, ou l'a bien vu en Algérie, qu'en désespoir de cause.

Quant à la France, ceux qui la dirigent ou aspirent à la diriger ne peuvent ignorer que les libertés qu'ils ont à cœur de défendre finissent inévitablement par être remises en cause s'ils laissent se répandre le sentiment que, faute d'avoir trouvé un remède miracle, ils se résignent à la marginalisation par le chômage d'un gros chiffre de la population. Là aussi, heureusement, il semble que, y compris dans la majorité et dans le monde des affaires, un nombre grandissant d'aspirants en viennent à conclure que c'est désormais de réformes de structure qu'il s'agit : à preuve, le débat sur le partage du temps de travail, voire la semaine de quatre jours, ou l'opportunité d'ouvrir à M. Aubry, avec l'appui d'une frange de PDG desavoués, d'une fondation contre l'exclusion. Mais ce n'est pas assez : il est grand temps de se persuader que c'est seulement en entraînant la totalité du Sud dans le dynamisme du développement, ce qui suppose une révision complète de l'actuelle philosophie - et de la pratique - de «l'aide», que l'on créera les marchés capables d'absorber nos prétendus surplus.

Objectif iréal ? Pourquoi le serait-il davantage que celui, soudain atteint après de désespérantes décennies, de la réconciliation israélo-palestinienne ?

ANDRÉ FONTAINE

مكتبة النجف

POLITIQUE

La mairie de Marseille à l'horizon de quatre hommes

MM. Vigouroux, Gaudin, Weygand et Tapie sont peu ou prou déjà en compétition pour les prochaines municipales. Tous prônent le «rassemblement» pour faire face aux graves difficultés économiques de la ville

MARSEILLE

de notre correspondant régional

L'échéance municipale n'aura pas lieu avant dix-huit mois, mais à Marseille elle obnubilait déjà bien des esprits. Tous prônent le rassemblement, mais chacun prétend être le meilleur rassembleur possible. Robert Vigouroux, sénateur (opp. PS) et maire sortant, Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) et président du conseil régional, Lucien Weygand, président (PS) du conseil général, se prononcent, chacun de son côté, pour une large coalition dictée par la nécessité de faire face aux difficultés économiques et sociales de la ville. Mais avec qui faire alliance et sous la conduite de quel leader? D'instinct, Bernard Tapie se dit prêt, lui aussi, en dépit de ses propres embarras, à «aider Marseille».

La mise en scène a été réussie. Lorsque, le 19 octobre, le maire de la cité phocéenne a présenté le bilan d'étape des «50 dossiers pour Marseille», une opération lancée en octobre 1989 qui a pris

l'allure d'une entrée en campagne électorale, il a expliqué son programme à travers une métaphore. «J'ai fait de la neurochirurgie pendant longtemps, et-là, j'ai rappelé. Je ne pouvais pas opérer si je n'avais pas un anesthésiste. J'avais besoin, aussi, de mes infirmières, de mon instrumentiste... Là, c'est pareil. Il faut une équipe qui travaille pour Marseille».

La grande alliance de Gaston Defferre

M. Vigouroux étant, par définition, le «neurochirurgien», qui, sur le plan municipal, jamera les «infirmières»? Pour son directeur de cabinet, Pierre Bonnerie, la situation est d'une simplicité biblique: «Aujourd'hui, expose-t-il, les trois grandes collectivités ayant leur siège à Marseille sont dirigées par des personnalités représentatives de la population. M. Vigouroux est le seul détenteur de la légitimité municipale. Il ne prend pas pour président du conseil régional, ni du

conseil général. Si, donc, une équipe se constitue, cela ne peut être qu'autour de lui».

Les concurrents du maire de Marseille n'auraient plus alors qu'à se déterminer par rapport à ce syllogisme. La candidature de M. Gaudin n'est pas en teneur, mais pas encore certaine. Il lui faut éviter des divisions à l'intérieur de l'entente UDF-RPR. Le titre de dauphin du leader de la droite marseillaise est généralement attribué au député (UDF-PR) et brillant professeur de pédiatrie Jean-François Mattéi. Mais, à l'UDF comme au RPR, il a des adversaires, comme le rappelle le jeune député Renaud Massier, patron et étoile montante du parti chirurgical dans les Bouches-du-Rhône: «Nous ne discutons pas une seconde la candidature de Jean-Claude Gaudin. Pour le reste, nous entendons rester maîtres de notre choix».

La démonstration de M. Bonnerie n'est pas pour autant jugée sans fondement par M. Gaudin. «La thèse du rassemblement autour de M. Vigouroux, observe-t-il, est sans doute bien perçue par les Marseillais dans la mesure où, chacun restant à sa place, elle éviterait la guerre. Encore aurait-il fallu que le maire de Marseille ait fait la preuve, depuis plus de quatre ans, de sa volonté d'associer son opposition à la gestion de la ville. Ce qui n'a pas été le cas...» De plus, le président du conseil régional jugerait «tout à fait anormal» que, après les résultats obtenus par la droite aux dernières élections régionales et législatives (1), il n'y ait pas, en 1993, de liste «faisant explicitement référence à l'UDF et au RPR».

Une liste «élargie» est pourtant aussi le souhait de M. Gaudin. Son vœu serait de réactiver la coalition allant des socialistes au CNL, qui, sous Gaston Defferre, a dirigé la ville de 1953 à 1977. «Les plus belles années, estime-t-il, de la gestion de Marseille», il sait, toutefois, qu'il ne lui sera pas facile de faire accepter ce type d'alliance à une partie de ses amis. D'ailleurs, il repousse tout rapprochement entre les deux tours. «Dans toute élection, fait-il remarquer, il existe une dynamique. Compte tenu du mode de scrutin municipal, celui qui arrive en tête n'a besoin de personne au second tour, ni à fortiori après l'élection. Il n'y a donc que deux possibilités: ou l'on joue le jeu de la majorité, devant les électeurs, au premier tour; ou l'on fait une grande alliance, dans la clarté, avant le scrutin».

Conclusion: sauf si M. Gaudin renonce à jouer les premiers rôles, on voit mal comment un accord serait possible avec M. Vigouroux... L'hypothèse la plus vraisemblable voudrait que le président du conseil régional et le maire sortant rivalisent, chacun de son côté, dans la constitution d'une liste d'ouverture qui pourrait avoir, peu ou prou, les mêmes contours. Chef de file du GAES, le groupe (de socioprofessionnels) le plus important et le plus influent de la majorité municipale, le sénateur (non inscrit) Jacques Roca-Serra affirme, pour sa part, qu'il «repartira» avec M. Vigouroux mais qu'il se battra «jusqu'au bout» pour une liste d'union.

Les hésitations du PS

Que feront les socialistes? Le cas de figure que redoute le plus François Bernardini, premier secrétaire du PS des Bouches-du-Rhône, est qu'il y ait «sur toutes les listes». «Ce serait, soupire-t-il, la pire des choses». D'où l'impérative nécessité de rester «unis sur des valeurs communes». Or la fédération est divisée. Certains de ses responsables sont partisans d'une liste PS homogène ou d'un regroupement à gauche, éventuellement avec le PC, conduit par M. Weygand, considéré comme «le candidat naturel» des socialistes.

Pour l'heure, le président du conseil général est surtout soucieux d'assurer sa réélection dans son canton, où il devrait affronter, en mars prochain, le nouveau député (RPR) Bernard Acca. Sa réponse: il n'est pas candidat, d'autant qu'il y a, dit-il, un

maire à la tête de la ville qui n'a pas encore décidé, officiellement, de passer à droite. «Je ne ferai rien, ajoute M. Weygand, pour qu'il échoue». D'autres dirigeants socialistes, tout aussi réalistes, tiraient volontiers leur rancune à l'égard de M. Vigouroux pour l'aidé à conserver sa mairie. «Mais à condition, prévient M. Bernardini, que l'on ne nous considère pas comme des suppléants et qu'un réel accord politique soit scellé entre nous. M. Vigouroux, de toute façon, a perdu son aura et a besoin d'alliés».

Rares sont les pro-Tapie, en dehors du fidèle du président de l'OM Charles-Emile Loo et de ses amis. Que l'ancien patron d'Adidas songe aujourd'hui à courir sa chance à Marseille ne fait guère de doute. Mais quels seront ses allés en 1993? Si, comme il l'a récemment annoncé, il devait abandonner la présidence de l'OM, il se priverait de son plus sûr fonds de commerce électoral. Seule véritable certitude du moment, M. Vigouroux a déjà commencé à tracer son sillon. Il aura un bilan à présenter, non seulement en termes d'équipements mais aussi de reprise en main des finances de la ville, bien que celle-ci reste lourdement endettée et sans réelle capacité d'investissement (2).

Ce contre quoi le maire de Marseille est impuissant et qui justifie, en définitive, cet hymne au rassemblement de tous, c'est la situation de pauvreté dans laquelle s'est enfoncée une partie de la population de la ville. Les RMistes étaient 16 252 en 1990. Ils sont 29 862 aujourd'hui (plus de 3,5 % des habitants), soit une augmentation de plus de 80 % en quatre ans. Le nombre de chômeurs dans la zone d'emploi de l'agglomération (72 391), à fin août 1993, soit 18 % des actifs) grimpe, parallèlement, à un rythme dramatique. «On est assis sur une poudrière», constate un responsable syndical, Jean-Claude Apparicio. M. Tapie a fait ses prédictions: le candidat le mieux placé à le maire de Marseille sera celui qui aura l'assurance d'obtenir du gouvernement «une aide de 1,5 milliards de francs [par an] pendant cinq ans». Le véritable enjeu de l'élection est bien celui-là.

GUY PORTE

(1) A Marseille même, la liste de M. Gaudin est arrivée en tête aux régionales de mars 1992, avec 2 800 voix d'avance sur celle de M. Tapie. Aux législatives, la droite a remporté six sièges sur huit.

(2) En deux ans, l'endettement de la ville est passé de 12 825 francs par habitant à 11 771 francs. Les investissements ne représentent que 13 % du budget général.

REPÈRES

EMPLOI

M. Emmanuelli: les 35 heures sans réduction de salaire

«Comme d'énormes progrès techniques ont été faits, on doit aller dans le mouvement général qui a toujours été celui de l'humanité, on doit aller vers les 35 heures sans réduction de salaire», a déclaré Henri Emmanuelli, dimanche 31 octobre, au micro de Radio J. L'ancien ministre socialiste a ajouté que les 32 heures avec baisse de salaire, c'est une «politique de déflation sociale généralisée». Il a dit espérer que Michel Rocard et François Mitterrand ne participent pas [au débat] de cette manière-là, estimant qu'il y a «un certain nombre de mises au point à faire».

A cette fin, le député des Landes a souhaité qu'«il y ait rapidement une convention nationale» du PS sur le problème de la réduction du temps de travail. Il a fait remarquer que, si la direction du parti ne l'arguait pas, «les militants ont toujours la possibilité de demander une convention en réunissant 5 000 signatures».

M. Giraud:

«chimère»

On ne pourra pas «régler le problème de l'emploi uniquement par la réduction du temps de travail», a déclaré Michel Giraud, samedi au micro de FR 3. Le ministre du travail a ajouté que le semaine de trente-deux heures est «une idée qui mérite d'être expérimentée et proposée à la négociation», mais il a mis en garde: «Évitons les chimères: ce n'est pas trente-deux heures payées trente-neuf».

Les Verts relancent leurs propositions sur le partage du travail

Les quatre porte-parole des Verts viennent d'adresser un dossier au partage du travail au président de la République, au premier ministre, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi qu'aux dirigeants des autres parties politiques. Satisfaits de la relance du débat autour des «trente-deux heures», ils rappellent que, dès 1984, date de la création des Verts, ils s'étaient prononcés pour une forte réduction du temps de travail: «trente heures en 1990», sans diminution de revenus pour les bas et moyennes salaires. Pour les écologistes, cette mesure devrait être organisée par une loi-cadre, puis négociée branche par branche.

CARNET

Décès

«Le malheur atteint souvent le juste.»
Psaume 34, 20.

Robert Willy LION, né le 27 janvier 1945, à Cabris (Alpes-Maritimes), licencié ès lettres, maître d'allemand,

notre fils et frère aimé, a dû nous quitter subitement.

Il continuera à vivre dans notre cœur.

«Die Liebe hört niemals auf.»

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

Des dons peuvent être adressés à Fondation Abbé Pierre ou Restaurants du cœur.

Margareta Lion-Novak, Philippe Lion, ses parents, Eric Lion, son frère.

7, résidence La Bergerie, 91300 Massy.

M. Freidoune Sahetjiam, son fils, a la tristesse de faire part du décès de

M. Iradjkhat SAHETJAM, née princesse Mofakham, survenue à Lausanne (Suisse).

M. Fanny Opatowski, ses enfants, ses petits-enfants, et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Philippe OPATOWSKI,

survenu le 29 octobre 1993.

Les obsèques auront lieu le 2 novembre.

Réunion à 14 h 15 à l'entrée principale du cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue du Fer-à-Moulin, 75005 Paris.

Remerciements

Les familles Finet, Moscheroch et Steward, remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie lors du décès de

M. Albert FINET.

Conférences

Conférence: «Moïse: serviteur et maître. Prière et prophétie», avec Léon Askouni (Menton), mercredi 3 novembre 1993, à 20 h 30 à l'Alhambra israélite universelle, 45, rue La Bruyère, Paris-9. Tél.: 42-80-35-00 (PAF).

Après la démission d'Honoré Baillet de ses fonctions de maire

Seul le RPR exclut un retour anticipé devant les électeurs niçois

NICE

de notre correspondant régional

Après la démission, vendredi 29 octobre, du sénateur (app. RPR) Honoré Baillet de ses fonctions de maire de Nice, les élus RPR du conseil municipal ont ratifié samedi, pour lui succéder, la candidature de l'un des leurs, Jean-Paul Baréty, sénateur adjoint délégué aux travaux et ancien secrétaire départemental du parti néo-gaulliste de 1981 à 1987.

Aux termes de l'article L. 122-7 du code des communes, il appartient à M. Baillet de convoquer le conseil municipal dans un délai «d'une quinzaine» (et non de cinq jours francs, comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire). Le scrutin pourrait avoir lieu le lundi 8 novembre. Le conseil étant au complet au moment de la démission de M. Baillet, il ne peut y avoir lieu à une élection complémentaire même si des démissions interviennent d'ici là.

M. Baréty paraît assuré de recueillir la majorité des voix grâce à la position dominante du RPR au sein de l'assemblée communale et au ralliement de plusieurs élus divers droite au candidat qu'il a désigné. Le député et ex-président de la fédération du RPR Christian Estrosi, qui s'était prononcé pour une élection anticipée en soutenant la candidature du ministre de la culture, Jacques Toubon, a fait savoir qu'il n'interviendrait plus dans le débat et

ne chercherait pas à entraver l'élection de M. Baréty. De son côté, l'UDF, qui compte une douzaine d'élus ou sympathisants, devrait se réunir, lundi 1^{er} novembre, pour arrêter sa position. Le député et conseiller municipal (UDF-PR) Rudy Salles a déjà manifesté «sa hostilité à un «rapiéçage de l'intérieur» et annoncé qu'il ne prendrait pas part au vote.

M. Médecin: M. Baréty est «intelligent»

Les réactions se sont, au demeurant, multipliées en faveur d'une élection partielle. Par la voix de son nouveau premier secrétaire fédéral, Jean-Hugues Collonna, ancien député, le PS a notamment déploré que la droite locale «ne propose qu'un énième épisode du feuilleton «réintégrés et combina», alors que la seule défense efficace contre le Front national passe par une moralisation radicale de la vie publique». «Le retour aux urnes, assorti d'une vigoureuse mise à l'écart de tous ceux qui ont failli, telle est la solution qui va dans l'intérêt des Niçois», a estimé M. Collonna dans un communiqué. La fédération du MRG, Combat pour les valeurs, de Philippe de Villiers, les Verts, le Mouvement des réformateurs et le PC ont pris position dans le même sens, tandis que le comité de l'Alternative rouge et verte a appelé à «une

entente de l'ensemble de la gauche et de l'écologie».

Dans une virulente déclaration, M. Jean Icart (divers droite), fils de l'ancien ministre Fernand Icart, candidat déclaré à la mairie, a affirmé de même que «les Niçois sont fatigués, révoltés et accablés de taxes». «Ils aspirent à autre chose», a-t-il ajouté, «qu'une série d'intérêts médiocres auxquels, seule, une élection anticipée peut mettre fin».

Interrogé par l'AFF de son coin de Punta-del-Este (Uruguay), Jacques Médecin a expliqué qu'il «ne soutenait personne», mais qu'il y avait «plusieurs hommes ou femmes capables de faire l'affaire», citant Jacqueline Mathieu-Obadia, membre du conseil municipal, qui a été la suppléante de Jacques Peyrat, candidat du Front national lors des dernières législatives, et M. Baréty, dont il a dit: «Il a une qualité que n'ont pas les autres, il n'a jamais dit du mal de moi». Au micro de RMC, l'ancien maire de Nice a ajouté que le candidat choisi par le RPR était «intelligent, sympathique et très diplomate», estimant qu'il pouvait être plus qu'un «maire de transition» en étant confirmé par les électeurs en 1995.

G. P.

Dans un entretien au «Journal du dimanche»

Jacques Delors assure qu'il ne sera pas candidat aux élections européennes

Le président de la Commission des Communautés européennes, Jacques Delors, qui, à la veille du dernier sommet de Bruxelles, avait exprimé un sentiment de découragement (le Monde du 30 octobre), a expliqué, dans un entretien publié le 31 octobre par le Journal du dimanche, qu'il avait voulu «tirer la sonnette d'alarme». «Chacun sa méthode pour faire avancer les choses», affirme-t-il. Mais, en réponse aux rumeurs qui avaient couru sur sa prochaine démission, M. Delors confirme qu'il ira jusqu'au terme de son mandat, le 31 décembre 1994. «J'ai jusqu'au bout. Dire que je pourrais être candidat aux élections européennes en France relève des élucubrations du microcosme», précise-t-il.

Interrogé sur son absence au congrès du Parti socialiste au Bourget, le président de la commission indique que, s'il n'a pas signé la motion de Michel Rocard, il est «prêt à aider le Parti socialiste et

son premier secrétaire». M. Delors étudie, en revanche, une autre question sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle et les intentions qu'en lui prête à ce sujet. «Je ne reconnais à personne le droit de parler en mon nom, affirme-t-il. J'ai toujours été un homme indépendant et cela ne changera pas. L'Europe restera, de toute manière, mon combat. Et il y a plusieurs manières de contribuer à l'unité de l'Europe, comme d'ail-

leurs à la rénovation intellectuelle de la gauche». A propos du dernier conseil européen, M. Delors exprime sa satisfaction, en assurant que «ce sommet a fait ce qu'on attendait de lui», et notamment que les chefs d'Etat et de gouvernement ont suivi les recommandations de la Commission en renforçant l'initiative européenne de croissance, mais il ajoute: «L'Europe a besoin d'un new deal, pour être à la fois plus puissante et plus solidaire».

L'Alliance populaire (extrême droite) présentera une liste. L'Alliance populaire, qui a réuni une convention nationale, samedi 23 octobre à Paris, a décidé de présenter une liste aux élections européennes de juin prochain. Elle sera conduite par Jean-François Touzé, président de cette organisa-

tion fondée par d'anciens cadres et militants d'extrême droite du Front national et du Parti des forces nouvelles. Le secrétaire général de cette formation, Roland Hélié, a affirmé que l'Alliance populaire présentera trois cents candidats aux élections cantonales en mars 1994.

La médiation sur l'implantation de laboratoires souterrains

Le stockage des déchets nucléaires ne fait plus peur

■ **MÉDIATION.** - Après les émeutes de Vendée et le moratoire décidé par Michel Rocard en 1990, le médiateur chargé de proposer au gouvernement deux sites pour l'établissement d'un laboratoire souterrain a reçu 30 candidatures spontanées. Ses visites dans les départements se déroulent dans le calme. Dans le Gard, il a même rencontré une quasi-unanimité d'études dans de nombreux autres pays.

■ **LOI.** - La mission de médiation a lieu dans le cadre de la loi du 30 décembre 1991, qui définit strictement le processus français en matière de gestion des déchets radioactifs. L'enfouissement constitue l'une des trois directions de recherche préconisées dans cette loi. Il fait aussi l'objet d'études dans de nombreux autres pays.

« On a complètement renversé la vapeur. On est passé de la logique du refus à l'assaut de séduction. » Christian Bataille ne sait pas encore s'il doit s'en féliciter ou s'en inquiéter. Certes, en venant dans le Gard, département le plus nucléarisé de France (1), le député (PS) du Nord, s'attendait pas à rencontrer beaucoup d'opposition à sa mission de médiation sur l'implantation de laboratoires souterrains pour la gestion des déchets radioactifs de haute activité. Mais, quand on se souvient des émeutes que cette affaire avait suscitées en janvier 1990 en Vendée, voir une région quasiment unanime réclamer « ses » déchets avec autant de conviction a, effectivement de quoi surprendre.

Nommé à ce poste par Pierre Bérégovoy, confirmé par Edouard Balladur, M. Bataille est chargé d'une mission bien précise : « dépassionner le débat ». Crise et chômage aidant, sa tâche pourrait bien s'avérer moins ardue que prévu. Après le Gard (les 7 et 8 octobre), il s'est rendu dans la Marne (le 19 octobre), et en Haute-Marne (les 21 et 22 octobre). Les élus, qui l'avaient invité « pour l'information », comptent désormais confirmer la candidature de leur département, indiquent-ils à la mission de médiation.

Et si certaines associations ou certains élus verts ont manifesté leur opposition et leur réticence, c'est dans le calme, « après avoir entendu, parfois très longuement, les arguments du médiateur qui, de son côté, a pris note de leur position ».

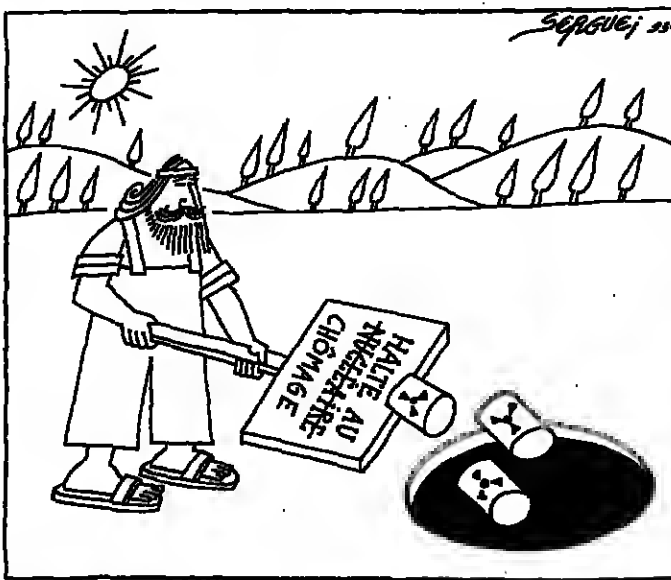
La mission Bataille constitue, pour l'instant, le dernier chapitre d'une histoire qui commence en 1983. Chargée des études pour l'installation d'un centre de stockage souterrain pour les déchets radioactifs de haute activité et à vie longue, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) sélectionne, dans le plus grand secret, vingt-cinq sites géologiques favorables. Quatre ans plus tard, Alain Madelin, alors ministre de l'Industrie, en retient quatre, correspondant aux quatre formations géologiques les mieux adaptées : Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) pour le granite, Le Bourgneuf (Maine-et-Loire) pour le schiste, Montcornet-Sissonne-en-Bresse (Aisne), pour l'argile, et Montreuil (Ain) pour le sel. A charge pour les géologues d'y sélectionner les deux « lauréats » finaux.

Mais, sur le terrain, ces derniers doivent faire face à une opposition résolue des populations, voire à de véritables émeutes, comme au Bourgneuf (le 9 février 1990), le premier ministre Michel Rocard décide donc un moratoire « d'au moins un an ». Christian Bataille, député et vice-président du conseil régional du Nord est chargé d'un rapport qui sert de base à la loi du 30 décembre 1991, « relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs », qui précise la position française en la matière (lire encadré).

Une trentaine de candidatures

Le Gard était le premier d'une quinzaine de départements que M. Bataille visitera, avant de présenter, à la fin décembre, ses recommandations au ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, Gérard Longuet. Quinze sélectionnés parmi une trentaine de demandes spontanées. « Un seul article dans la Gazette des Communes nous a valu vingt appels », s'étonne un membre de son équipe, encore surpris de ce succès inattendu. Ceux dont le sous-sol était notamment inadapté ont été écartés d'office. Tous les autres recevront, en principe, la visite du médiateur.

Sa venue est largement annoncée, par voie de presse et par lettre personnelle à toutes les personnes (pro ou anti-nucléaires) qui comptent dans la région. Ins-



taillé à la préfecture - « en terrain neutre » -, le médiateur reçoit quiconque en fait la demande : élus, syndicalistes, responsables d'associations, ou même particuliers s'ils jettent localement d'une certaine audience. Il présente les pièces du dossier, répond aux questions, recueille l'avis et les positions de chacun.

A Nîmes, en deux jours, M. Bataille a ainsi rencontré une bonne quarantaine de personnes. Une seule, Marie-Anne Sabatier, conseiller régional (Vert), a exprimé sa ferme opposition au projet. Les élus de toutes tendances, les présidents des organismes consulaires ou patronaux lui ont, en revanche, expliqué toute l'importance que cela représentait pour l'économie de la région. Plus inattendu : les associations de défense de l'environnement se sont portées à réclamer « la transparence la plus complète », estimant, ce substance, qu'un tel laboratoire créerait des emplois sans aggraver la pollution d'une région déjà sur-nucléarisée. Quant aux viticulteurs, habitués des expropriations pour cause de développement urbain ou industriel, ils ont glissé au médiateur qu'un coup de pouce pour la redéfinition de leurs périmètres d'appellation d'origine contrôlée constituerait pour eux une contrepartie acceptable.

Christian Bataille ne s'attend certes pas à recevoir partout le même accueil. « Certaines candidatures proviennent d'un seul maire, voire d'un conseiller municipal d'une petite commune », reconnaît-il. Dans ce cas, le préfet Jacques Monestier, directeur de l'équipe qui assiste M. Bataille, part en éclaireur. Pour « têter le terrain », susciter officiellement les contacts sus-

ceptibles d'élargir une demande par trop minoritaire. « Evidemment, il nous est impossible de débarquer immédiatement avec le médiateur pour répondre, par exemple, à la candidature du seul maire d'une commune de soixante-cinq habitants. Mais, son rôle est assis sur une magnifique boule de granite, rien ne nous interdit de voir d'autres élus, essayer de nouer des choses... »

« Acheter les consciences » ?

Mais il ne s'agit que de suggérer, de conseiller. Pas question de forcer la main de qui que ce soit. De toute façon, le médiateur ne se déplace que si on le réclame. Seules entorses à cette règle d'or : les quatre sites retenus jadis par Alain Madelin. « Pour tester l'état d'esprit actuel de la population, et exposer les nouveaux points d'un dossier qui a beaucoup évolué », assure M. Bataille. En cas d'opposition trop vive, la visite pourrait être remplacée par une simple entrevue à Paris avec des élus locaux. « Si crispations il y a, elles ne viendront pas de nous, souligne le médiateur. Que les opposants se rassurent : il y a suffisamment de candidats ».

Par ces temps de crise, l'offre, il est vrai, a de quoi séduire. Chacun des deux laboratoires représentera un investissement d'au moins 1,5 milliard de francs, plus 70 millions par an de fonctionnement, et fournira cinquante emplois « recrutés en priorité au niveau local ». L'ANDRA participera en outre à hauteur de 60 millions par an au financement de réalisations et actions d'accompagnement. Cette manne sera gérée par un groupement d'intérêt public

(GIP) rassemblant, aux côtés de l'Etat et de l'ANDRA, la région, le département, et toutes les communes situées à moins de 10 kilomètres du site.

« Il ne s'agit pas d'acheter les consciences, se défend Christian Bataille. D'ailleurs, 60 millions, c'est quoi ? A peine 5 kilomètres d'autoroute en terrain plat. La plupart des candidats voient plus loin, et se placent dans une logique, plus noble, de développement économique global ».

« Un passé scientifique »

C'est évidemment le cas du Gard où, avec la fermeture, prévue en 1998, de l'unité de retraitement des combustibles de centrales graphite-gaz UGR, plusieurs centaines d'emplois vont disparaître du site de Marcoule, malgré la mise en route de l'usine Melox début 1995. Or, « pour le Gard rhodanien, Marcoule c'est un peu l'équivalent de Renault », souligne Gilbert Beaumet, président du conseil général. Le site emploie actuellement plus de 3 000 personnes, sans compter les emplois induits. Les syndicats ont envoyé une lettre commune aux élus et aux responsables des organismes consulaires et patronaux pour soutenir la candidature du Gard auprès de la mission de médiation. A Christian Bataille, ils ont expliqué que le site de Marcoule « dispose d'une infrastructure et d'un passé scientifique et technique favorable à cette implantation ».

Des professeurs soulignent l'existence toute proche, à Montpellier, de laboratoires universitaires ou du CNRS « notamment en sciences de la Terre », prêts à participer aux recherches. Des responsables patronaux mettent en avant les compétences d'une école d'ingénieurs en informatique. Au-delà du laboratoire, la pinpart ne cache pas qu'ils espèrent bien récupérer le centre de stockage proprement dit. « Le Gard a été, en 1954, le premier département à accepter la nucléaire. Il mérite bien que la nation lui renvoie l'ascenseur », lance Gilbert Beaumet. Une opinion que le médiateur semble partager, quand il reconnaît que « les conditions sociales et humaines pèsent effectivement en faveur de ce département ». Reste aux géologues à confirmer au plan technique cette impression favorable.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Il s'agit, notamment avec le centre de Marcoule, l'usine d'enrichissement d'uranium Eurodif et la surégulateur Phénix.

Quinze ans de recherches

La loi du 30 décembre 1991 définit précisément toutes les étapes qui aboutiront au choix d'un site pour l'enfouissement profond des déchets à haute activité et à vie longue.

Dans un premier temps, le médiateur Christian Bataille est chargé de « mener la concertation préalable au choix des sites sur lesquels des travaux préliminaires à la réalisation d'un laboratoire souterrain pourraient être menés ». Il proposera, en décembre, des conclusions à partir desquelles le gouvernement choisira deux sites.

A l'issue des deux ans de travaux préliminaires (des vérifications géologiques approfondies), deux laboratoires souterrains seront créés, à une profondeur de 200 à 1 000 mètres sous les sites. Ces travaux dureront cinq ans. Les scientifiques pourront ensuite s'y installer pour huit ans de recherches destinées à vérifier le comportement des roches. Ces laboratoires ne recevront aucun déchet, même si quelques petites sources ou échantillons nécessitent eux

expériences pourront y être descendus. Pendant ce temps, d'autres recherches seront menées dans deux directions complémentaires : la réduction du volume et de la durée de vie des déchets ; les procédés de conditionnement pour un éventuel entreposage de longue durée en surface.

Enfin, vers 2006, le Parlement décidera, au vu des résultats, de poursuivre les recherches, soit d'opter pour un mode de gestion des déchets, qui pourrait être leur enfouissement profond.

Un centre sera alors creusé, probablement à proximité de l'un des laboratoires, mais pas obligatoirement (les laboratoires, ne comportant qu'un puits d'accès et quelques galeries ne peuvent être transformés en centres de stockage, véritables cathédrales souterraines beaucoup plus vastes). Le stockage y sera réversible, afin que les déchets puissent être récupérés si les progrès de la science permettent leur élimination de manière plus écologique.

J.-P. D.

CLÉS

La solution la plus étudiée dans le monde

Le stockage souterrain est la solution la plus étudiée dans le monde pour les déchets radioactifs à haute activité et à vie longue.

■ **RECHERCHES.** - Outre la France, la Canada, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne poursuivent des recherches dans ce sens. Les Canadiens ont opté pour la batholite de la région du lac du Bonnet (Saskatchewan), les Américains pour le tuf de Yucca Mountain (Nevada). Les Britanniques ont étudié un dépôt souterrain sur leur territoire et un autre au large de leurs côtes. Les Allemands poursuivent des études sur l'enfouissement dans le sel à Gorleben et dans la mine de Asse. D'autres sites ou laboratoires sont implantés en Belgique (à Mol), l'Allemagne (à Aase), la Suisse (à Grimsel), la Finlande (à Olkiluoto), la Suède (à Forsmark).

■ **PROGRAMME PAGIS.** - Dans le cadre du programme européen PAGIS, les experts étudient, d'une part, un système de forage très profond en haute mer par bateaux spécialisés et, d'autre part, la technique des pénétrateurs-torpilles. Des tests ont montré qu'un pénétrateur de trois tonnes peut s'enfoncer à

une vitesse de 200 km/h jusqu'à 50 mètres dans les sédiments qui rempliront ensuite la zone d'impact derrière les conteneurs de déchets.

■ **BUDGET.** - La complexité des équipements et l'importance des travaux miniers exigent des budgets importants : 25 milliards de dollars (plus de 145 milliards de francs) de coût de fonctionnement pour le site américain de Yucca Mountain, pour un stockage d'une capacité de 70 000 tonnes rempli en trente ans, 3,35 milliards de deutschemarks (près de 12 milliards de francs) pour celui de Gorleben (Allemagne), sans compter les 2 milliards (quelque 7 milliards de francs) pour celui réservé aux déchets A de Konrad, près de Selzgrubert, dans le centre du pays. En France, le coût de la construction d'un centre de stockage, devant fonctionner de cinquante à quatre-vingts ans, est estimé à environ 15 milliards de francs.

■ **COMBUSTIBLE.** - 220 000 tonnes de combustibles irradiés auront été produites d'ici l'an 2000 par l'ensemble des réacteurs nucléaires installés dans le monde, estime l'Agence pour l'énergie nucléaire de

l'OCDE. Ce volume atteindra 700 000 tonnes en 2025, auxquelles doivent être ajoutés les déchets provenant d'appareils médicaux ou industriels utilisant des sources ou des produits radioactifs. Ces statistiques ne concernent pas les activités militaires.

■ **CATÉGORIES.** - On distingue trois catégories de déchets radioactifs. Les déchets de la catégorie A, de faible et moyenne activité (20 000 m³ par an en France). D'une durée de vie de trois cents ans, ils sont stockés en surface dans les centres de l'ANDRA de la Manche et de l'Aisne. Ceux de la catégorie B (4 000 m³ par an), ont une activité moyenne ou faible, mais restent dangereux pendant plusieurs milliers d'années. Enfin, les déchets de la catégorie C (200 m³ par an), présentent une très forte activité pendant plusieurs siècles et sont ensuite assimilés à ceux de la catégorie B. Actuellement stockés sur les lieux de production, les déchets de catégories B et C devraient être ensuite entreposés dans des sites souterrains.

FAITS DIVERS

Prise d'otages à Nice

« Dans sa tête, c'était fini »

NICE

de notre correspondant régional

Un ancien serveur de bar âgé de trente-trois ans, Christophe Azzouzi, se disait atteint du sida, se prit en otage, pendant sept heures, samedi 30 octobre, une infirmière et un aide-soignant dans les locaux du centre d'addiction de l'hôpital psychiatrique Sainte-Marie de Nice. Armé d'un ploton, il réclamait une rançon de 700 millions de francs et un hélicoptère pour prendre la fuite. Après de longues négociations avec des médecins et les policiers, il a fini par se rendre sans résistance.

Ancien toxicomane, Christophe Azzouzi était un familier du centre d'addiction de l'hôpital Sainte-Marie où il avait suivi, en quatre ans, trois cures successives de désintoxication dont la dernière remontait à une quinzaine de jours. Un peu avant 17 heures, samedi, il a fait irruption dans ce service où se trouvaient une infirmière et un aide-soignant. Il était accompagné de son amie, une jeune femme d'une trentaine d'années

qu'il avait entraînée de force dans son aventure. « Au début, nous avons raconté l'histoire, Sylvie Goussier, nous avons eu peur car il était très excité et très déterminé. Il nous a dit qu'il était atteint du sida, qu'il n'avait plus pour longtemps à vivre et qu'il n'avait plus rien à perdre. Dans sa tête, c'était fini et il nous a même confié que, si les événements tournaient mal, il se tuerait... »

« Spirale suicidaire »

L'aide-soignant et tout d'abord essayé de le maîtriser, mais, pour l'instant, Christophe Azzouzi a utilisé son arme à deux reprises. Par la suite, le forcené s'est calmé et a demandé à entrer en contact téléphonique avec ses deux frères, un sociologue habitant l'ouest de la France - qu'il n'a pas réussi à joindre - et un fonctionnaire du RAID (Recherche, aide, intervention, dissuasion), le corps d'élite de la police.

Christophe Azzouzi, qui n'était pas sous l'emprise de

l'alcool, semblait vouloir régler une histoire de famille embrouillée, tout en affirmant, sans autre précision, qu'il ne demandait pas d'argent pour lui-même. Au fil des heures, après avoir pris plusieurs cafés et huit cachets d'anxiolytiques, il a fini par céder à la persuasion de l'un de ses médecins, relayé par plusieurs de ses proches et le commissaire divisionnaire Pierre Petitjean, directeur départemental de la sûreté publique.

Vers minuit, il a accepté que M. Petitjean lui apporte un verre d'eau contenant un médicament calmant. Il avait, alors, remis son arme - un pistolet à grenaille - à l'aide-soignant et il s'est rendu sans que les fonctionnaires du GIPN (Groupe d'intervention de la police nationale), appelés en renfort sur les lieux, n'aient eu à donner l'assaut. Son amie, qui a dû être hospitalisée, et l'infirmière ont été fortement choquées par cette longue prise d'otages. Celle d'un homme qui, selon le commissaire Petitjean, était « dans une spirale suicidaire... »

G. P.

SOCIÉTÉ

INTÉGRATION

Soupçonnée d'intégrisme par la mairie

Une association musulmane de Taverny demande un lieu de culte permanent

En faisant détruire le local qui abritait plusieurs associations, la municipalité socialiste de Taverny (Val-d'Oise) est entrée en conflit avec la communauté musulmane locale. Soupçonnée par les élus d'être un foyer d'intégrisme, celle-ci réclame un lieu de prière permanent.

PONTOISE

de notre correspondante
« Le maire veut réduire les musulmans d'un état de latence en ignorant leurs valeurs religieuses. Nous sommes musulmans bien sûr, mais nous voulons pratiquer notre culte dans le strict respect de la République. Nous regrettons l'influence de l'intégrisme car nous sommes indépendants et nous voulons le rester. » Hadj Mamadou N'Sangou, quarantenaire ans, réfugié politique camerounais, arrivé à Taverny (Val-d'Oise) en 1986, n'a plus aujourd'hui qu'un seul objectif : convaincre. Convaincre les pouvoirs publics que son Association socio-culturelle de la communauté musulmane de Taverny (ASCCMT) créée le 18 décembre 1991 avec le concours du maire n'est pas, comme l'affirme ce dernier, un repère d'intégrisme.

Le 27 octobre dernier, pour

tant, la sentence est tombée : le bâtiment qui abritait dans le quartier des Sarmets plusieurs associations locales, dont l'ASCCMT, a été entièrement rasé, suivant ce que l'arrêt d'expulsion pris pour cause de dévotion le 29 juin dernier. « Une façon comme une autre de nous évincer, nous dit Hadj Mamadou N'Sangou, qui voit là une marque de discrimination. La mairie a accepté de reloger certaines de ces associations, comme l'Ecole de musique. Mais, pour nous, il n'y a rien. On nous propose des créneaux horaires dans les salles municipales alors que nous souhaitons avoir un local permanent. Nous sommes conscients qu'un très grand nombre de jeunes délinquants sont des immigrés et nous voulons résoudre ce problème nous-mêmes. La vocation de cette association est la prévention contre la drogue, la lutte contre l'exclusion, le soutien scolaire. Or le quartier des Sarmets est un quartier sensible où on a besoin de nous. »

La présence de Moussa Kraouche

Côté mairie, Maurice Boscart, conseiller général et maire socialiste de Taverny depuis 1989, appuie sa démonstration sur trois faits. Le local de l'asso-

ciation devenait peu à peu un lieu de prière, la « présence intégriste » s'est affirmée ces derniers temps dans le quartier des Sarmets, avec une distribution de tracts de la fraternité algérienne-française (FAF), organes officiels en France du Front islamique du salut (FIS), et l'éducation de jeunes musulmans se teintée de plus en plus d'intégrisme avec le port du foulard obligatoire pour certaines jeunes filles fréquentant notamment le groupe scolaire Gossigny.

Selon Jean-Pierre Barentin, adjoint aux affaires scolaires, il y aurait même du « racolage islamiste au passage piéton situé sous le boulevard de la Division Leclerc ». Mais, surtout, la présence à Taverny de Moussa Kraouche, un des représentants officiels du FIS en France, est, pour la municipalité, révélatrice. Il faut dire qu'elle revient de loin puisqu'en 1989, Moussa Kraouche appartenait au conseil communal de prévention de la délinquance.

A Taverny depuis 1980, celui-ci dirigeait à la fin de cette dernière l'association des marabouts de la ville. Son local se trouvait dans un immeuble de la résidence des Pins, autre quartier sensible de la commune. Avec le changement de municipa-

lité en 1989, l'association se voit alors retirer toute subvention, ce qui entraîne sa dissolution. Peu à peu, le nouveau maire fait le rapprochement entre Moussa Kraouche et le FIS. Une éducation idéologique où il prendra parti pour l'intégrisme confirmera d'ailleurs les doutes de Maurice Boscart.

Un local de 1,8 million de francs

« Sa réaction envers nous n'est que politique, explique Hadj Mamadou N'Sangou. Il a des comptes à régler avec Kraouche et c'est nous qui en supportons les conséquences. C'est par les médias que j'ai appris qu'il vivait à Taverny, mais nous n'avons aucun lien avec lui. Je n'ai d'ailleurs aucun lien avec les Algériens. Je suis du Cameroun. Notre association regroupe aussi bien des Maliens, des Turcs, mais aussi des Français qui n'ont rien à voir avec l'intégrisme. »

Jean-Pierre Barentin, lui, tente de relativiser l'affaire. « Le bâtiment qui les accueillait était vraiment vétuste, le toit s'effondrait. Seule l'école de musique a été rénovée. Toutes les autres associations qui s'y trouvaient ont accepté des créneaux horaires, sauf l'association des musulmans. Or aucune association à Taverny

n'a de lieu fixe. » Pour Hadj Mamadou N'Sangou, la revendication toutefois va beaucoup plus loin.

« Nous n'avons plus désormais de salle de prière alors que toutes les autres religions en sont pourvues. Il existe une synagogue à Saint-Leu, des églises catholiques, protestantes et évangéliques à Taverny, et une maison pour les Témoins de Jéhovah, à Bessancourt. Et l'islam, qui est la seconde religion en France, n'a absolument rien dans le secteur. »

« Aucune raison a priori ne nous permet de nous opposer à l'implantation d'un lieu de prière pour musulmans, répond de son côté Jean-Pierre Barentin. Mais il faut que les riverains soient d'accord. » Il fait ainsi référence au projet d'acquisition par l'association, en avril dernier, d'un ancien bâtiment du Syndicat des eaux. Une pétition dans le quartier en a finalement dissuadé les vendeurs. Et la municipalité se demande encore d'où pouvait venir les fonds nécessaires à cette acquisition, qui est estimée à 1,8 million de francs. Quant à l'association, « son conseil d'administration existe toujours, précise son dirigeant, et nous continuons à chercher un nouveau local. »

JACQUELINE MEILLON

REPÈRES

RITES FUNÉRAIRES

Un Français sur dix choisit la crémation

Un décès sur dix est suivi d'une crémation, un rite funéraire peu répandu en France il y a encore une vingtaine d'années. Tel est le résultat d'une enquête publiée par les organisateurs du Salon professionnel du funéraire, qui se tiendra prochainement au Bourget. 71 % des professionnels interrogés estiment que ce phénomène va croissant. Les Français cherchent à dépenser le moins possible au moment du décès. Une crémation coûte environ 8 000 F, alors qu'un enterrement traditionnel revient à 10 000 F en moyenne (sans compter le coût du monument).

Si 71 % des Français interrogés dans une autre enquête par l'IFOP se déclarent en faveur d'un enterrement élassique, 23 % se prononcent pour la crémation avec ou sans dispersion des cendres. C'est surtout la tranche des 35/49 ans qui se manifeste le plus en faveur de ce rite.

ESPACE

Mort en orbite pour six rats

L'un des astronautes de la navette spatiale américaine Columbia, le vétérinaire Martin Fettner, s'est livré, samedi 30 octobre, à une pratique peu ordinaire dans ce genre de véhicule : la captation en orbite de six rats. L'objectif de cette expérience est de mieux comprendre les mécanismes d'adaptation des organismes vivants aux vols en espace. En orbite, les fluides à l'intérieur du corps se redistribuent en raison de l'absence de gravité. Quels sont-ils ? Où vont-ils ? Le seul moyen de le savoir qu'il ait trouvé la NASA a été de tuer ces six rats, avant dissection, à l'aide d'une guillotine plutôt que de les anesthésier. Une anesthésie aurait en effet entraîné, selon les biologistes, une contamination des tissus par les substances chimiques de l'anesthésiant et faussé ainsi les mesures. A peine plus chancieux, les quarante-et-une autres rats témoins qui les accompagnaient au cours de ce dernier voyage attendront le retour, lundi 1^{er} novembre, de Columbia pour être à leur tour tués et disséqués... sur Terre. (AFP)

INTEMPÉRIES

Quatre personnes portées disparues en Corse-du-Sud

Les recherches se poursuivent, lundi 1^{er} novembre, pour tenter de retrouver quatre personnes portées disparues en Corse-du-Sud, où de graves inondations ont particulièrement touché, dimanche 30 octobre, les communes de Propriano, Saint-Lucio-de-Porto-Vecchio et Porto-Vecchio. Des pluies torrentielles ont gonflé le plupart des cours d'eau du sud de l'île, dont les rivières Rizzanese, Covo et Conca, et les crues ont emporté plusieurs ponts et détruit des maisons. Des dizaines de personnes ont dû être évacuées. A Sartène, le niveau de l'eau a atteint 1,50 mètre. Trois bourgades ont été privées d'électricité et de téléphone. Ce retour du mauvais temps n'avait pas été prévu, et plusieurs centaines de personnes, qui avaient pris la route des villages pour se rendre dans les communes en ce week-end de la Toussaint, ont été mises en difficulté par la brusque montée des eaux. Dans la nuit de dimanche à lundi, le pluie a cessé et une décade générale s'est amorcée, mais les prévisions météorologiques demeurent pessimistes en raison d'une dépression annoncée sur le Sardinien.

INCENDIE : décès d'une des filles de Jean-Paul Belmondo. - Une des deux filles de l'acteur Jean-Paul Belmondo, Patricia, a péri, dimanche 31 octobre, dans l'incendie de son appartement situé au 5^e étage d'un immeuble de la rue de Rennes, dans le sixième arrondissement de Paris. L'incendie, qui aurait une origine accidentelle, a eu lieu à 11 heures après l'arrivée des pompiers, qui ont découvert le corps carbonisé de la victime ainsi que celui d'un chien.

Au Grand Jury RTL-«le Monde»

Le cardinal Lustiger souhaite un moratoire pour les recherches sur l'embryon humain

Invité du Grand Jury RTL-«le Monde» dimanche 31 octobre, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a demandé à la France de prendre l'initiative d'un moratoire sur les recherches scientifiques touchant l'embryon humain.

Porté par la vague du succès de la diffusion de *Veritas splendor*, l'encyclique de Jean-Paul II, qu'il compare à celle de *Paxem in terris* de Jean XXIII il y a trente ans, le cardinal Jean-Marie Lustiger a centré ses interventions au Grand Jury RTL-«le Monde» sur les questions éthiques et morales.

Condamnant la récente expérience américaine de clonage d'embryons humains, il a notamment proposé que la France prenne l'initiative d'un « moratoire » sur les recherches concernant la génétique et l'embryon. Ce moratoire permettrait d'interdire les abus, de tracer une ligne rouge très nette, commune à tous les États.

Mgr Lustiger fait la comparaison avec le moratoire en cours sur les essais nucléaires qui avait été proposé par la France : « La logique de la bombe atomique, la logique de Tchernobyl, étaient de faire primer sur la recherche scientifique l'utilisation de la technique à des fins déterminées de puissance, d'argent. En matière de biologie humaine, ne pourrait-on pas aussi - ne serait-ce pas un honneur pour la France? - dans un monde où ces recherches sont guidées également par les ambitions personnelles et par l'argent, à la fois tenir compte de la nécessité de faire progresser la

recherche scientifique - sur les causes de la stérilité, sur les conditions de la naissance, sur la genèse de l'homme, sur les maladies génétiques, sur la connaissance du génome humain, - mais aussi arrêter, faire un moratoire sur ce qui serait toucher à l'existence d'être humains que l'on qualifie de potentiels. »

Précisément, l'encyclique du pape sur la vérité et la morale, ajoute-t-il, c'est le cri des pauvres et des sans-droits face aux puissants et aux savants. Elle affirme que tout ne se vend pas, qu'il y a des êtres humains à protéger. Le cardinal Lustiger ne cache pas que le but du pape est de fixer certains interdits, « un interdit qui marque la limite en deçà de laquelle on tombe dans le précipice, dans la mort ». Le retentissement de cette encyclique s'explique, selon lui, parce que

Jean-Paul II « va au cœur des problèmes sociaux, politiques, éthiques d'une société et d'une époque. »

Pour la France, l'archevêque de Paris ne croit pas au risque d'une explosion sociale ou à la tentation du repli national. « Ce qui me terrifie dans la situation actuelle, ce n'est pas le ras-le-bol, ce n'est ni le désespoir, dit-il. C'est la jeunesse abandonnée, la rupture des générations, des jeunes qu'on laisse dériver de ce qui est le plus précieux : des raisons de vivre et un certain art de vivre. »

Société à deux vitesses ? Ce fut longtemps le constat, aujourd'hui partagé par tous, de l'épiscopat. Aujourd'hui, ce constat est dépassé, dit Mgr Lustiger : « C'est une société fractionnée, disjointe que nous sommes en train de vivre, avec des gens qui sont installés dans l'exclusion, des mondes qui ne commu-

niquent plus. » Il proteste contre un « univers marchand » qui broie les raisons de vivre et les hiérarchies de valeurs : « La course en avant vers la prospérité n'est plus possible et nous nous cassons le nez. Alors, les gens hésitent, ne savent plus où aller... Dans cette affaire, l'Eglise pose la question : pour quoi est faite notre vie? »

Faut-il partager le travail ? La question n'est plus seulement celle du travail, répond l'archevêque de Paris, mais celle du « non-travail », car l'un des drames de la société marchande est que ce qui n'est pas payé n'est finalement pas de sens. Il faut retrouver des activités sociales qui ne soient pas forcément sources de promotion et d'image sociale, mais qui soit aussi la vraie vie. »

H. T.

Plus de 30 000 visiteurs au Yom Hethora 1993

Le grand rabbin Sitruk appelle la communauté juive de France à l'unité

Plus de trente mille visiteurs ont participé, dimanche 31 octobre au Parc des expositions du Bourget, au troisième Yom Hethora (après ceux de 1989 et 1991), journée de la Torah, synonyme de retrouvailles pour l'ensemble de la communauté juive de France. « Cette journée, explique Joseph Sitruk, grand rabbin de France et initiateur de la manifestation, vise à rassembler la communauté juive autour de ses valeurs spirituelles, à favoriser l'union des différentes tendances et à donner un exemple de dynamisme à la société. »

Un triple message que M. Sitruk a tenté de faire passer dans une atmosphère de joyeuse kermesse. Jeunes gens coiffés de la kipa et rabbins enthousiastes déboulant de stand en stand, proposant au visiteur une meilleure connaissance des pratiques et des coutumes juives : présentation en vidéo du rituel de la circoncision ; étude du calendrier juif et de ses fêtes, défilé de robes de mariée, etc. Les objets de la vie spirituelle (Kiddouch, kelim, mezouzot, etc.) étaient également exposés et offerts à la vente.

L'accent était mis cette année

sur la lutte contre l'exclusion et la promotion de la solidarité, comme le montrait la présence de la Naguilah et du Casip, associations juives d'aide aux handicapés et aux déshérités. L'éducation était l'autre point fort de ce rendez-vous, « parce que les jeunes sont une donnée fondamentale de notre communauté », souligne le grand rabbin Sitruk, qui, depuis son élection en 1988, met l'accent sur le développement des écoles juives, dont beaucoup étaient représentées dimanche au Bourget.

Soulagement et inquiétude pour Israël

L'accord de paix entre Israël et l'OLP a donné enfin une signification nouvelle à ce Yom Hethora. Le stand du Hérout de France, présidé par Jacques Kupfer, diffusait des messages inquiets : « Jéricho d'abord, Jérusalem ensuite. » Malgré l'effort des organisateurs pour éviter la politisation de cette manifestation, on entendait des mots d'ordre provocateurs : « Aidez à l'implantation de pionniers juifs en Judée, à Samarie et à Gaza! »

« Il faut toujours préférer la paix à la guerre, mais les der-

nières expériences me laissent peu d'espoir. J'espère que tout se réglera sans effusion de sang », confie une visiteuse. Le message des grands rabbins, diffusé au cours de plusieurs conférences, était toutefois plus optimiste. « La grande majorité des Juifs français est favorable aux accords israélo-palestiniens », lançait le grand rabbin Sitruk, se félicitant de ses « excellents rapports » avec un islam de France qui est en train de trouver « une structure équilibrée et modérée » et avec un épiscopat français formidable qui, depuis vingt ans, a pris des positions courageuses vis-à-vis de la communauté juive et israélienne. »

« Le soutien de la communauté juive française à Israël est indiscutable. La paix doit être l'occasion de retrouvailles spirituelles », lançait, pour sa part, l'ambassadeur d'Israël, Yehuda Laney. Ce message d'espoir et de paix devait être confirmé, à la clôture de ce Yom Hethora, par un duplex avec Jérusalem, au cours duquel les chefs spirituels de la communauté juive ont lancé un nouvel appel à l'unité.

C. D.

alternatives économiques

novembre 93

- GATT : 6 clés pour comprendre le dossier agricole
- 1973-93 : les années pétrole
- GAZA-JÉRICO : investir dans la paix

20 F Chez votre marchand de journaux

Alternatives Économiques 12 rue du Croissant 21000 DIJON

RUGBY

La France bat l'Australie en test-match (16-13)

Un trompe-l'œil

Le quinze de France est parvenu à battre l'équipe d'Australie (16-13), samedi 30 octobre à Bordeaux, lors du premier test-match de la tournée française des Wallabies. Souvent dominés, les Français se sont imposés à dix minutes de la fin grâce à une pénalité de 62 mètres réussie par Thierry Lacroix. Ils avaient auparavant marqué un essai par Aubin Hueber, deux drops par Alain Penaud et Jean-Luc Sadourny, une transformation et une pénalité par Thierry Lacroix. Les Australiens ont inscrit un essai par Tim Gavin, une transformation et deux pénalités par Michael Lynagh. Le deuxième test-match aura lieu samedi 6 novembre au Parc des Princes.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Bob Dwyer n'a même pas pris la peine d'ouvrir son armoire à souvenirs, de fouiller au rayon des déceptions. « De toute ma carrière d'entraîneur, a-t-il marmonné dans sa moustache, je n'avais encore jamais connu cela. Le patron du quinze australien n'avait jamais une telle addition de muscles et de talents, une telle multiplication d'occasions de marquer débouchant sur une soustraction aussi bête. 16-13 : les champions du monde cocotés à trois points des champions d'Europe.

A l'heure des commentaires, le coach des Wallabies semblait étonné, assomé par ce ballon qui avait traversé plus de la moitié du terrain, quelques minutes plus tôt, pour mourir entre les poteaux australiens. La plus fragile des trajectoires, qu'un souffle ou que la moindre approximation dans le geste de Thierry Lacroix pouvait dévier, avait fini de dégriser la

mécanique orange. Un trait tordu dans le ciel bordelais avait rayé tous les efforts des Wallabies pour espérer enfin remporter une série de tests sur le sol français.

Car, jusqu'à cette 70^e minute, les Australiens avaient imposé sur le terrain leur loi des plus forts. En touche, les bras d'un ogre au collier de barbe rousse, nommé Garrick Morgan, claquaient comme des machettes pour happer tous les ballons. Le reste de l'équipe d'avait plus qu'à se partager le butio amassé par le pirate des alignements. Et profiter de la profusion pour varier les techniques d'aborder du camp français. Le petit centre Tim Horro, meilleur homme sur le terrain avec le colosse Morgan, s'essayait d'abord au plaisir solitaire d'une longue traversée sous le nez des vigies françaises. Essai refusé injustement par l'arbitre.

Une écharde dans la défense

Puis les Wallabies se lancèrent dans ce jeu qu'ils ont inventé. Une sorte de rugby total, où l'équipe défère d'un bloc sur les lignes adverses, où avants et trois-quarts n'hésitent pas à échanger leurs rôles pour mieux servir leur désir de vitesse. Point de regroupements interminables, ces caillots qui bloquent le jeu jusqu'à l'embolie. Les fixations des Wallabies sont courtes, trois joueurs suffisent à nettoyer le ballon des convoitises adverses et à le rendre propre à l'attaque.

Dans ces moments-là, l'ovale semble en équilibre au milieu des joueurs. Il attend les mains qui le feront progresser. A la quinzième minute du match, Peter Slattery puis Michael Lynagh s'en sont emparés, l'ont guidé pendant quelques mètres. Puis l'ont lâché, sans se retourner, sans même esquiver un geste de passe. Quelqu'un est forcément là, derrière,

qui va récupérer le ballon et lui donner une nouvelle trajectoire. David Campese s'est lancé dans une course en diagonale. A quelques mètres de l'en-but, enfoncé comme une écharde dans une défense qui se resserrait autour de lui pour l'expulser, il avait encore le choix entre deux joueurs, l'un à droite, l'autre à gauche, pour donner son ballon. C'est Tim Gavin qui choisit pour aller marquer l'essai.

Une huitre fermée sur sa perle

Trois, quatre fois, les Australiens ont tenté ces combinaisons que Bob Dwyer a adaptées d'un rugby à XIII souverain dans son pays. En vain. Un essai sera refusé et des ballons rouleront à terre, devant les pieds d'une foule de joueurs orange, sans opposition, soudain figés au moment d'aller applaudir.

Comment expliquer que les Wallabies aient ainsi fini par se battre tous seuls? Ont-ils péché par excès de confiance dans leurs capacités offensives? Même dans les dernières minutes, alors qu'ils étaient menés au score, les Australiens semblaient persuadés qu'ils pourraient s'imposer, qu'une seule attaque de David Campese suffirait à leur redonner l'avantage. Las, l'ailier de génie s'agitait frénétiquement, sans succès, comme un poisson pour échapper d'une nasse.

Car les Wallabies doivent également leur défaite aux pièges tendus par leurs adversaires. Après une belle première mi-temps où elle savait se trouver quelques idées offensives et inscrire un essai grâce à Aubin Hueber, l'équipe de France s'est refermée comme une huitre sur sa perle, l'un de ses « fondamentaux » : la défense. Dépourvus de ballons, acculés dans leur camp pendant presque toute la deuxième mi-temps, les Français se sont peu à peu résignés à ne pas chercher à construire pour mieux

détruire les mouvements des Wallabies.

Dans ce renoncement, face à des Australiens qui ne parvenaient pas à oublier leur goût des attaques sophistiquées, les Français ont sans doute construit leur victoire. Autrefois, les trois-quarts auraient vite fait de leur fournir des ballons utilisables. Samedi, comme pendant le Tournoi des cinq nations remporté cette année ou la tournée victorieuse en Afrique du Sud, ils ont retrouvé leurs manières, et se sont transformés sans amertume en forçats du placage. Jadis, les lignes arrières auraient ramassé les miettes pour essayer de composer un festin offensif à leur manière. Samedi, elles n'ont pas cherché à créer le miracle. Il est venu du ciel, de la performance rare d'un Thierry Lacroix sur 100 % de réussite. Les Français ont obtenu, sans vraiment jouer, une de ces victoires qui ont longtemps semblé réservées à leurs adversaires d'outre-Manche, à l'économie et au pied.

Pierre Berbizier a vu trop souvent son équipe se faire battre de cette façon pour faire la fine bouche. Dans le jeu en creux du quinze de France, l'entraîneur préfère mettre en valeur le courage et la solidarité de ses joueurs. Mais ces valeurs ne pourront guère servir de viatique jusqu'à la Coupe du monde de 1995. Pierre Berbizier fait même la fièvre du miracle à samedi prochain, lors du deuxième test-match contre les Australiens, si les rugbymen français ne progressaient pas dans la conquête des ballons. Dimanche, confiants dans les vertus pédagogiques de cette victoire en trompe-l'œil, les sélectionneurs ont décidé de reconstruire le même groupe pour ce deuxième rendez-vous australien. En espérant que les mêmes joueurs parviendront à battre les champions du monde après les avoir regardés perdre.

JÉRÔME FENOGLIO

FOOTBALL

Le match nul (1-1) entre l'Australie et l'Argentine

Maradona est de retour

Quatre mois après avoir annoncé sa retraite sportive, Diego Maradona a repassé dimanche 31 octobre le maillot de l'équipe d'Argentine pour affronter l'Australie à Sydney (1-1). Cela n'a pas suffi pour assurer la qualification des anciens champions du monde pour la Coupe du monde 1994.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

On le croyait fini. La presse argentine, un fan anthropophage, ne s'était pas privée de déchiqueter l'idole. Il y a deux ans, à l'époque des scandales liés à la drogue, Reconquista, le comarone, on le jugeait aussi trop vieux et trop gros. Pourtant, à trente-trois ans, avec 13 kg en moins et les cheveux courts, Diego Maradona a remis la chamia de la sélection argentine.

Noctambules à l'ava-tôt, tous les Argentins étaient devant leur téléviseur, dimanche 31 octobre à 5 h 30 du matin, pour suivre la retransmission en direct du match contre l'Australie. Ébranlée par une interpellation clamée au moment du but argentin, Buenos-Aires a été retombée dans un silence lourd de frustration après la but des Australiens.

Le match retour se jouera le 17 novembre dans la capitale argentine et sera le dernier espoir de sa qualification pour le championnat du monde 1994. A Sydney, la magia de Maradona n'a pas suffi à assurer la victoire. Mais l'enfant prodige du football mondial a démontré que le mythe n'était pas mort.

Dans un pays où le football est un rite peen incomparable, Diego est considéré comme « le sauveur » d'une sélection

plutôt ingrate. Après la défaite cuisante de septembre contre la Colombie (0-2), qui risquait de provoquer l'élimination de l'Argentine, c'est sous la pression populaire que l'entraîneur Alfio Basila a fait appel à l'homme de la dernière chance.

Après la descente aux enfers — la suspension de quinze mois imposée par la Fédération italienne du football en avril 1991, pour consommation de cocaïne (la Monda du 9 avril 1991) et, quelques jours plus tard, l'arrestation spectaculaire dans son propre pays pour détention de drogue (le Monda des 29 et 30 avril 1991) — c'est la résurrection.

Nouveau procès

Grâce à une cura de désintoxication, une diète chinoise miraculeuse et l'adoration à toute épreuve de ses supporters, le « pibe da oro » (l'enfant en or), comme on l'appelle ici, est revenu sur les stades. Son passage au club de Séville fut bref et sans gloire. En juin dernier, Maradona fit même ses adieux au football. Mais, le 7 octobre, c'était la coup de théâtre : Diego acceptait de devenir la capitaine d'une équipe de province, la Newell's de Rosario (300 km au nord de Buenos-Aires). Tranta mille peronistas en aérolie viennent alors l'accueillir.

Avec son retour sur le scène sportive internationale, l'enfant des bidonvilles devenu milliardaire aimant à nouveau un rêve collectif qui, en Argentine, n'a d'égal que celui de Carlos Gardel. Ça qui explique sans doute que les journaux locaux ne mentionnent pas le nouveau procès ouvert il y a quelques jours à Roma contre Diego Maradona.

CHRISTINE LEGRAND

CYCLISME

Le tour d'Europe du champion du monde du 4 km

Graeme Obree, le Martien

Ex-recordman de l'heure, champion du monde et détenteur du record du monde du 4 kilomètres, le Britannique Graeme Obree est devenu l'attraction du cyclisme sur piste. Depuis trois mois, cet écossais juché sur un drôle de vélo allongé l'Europe. Après Paris et Grenoble, où il a couru contre son dauphin des championnats du monde, le Français Philippe Ermenault, Obree sera à Vienne, en Autriche, avant de rencontrer, aux six jours de Bordeaux qui se disputent du 10 au 15 novembre, la Britannique Chris Boardman, qui l'a dépassé du record de l'heure.

Depuis le 17 juillet 1993, la vie de Graeme Obree n'est plus qu'un tourbillon. Ce jour-là, ce plein Tour de France, loin du concert des routes de la Grande boucle, à Hamar, en Norvège, ce cycliste améliorait le record de l'heure détenu par Francesco Moser. Ce fut un choc. Comment un chômeur écossais juché dans la position du fœtus sur une drôle de machine qui lui avait coûté moins de 1 000 francs et six années de recherches avait-il pu détrôner le « maestro » Francesco Moser? Avec 51,596 km dans l'heure, soit 445 m de plus que l'Italien, il brisait un record qui, outre la performance sportive, avait été orné à coups de dollars et établi à Mexico, le 23 janvier 1984, de façon scientifique par une véritable « course » de course.

L'histoire de Graeme Obree devint un conte de fées. Car le bonhomme sortait de l'obscurité par la porte la plus mythique du cyclisme, celle de la victoire sur le temps. Six jours plus tard, il se fit souffler son record par un autre Britannique, Chris Boardman, champion olympique du 4 kilomètres à Barcelone. On se dit que le bricoleur disparaîtrait, que l'on n'hurlerait sa machine aussi vite

que son visage lunaire de Buster Keaton.

Un mois après, lors des championnats du monde de Hamar, en Norvège, il devint champion du monde du 4 km devant le Français Philippe Ermenault, en pulvérisant le record du monde de la discipline (4 mn 22 s 668). La veille, il avait sévèrement battu Chris Boardman en lui infligeant un retard de 3 secondes. Graeme Obree n'était plus un personnage de conte de fées, il était devenu un Martien, bien que son accent à couper au couteau le trahisse écossais.

Des pièces de machine à laver

Graeme Obree n'en est pas pour autant un extra-terrestre. Son record ressemble à la morale d'une belle histoire. Dans la vitesse éclair de ces 4 kilomètres, on vit tous les symboles, toutes les histoires : l'insolence d'un ancien marchand de cycles, contraint au dépôt de bilan, qui, seul, avait fabriqué une bicyclette incongrue dans l'atelier niché derrière sa maison d'Ayr, en utilisant des pièces de machine à laver pour approvisionner un dérailleur récalcitrant ; le volonte d'un homme seul qui faisait un pied de nez à l'informatique et à l'industrie de pointe, le résultat de recherches qui défiaient toutes les études physiologiques sur la position du coureur.

« Le plus merveilleux, aujourd'hui, c'est d'être reconnu et de ne plus avoir à compter mon argent pour savoir ce que ma famille mangera ou prochain dîner », explique Graeme Obree. Dans le hall d'un grand hôtel parisien, le cycliste n'en finit plus de répondre aux questions des journalistes, avec une patience angélique. Nullement agacé par trois mois de promotion, il sourit toujours comme un enfant joyeux. « Après mon record de l'heure et mon titre de champion du monde, j'ai eu plus mal aux bras qu'aux jambes,

à force de signer des autographes et de serrer des mains. »

Il assure que sa vie o'a pas changé. Excepté tous ces voyages, son style de vie reste le même, simple, modeste, comme s'il n'était jamais à l'abri des mauvais jours qu'il a connus. Il ne se lasse pas de raconter ses heures passées pendant six ans, dans son atelier, à inventer de toutes pièces cette machine : « Non, assure-t-il, je n'ai eu aucun bouquin, fait appel à aucun souvenir d'enfance. Tout ce vélo est ma propre création. Je l'ai pensé en termes scientifiques, seulement rivi à l'idée que je devais faire un tout avec elle pour m'épargner au mieux la résistance de l'air. »

Est-il chercheur ou athlète? « Les deux. Je détient le record des 50 miles en Grande-Bretagne. J'ai battu Chris Boardman. Pour battre le record de l'heure et celui du 4 kilomètres, je ne suis aussi battu avec l'énergie du désespoir. Je voulais sortir de l'obscurité, sortir de la déché. »

Après que les projecteurs se sont braqués sur lui, certains industriels ont voulu lui imposer leurs bicyclettes et ont réclamé qu'il change de position : « Pourquoi changerais-je? s'exclame-t-il. Cela fait six ans que je cours dans cette position. Elle m'est très confortable. Je veux rester hors du système. Je ne veux pas que l'un me donne des ordres. Et puis, je suis champion du monde et cette médaille donne de la légitimité à ce que j'ai créé de mes mains. »

Sa machine est-elle parfaite? « Elle a encore quelques défauts, mais je crois que j'ai quasiment atteint ma perfection. » Son seul souci, désormais : ne pas l'abîmer. Graeme Obree ne possède qu'une bicyclette : « Ce n'est pas si grave. Parfois où je suis, si j'ai un problème, il me suffit de rentrer chez moi, de demander quelques outils et, une heure après, le tour est joué. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

SKI ALPIN

Le prologue de la Coupe du monde

Piccard à l'ouverture

Oo l'avait quitté piteux, au terme d'une mauvaise saison. Plus que défait aux championnats du monde de Merckla-Sbi-zuknishi, Frank Piccard avait ensuite terminé quatorzième de la Coupe du monde. Oo le retrouve en pleine forme. Le Français, âgé de vingt-neuf ans, a entamé cette saison par une victoire qui le boudait depuis trois ans, samedi 30 octobre, lors du prologue de la Coupe, à Sölden (Autriche), en slalom géant. Il a dominé les meilleurs de la spécialité : le Suédois Fredrik Niberg, deuxième, le champion du monde corégé de slalom et géant, Kjetil André Aamodt, troisième, et le Luxembourgeois Marc Girardelli, quintuple vainqueur de la Coupe du monde, quatrième. La dernière victoire française dans cette discipline remontait à vingt ans, lorsque Henri Duvillard s'était imposé à Megève.

Une belle surprise

Chez les femmes, dimanche, Sophie Lefranc et Carole Merle se sont respectivement classées deuxième et troisième en slalom géant derrière la détentrice de la Coupe du monde, l'Autrichienne Anita Wachter. Si Carole Merle, championne du monde de la spécialité, est une habituée des podiums, Sophie Lefranc a créé une belle surprise. A vingt-deux ans, elle o'volue sur le cirque blanc que depuis un an. Championne d'Europe de Super-G la saison dernière, elle n'a pas tardé à tenir ses promesses, même si elle a été devancée de plus de deux secondes par Anita Wachter, qui semble, plus que jamais, la femme à battre.

En proposant une réforme du FNDS

M^{me} Alliot-Marie souhaite diversifier les sources de financement du sport

Michèle Alliot-Marie s'est prononcée, vendredi 29 octobre, en faveur d'une réforme du financement du Fonds national pour le développement du sport (FNDS). Lors d'une audition devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, le ministre de la jeunesse et des sports a expliqué que le Loto sportif, sur lequel les ressources du FNDS sont largement assurées, est en déclin, et a proposé « de définir une assiette plus large des ressources du FNDS » en envisageant un prélèvement sur l'ensemble des jeux.

Le FNDS, qui reçoit ses fonds

sur les recettes du PMU (0,1 %), du Loto national (3,5 %) et du Loto sportif (25 %) et sur celles des débits de boissons devait recueillir 850 millions de francs, en 1993. Il o'a pu en récolter que 710 millions.

Michèle Alliot-Marie a indiqué que « le ministère du budget s'était engagé à trouver une nouvelle base de financement avant le 1^{er} janvier 1994 ». Elle a, par ailleurs, confirmé qu'une réflexion était en cours sur les « difficultés entraînées » par la loi Evin sur l'alcool et le tabac.

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

Coupe du monde de marathon
Les coureurs chinois ont pris les quatre premières places de l'épreuve féminine de la Coupe du monde de marathon disputée dimanche 31 octobre à Saint-Sébastien (Espagne). La recordwoman du 10 000 et du 3 000 mètres, Wang Junxia, s'est classée première mais n'a pas réussi, avec un temps de 2 h 28 mn 16 s, à améliorer le meilleur temps mondial de la discipline. Chez les hommes, le Britannique Richard Nermark a devancé, en 2 h 10 mn 03 s, l'italien Severino Bernarmino et l'Éthiopien Kedabo Gemeshu.

FOOTBALL

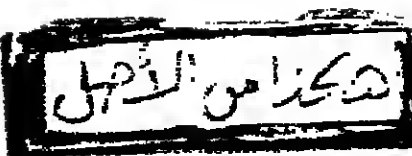
Championnat de France
Deuxième division
19^e journée
Bastia b. Bastia 1-0
Dunkerque b. Charleville 0-0
Nîmes b. Laval 4-0
Marseille b. Guingamp 1-0
Nancy b. Valenciennes 1-0
Nîmes b. Red Star 1-0
Rennes b. Bourges 1-1
Nice b. Le Mans 2-0
Alès b. Valenciennes 2-1
Sedan b. Saint-Etienne 2-0
Rouen b. Lens 3-0
Classement : 1. Nice, 27 points ; 2. Nantes, 24 ; 3. Nancy, 23 ; 4. Red Star, 20 ; 5. Sedan, 19 ; 6. Bastia et Charleville, 18 ; 7. Rouen, 17 ; 8. Nîmes, Alès, Guingamp, Saint-Etienne et Valenciennes, 16 ; 9. Lens, 15 ; 10. Laval, 14 ; 11. Dunkerque, 13 ; 12. Bastia, 12 ; 13. Sedan, 11 ; 14. Charleville, 10 ; 15. Niort, 9 ; 16. Amiens, 8 ; 17. Troyes, 7 ; 18. Evry, 6 ; 19. Angoulême, 5 ; 20. Châteauneuf, 4 ; 21. Vannes, 3 ; 22. Brest, 2 ; 23. Caen, 1 ; 24. Pau-Orthez, 0.

Laval, Mulhouse et Dunkerque, 18 ; 19. Valenciennes, 20. Bourges et Le Mans, 12 ; 22. Istres, 11.

BASKET-BALL

Championnat de France Pro A
(Classement journée 18)
Antibes b. Le Mans 108-79
Dijon b. Soeuvre 89-80
Limoges b. Montpellier 89-44
Cholet b. Pau-Orthez 83-76
Villeneuve b. Levallois 85-83
Gravelines b. Châlons 83-62
Racing-PBG b. Lyon 86-82
Classement : 1. Antibes et Cholet, 18 ; 2. Villeneuve, 17 ; 3. Limoges et Racing-PBG, 16 ; 4. Dijon, Pau-Orthez et Montpellier, 15 ; 5. Lyon et Levallois, 14 ; 6. Soeuvre, 13 ; 7. Gravelines, 12 ; 8. Le Mans et Châlons, 11.

ÉCHECS : le championnat du monde FIDE. — Le Néerlandais Jan Timman a battu le Russe Anatoli Karpov, samedi 30 octobre, lors de la vingtième partie du championnat du monde d'échecs organisé par la Fédération internationale des échecs à Jakarta. Karpov se vengeait de sa défaite de plus que par 12 points à 8, mais il o'e lui manque qu'un demi-point pour décrocher le titre mondial version FIDE.



ILE DE FRANCE

Les parcours des cyclistes du dimanche

Pour s'adonner aux plaisirs de la petite reine, nombreux sont ceux qui fréquentent chaque semaine le circuit de Vincennes. Mais il existe d'autres parcours en région parisienne, où les amateurs peuvent assouvir leur passion sans trop de danger.

La douce voix de FIP l'avait annoncé dès les premiers bulletins matinaux de ce dimanche malgré l'air vif le ciel était clément. Alors les amateurs ont écouté la grasse matinée dominicale pour gagner le bois de Vincennes. Nez dans le guidon, ils ont compté les tours du circuit de 3,2 kilomètres tracé autour des terrains de football du Polygone.

Et comme hiver, ils sont des milliers à se retrouver chaque semaine aux portes de Paris. Ils forment un peloton disparate qui s'étire inlassablement. Se retrouvent là amateurs de la petite reine et citadins à la recherche d'une pratique sportive individuelle. Tous les genres se côtoient dans une joyeuse pagaille qui offre un défilé bien différent des arrivées d'étape du Tour de France. Il y a les jeunes gens « équipés course » de pied en cap, avec tenue fluide et vélo ultra-léger, les anciens sur des montures prêtes pour la randonnée, des jeunes filles en vélo hollandais, des adeptes du VTT égarés sur la piste...

Cette cohabitation ne se passe pas toujours sans heurts. « Les gens ne savent plus rouler, cela devient de plus en plus dangereux de faire du sport ici », regrette Philippe, trente-cinq ans, ancien coureur amateur. Lui vient chaque dimanche matin pour retrouver les sensations de la course, même s'il déclare les « freinements » plus répétés que dans un peloton. Il a tendance à jeter un regard un peu dédaigneux sur des « blaireaux » au comportement imprévisible.

Et pourtant, à Vincennes, la population cycliste a ses règles tacites. Tout le monde emprunte le « touriquet » dans la même sens et chacun s'efforce de ne pas commettre de brusques écarts ou de ne pas freiner en plein virage pour éviter les chutes collectives. Ce circuit est l'avantage d'être entièrement protégé de la circulation automobile, une chance pour les passionnés. Mais cette sécurité supplémentaire n'empêche pas les accidents et l'intervention de l'antenne mobile de la Croix-Rouge qui patrouille dans les parages, prête à prodiguer les premiers soins.

SPECTACLES : Invitation à la danse. - Depuis le 1^{er} novembre et jusqu'au 5 décembre, avec les « Iles de danses », le conseil régional, en collaboration avec les établissements culturels, entraîne les Franciliens dans une invitation à la danse. Comme chaque année, huit chorégraphes et quinze interprètes en résidence frapperont à la porte des théâtres, écoles, lycées et universités de quarante villes de la région pour proposer des spectacles, des stages, des ateliers et des répétitions publiques. Pour sa sixième édition, cette manifestation rend hommage au chorégraphe américain Alvin Nikolais, mort le 9 mai. La jeune génération de chorégraphes qu'il a inspirés est représentée par Josef Nadi, Andy Degroot, Christian Bonfigliani, Régine Chopinot, Dominique Boivin, Valérie Rivière et Olivier Clementz.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

ADIEU MA CONCUBINE. Film chinois de Chen Kaige, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{er} (38-88-75-55) ; L'Arlequin, 6^e (45-44-28-80) ; Roline Odéon, 6^e (43-28-19-88) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-15) ; 36-88-75-55 ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-78-23) ; 36-88-75-55 ; Max Linder Panorama, 9^e (49-24-88-88) ; Les Nations, 12^e (43-04-04-67) ; 36-85-71-33 ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; Gaumont Gobelins bis, 13^e (36-88-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-88-75-55) ; Gaumont Kinéoparc, 15^e (43-08-50-50) ; 36-88-75-55 ; v.f. : Gaumont Opéra, 2^e (36-88-75-55).

LE NOMBRE DU MONDE. Film français d'Ariel Zeitoun : Forum Horizon, 1^{er} (48-08-67-67) ; 36-85-70-83 ; 1^{er} (42-36-83-83) ; 36-85-70-83 ; 14 Juliette Odéon, 6^e (43-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; 36-88-75-55 ; UGC Biarritz, 9^e (45-82-20-40) ; 36-85-70-81 ; Gaumont Opéra Français, 9^e (36-88-75-55) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-01-89) ; 36-88-70-84 ; Gaumont

Gobelins bis, 13^e (36-88-75-55) ; Gaumont Aléa, 14^e (36-88-75-55) ; Miramar, 14^e (36-88-70-38) ; Montparnasse, 14^e (36-88-75-55) ; Gaumont Convention, 15^e (36-88-75-55) ; Pathé Clichy, 18^e (36-88-20-22) ; Le Caméra, 20^e (46-36-10-36) ; 36-85-71-44.

RUPTURES. Film français de Christine Chri : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

THE SNAPPER. Film britannique de Stephen Frears, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{er} (36-88-75-55) ; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (36-88-75-55) ; 14 Juliette Odéon, 6^e (43-25-58-83) ; Les Trois Luxembourgs, 6^e (48-33-97-77) ; 36-85-70-43 ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11^e (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-88-75-55) ; Gaumont Aléa, 14^e (36-88-75-55) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15^e (45-75-75-75) ; v.f. : Gaumont Gobelins, 13^e (36-88-75-55) ; Montparnasse, 14^e (36-88-75-55) ; Gaumont Convention, 15^e (36-88-75-55).

En visite à Tokyo

Jacques Chirac veut attirer des entreprises japonaises à Paris

A l'occasion du voyage qu'il effectue en Extrême-Orient, Jacques Chirac a inauguré à Tokyo, mardi 28 octobre, un bureau de représentation de la Ville de Paris, destiné à promouvoir les activités de la capitale française pour les entreprises japonaises qui souhaitent installer des filiales en Europe.

L'Hôtel de Ville de Paris est en demi-sommeil, Jacques Chirac est absent. Parti discrètement lundi 25 octobre, il sera de retour vendredi 5 novembre. Le maire effectue une tournée en Extrême-Orient, dont le programme prévoit un séjour d'une semaine au Japon, une journée à Kuala Lumpur et une halte de quarante-huit heures à Singapour. « Voyage habituel à cette saison de l'année », indique-t-on dans son entourage, et entièrement pris en charge par les Japonais. Cette précision est destinée à éviter les rumeurs qui avaient entouré, l'hiver dernier, le financement d'une escapade de maire dans le sultanat d'Oman.

Avec des personnalités internationales, le maire fait partie d'un jury attribuant, chaque automne depuis 1989, le « Præmium Imperiale », prix décerné par une association japonaise (1) et destiné à « encourager le développement des arts : peinture, architecture, musique et cinéma ». Parmi les lauréats de cette année, des personnalités déjà connues comme Maurice Béjart, le violoncelliste Mstislav Rostropovitch et l'architecte Kenzo Tange. Ce dernier, qui a dessiné la nouvelle mairie de Tokyo, avait été invité à exercer ses talents à Paris. Il a signé

l'imposante composition qui se trouve place d'Italie et qui ébrille, entre autres, le cinéma Grand Ecran.

L'emploi du temps japonais du maire de Paris comprend une succession de manifestations : apparition à une « conférence des capitales du monde », audience chez le premier ministre, entretiens avec des hommes d'affaires, remise de médailles... La plus significative est l'inauguration, dans les locaux de la Chambre de commerce internationale, d'un bureau de représentation de la Ville de Paris. Cette « ambassade » restera modeste et, dit-on, expérimentale. Son coût de fonctionnement ne devrait pas dépasser 2,5 millions de francs par an. Elle est tenue par Valérie Terranova, jusqu'ici chargée de mission à la direction des relations internationales de l'Hôtel de Ville.

A la recherche de taxes professionnelles

Elle a pour mission de vanter les charmes et les avantages de Paris auprès des patrons japonais qui songent à installer une filiale en Europe. Il s'agit de les persuader que Paris n'est pas seulement une ville où l'on s'amuse, mais que l'on peut aussi y faire des affaires avec l'Europe. Les services municipaux ont calculé que les taxes professionnelles versées par une dizaine de firmes japonaises, installées dans Paris intramuros, permettraient de faire baisser d'un point la taxe d'habitation acquittée par les Parisiens. On assure que les activités du bureau de représentation de la Ville de Paris ne concurrenceront

nullement le travail des autres représentations françaises à Tokyo : ambassade, DATAR, chambre de commerce, agences de l'île-de-France...

Jacques Chirac souhaite renforcer son image de « meilleur ami français du Japon ». Comme maire de Paris, il a signé, en 1986, un accord de coopération avec M. Suzuki, gouverneur du Grand Tokyo. A ce titre, des élus en voyage d'études, des techniciens municipaux, des lycéens, des sportifs et des artistes font le va-et-vient. Les deux capitales organisent, alternativement tous les deux ans, des manifestations culturelles. L'an prochain, les arts traditionnels japonais seront à l'honneur.

Tokyo entretient depuis six ans à Paris, d'abord dans des locaux prêtés par la ville, puis dans des bureaux achetés rue Cambon, dans le premier arrondissement, un commando de quatre fonctionnaires - dont un commissaire de police - qui étudient le fonctionnement de la cité. Service des eaux, traitement des déchets, structures administratives, aides sociales et sécurité sont les sujets qui les intéressent particulièrement. Le maire a sans doute estimé qu'à ces échevins municipaux devaient succéder à présent des firmes privées. L'idylle Paris-Tokyo est fructueuse. Il est temps qu'elle porte ses fruits.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Le groupe de presse Fuji-Sanki finance la dotation de 15 millions de yens à chacun des cinq lauréats, les déplacements et le séjour des membres du jury.

REPÈRES

LOGEMENT

Les Maliens de Vincennes un an après

De l'esplanade du château de Vincennes, d'où il avait été chassé voici exactement un an, après y avoir campé pendant cinq mois, à la place de la Nation, 200 personnes, dont une majorité de Maliens, ont défilé dans les rues de Paris, samedi 30 octobre. Groupées en une association intitulée *Bail et clefs*, ces familles attendaient marquer le premier anniversaire de leur éviction et rappeler leur situation actuelle.

Selon le président de l'association, Sarinté Konté, sur les 237 familles qui campaient à Vincennes, une soixantaine ont été relogées. Les autres - environ 175 familles qui chacune compte en moyenne 6 personnes - sont hébergées de manière provisoire dans des baraquements de chantier, des foyers, à l'hôpital de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) ou encore dans des hôtels dont l'administration ne paye plus la note depuis le mois de septembre dernier. Dans ce dernier cas, les familles assurent qu'elles accepteraient de participer eux-mêmes à la condition qu'on leur garantisse un relogement.

POLITIQUE

Un secrétaire fédéral de compromis pour le PS de l'Essonne

Réuni en congrès à Evry, mercredi 27 octobre, les socialistes essonnais ont élu, avec 90 % des voix, Jean-Marc Salinier, conseiller général et premier adjoint du maire des Ulis, secrétaire fédéral. Inscrit au PS depuis 1981, il n'appartient à aucun des courants dominants du département. C'est donc un homme de compromis, qui devra s'efforcer d'apaiser les querelles internes.

« L'urgence, dit-il, c'est l'équilibre. Pour réaliser cet équilibre, il faut quelque chose de neutre, qui arbitre entre les principaux courants. Une profession de foi énoncée avec fermeté, par un homme qui doit son accession à la tête de la fédération à la demande inébranlable de Michel Rocard. Jean-Marc Salinier a affirmé son intention de faire disparaître l'image de discordance à la fédération de l'Essonne : « Je vais imposer un changement d'attitude, de fonctionnement, de mœurs et de méthodes. Nous devons être crédibles pour les prochaines élections. »

TRANSPORTS

Amélioration de la ligne SNCF Paris-Provins

La grande couronne attire de plus en plus la population active francilienne. La SNCF a choisi d'adopter ses services à cette évolution, en désenclavant des villes de la « très grande couronne », comme Provins. Le modernisation de la relation Paris-Longueville-Provins était inscrite au contrat de plan Etat/Région Ile-de-France, après la signature d'une convention avec le département de la Seine-et-Marne. Elle avait trois objectifs : augmenter le nombre de trains, diminuer la durée des trajets et améliorer la régularité.

Outre la réouverture de la gare de Mormant, les travaux de modernisation ont abouti cette année à plusieurs réalisations : la création de deux voies supplémentaires entre les gares d'Emersville, Pontault-Combault et Roissy-en-Brie, une adaptation des voies en gare de Longueville afin de permettre la prolongement jusqu'à Provins de la future desserte régionale par trains directs. Des aménagements de parcs de stationnement à proximité des gares ont été réalisés, et la modernisation des installations permet une meilleure desserte de la ligne Paris-Provins.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LA JUSTICE DÉBOUSSOLÉE

Lentement, encombrement, non-exécution des décisions : depuis quelques années la justice fait l'objet de critiques de plus en plus vives.

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

La crise économique et l'échec des écologistes aux élections législatives ont fait passer au second plan les préoccupations écologiques.

Et toujours « Les clés de l'info » : L'explication de l'actualité du mois

Numéro de novembre 1993

En vente chez votre marchand de journaux. 10 F

سكروان الفيل

Le magicien foudroyé

Suite de la première page

Rien ne dérangeait le maestro au travail, sauf peut-être le silence, au temps si proche où, en Italie, la prise de son directe paraissait un caprice sans avenir...

Se rappeler le teatro 5, le plateau 5 de Cinecittà, le terrain de jeu fétiche de Fellini. C'était son bureau permanent, son domicile occasionnel. Un appartement de fonction, en quelque sorte, d'une modestie ostentatoire. Escalier de béton blanc, palier éboulé. La pièce où il travaillait était nue, sans charme apparent. Sur la table, un globelet regorgeait de feutres de toutes les couleurs. Il aimait à crayonner en parlant, se réfléchissant. Dessin récurrent : un petit bonhomme (lui) entretenu un dialogue (de sourds ?) avec son sexe.

Comme une lettre d'amour

Daos les armoires vitrées, de gros classeurs de notaire ou de percepteur. Ils contenaient des centaines de photos rangées en ordre quasi anatomique : « Nains », « Géants », « Femmes grasses », « Femmes très grasses », « Poitrines tombantes », « Petits culs », « Gros culs ». Rien de trivial ou de cruel dans ce classement. Ces photos représentaient des points de repère, des rendez-vous. Les clignotants ébarnés balisaient les parcours mystérieux de la création, les prémices du grand défi de « visages » qui marquaient le véritable début d'un nouveau film.

Se rappeler Marcello, Marcello comme l'appellait Fellini. Mastroianni. Double ? Alter ego ? Plus simplement, profondément, ami. Une amitié, disait Fellini, qui pour être normale, aurait mérité d'être homosexuelle... Sur le plateau, Mastroianni attendait avec une vacuité militante, une disponibilité opaque, stupéfiante. Fellini s'approchait de lui, entourait ses épaules de son bras, lui glissait dans la main un petit papier plié, comme une lettre d'amour, les lignes qu'il aurait à dire, dont il ignorait tout. Et Mastroianni soudain s'éveillait, se chargeant de soleil et de vie, jouait.

Mais se rappeler aussi que Fellini était toujours le meilleur complice de ses films, il mimait tout, interprétait tout avec une justesse de ton implacable, l'ingénu et la matrone, le puceau et le vieillard. Un jour, pendant le tournage de la *Cité des femmes*. Dans un immense gymnase vide, une créature diaphane, loquée robe noire, longs cheveux noirs, devait esquiver un sourire pâle en agitant un brin de mimosa. Elle était juchée sur des patins à roulettes. Elle manquait de grâce. Et voilà que Fellini lui indique le jeu de scène. Le géant se fait elfe. Il danse, c'est Méphisto puis Nijinski, il sourit, c'est l'Ange de Reims, il agite une branche imaginaire. On croit sentir l'odeur du mimosa...

Se rappeler toutes les mers qu'il nous a données, ces plages inventées plus douces que les vraies, ces humbles océans clapotant sur un terrain vague et déchaînés de poésie par la magie d'un enchantement. Sur la *Cité des femmes* encore. Cette scène balnéaire. Tout était faux, la plage droit le sable avait été changé trois fois « parce qu'il n'était pas aussi doré qu'à Rimini », et l'Adriatique, évidemment. L'eau bleue retenue par des bâches en plastique semblait muer par une

marée caline parce que des hommes en bleu, tournant des manivelles de limousine, se substituaient en coulisse à l'attraction de la lune. C'était beau.

Comme était beau le tournage de *E la nave va*, dernière valse avant l'apocalypse, croisier tragique et bouffonne où s'étaient embarqués pour respecter les dernières volontés d'une diva, directeurs d'Opéra, ténors sootiers, sopranos défranchis, plus un médium hongrois, quelques aristocrates lézardés. Et des naufrages serbes... Ce jour-là, la torpille devait frapper la salle des machines du monumental transatlantique, le *Gloria N*, construit par Dante Ferretti. Noces incertaines du feu et de l'eau... Chaudières d'acier éventrées, beaoté d'un décor inspiré, vingt mille lieux sous les rêves d'no démiurge régénéré. On est ébahi et béat. Soudain une brèche - une vraie - s'ouvre dans la fausse - cale inondée. En quelques instants, une tentation furieuse s'engouffre dans le studio, le transformant en marais, en cloaque. Les ordres claquent. Un homme-grenouille portant une torche enflammée court sur ses pieds palmés, on déverse des tonneaux de sable, on lance des planches en guise de gué. On va, vient, crie, se croise et s'objecte. Fellini, impassible et distant, attend que l'océan repare ce désastre mineur. Il travaille, rien ne l'atteint.

Un seul mot : « Silenzio »

Il n'y aura pas de vingt-cinquième heure, pas de vingt-cinquième film. Se rappeler donc le dernier, le vingt-quatrième, la *Voce della luna*, assez mal aimé, où pourtant Fellini dénonçait comme jamais l'aridité de notre imaginaire et la cacophonie de nos vies. Se rappeler la fin de cet opus ultime. Mirage grossissant, sur la place du village, la foule se cootemplait sur des écrans géants, la frénésie se multipliait,



c'était la mise en abyme de la créolité. La lune venait d'être capturée par une moissonneuse-batteuse. Heureusement, elle reprenait bientôt sa place dans le ciel et son visage de femme. Ne prononçant qu'un mot, un seul mot, d'une triomphante obséité : *Publicità*. C'est alors qu'à la *voce della luna* se superposait la *voce del maestro*. Il ne disait lui aussi qu'un seul mot : « *Silenzio* ».

Se rappeler enfin le *Voyage de Mastroianni*. Le film qui n'existe pas, remis en chantier tant de fois, film mythique, conjuratoire, impossible. Federico Fellini en parlait, disait : « Avec une terrible instance, il a survécu à tous les films que j'ai faits, il n'a cessé de m'accompagner, de me suivre,

d'être la victime d'obstacles inexplicables, suspicion, superstition, maladie... » Un jour, on avait osé demander quel en était le sujet. Et Fellini avait répondu : « *Un voyage. Le voyage. Un homme s'endort, se réveille. Tout est pareil et tout est différent. Il vit une vie qu'il sait être la sienne mais qu'il ne reconnaît pas. Il est mort. Non, je ne veux pas trop parler de cela, de nouveau rôle autour du projet une atmosphère de doute étrange.* »

On voudrait croire que Fellini a rejoint Mastroianni. Qui l'atteindrait pénétré au bastingage du paquebot d'Amarcord, faisant un signe de la main et lui disant : « Tu vois Federico, ce n'était que cela. »

D. H.

« Deuil national » à Rome

ROME

de notre correspondante

« Addio Fellini, addio Maestro... » « Addio Federico, génie italien, le monde entier te pleure ! ». Lundi matin 1^{er} novembre, les gros titres de la presse italienne sont à l'unisson, tristes, mais presque soulagés. La longue et pénible agonie s'est enfin achevée dimanche 31 octobre, à Rome, peu avant 13 heures. Défaillant tout pronostic, Federico Fellini avait réussi à survivre depuis plus de deux semaines, suspendu aux machines qui l'aidaient à respirer, comme si, malgré son coma, le cisteoste avait loconseulement voulu durer au moins jusqu'à la date du 30 octobre, jour du cinquantième anniversaire de ses noces avec l'actrice Giulietta Masina.

Comme pour une catastrophe, ou un cataclysme majeur, l'annonce de ce deuil national est venue bouleverser tous les programmes des télévisions, qui se sont interrompues pour donner la nouvelle. Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, s'est rendu parmi les premiers auprès de la dépouille mortelle, pour témoigner en personne de « l'admiration de tout le peuple italien envers ce génie », « ce grand poète civil », comme le définira à son tour le chef du gouvernement Carlo Azeglio Ciampi.

Et puis dans l'après-midi de dimanche, ce fut au Policlinico de Rome, canalisé par un service d'ordre renforcé, le long défilé des amis, acteurs, réalisateurs, « gens ordinaires » que le « maestro » savait si bien croquer. Un défilé plein de discrétion et de retenue. Frappée au cœur il y a plus de quinze jours lors de la nouvelle attaque de Fellini, l'Italie a déjà tout dit, tout évoqué, dans d'innombrables magazines et émissions spéciales. Une chaîne de télévision avait même déjà annoncé sa mort par erreur, comme pour exorciser l'inévitable avant l'heure. A moins que ce ne soit pour faire oublier cette agonie

aussi angoissante que surréaliste, avec ses campements de journalistes et factios au bord de l'hôpital, ses vendeurs de boissons et de sandwiches, ou encore ces trois mages veus de Brescia un jour pour « communiquer avec l'esprit du Maestro » et qui sont repartis dans la nuit.

Une atmosphère truculente et féroce que n'aurait pas désavouée Fellini, y compris sans doute, l'épisode le plus sordide, celui de cette photographie sans pitié prise de lui, entouré de tubes et de machines et que la presse italienne, unanime, avait refusé de publier.

Giulietta Masina, très affaiblie elle aussi par l'épreuve et la maladie, est restée chez elle dimanche, se bornant à indiquer qu'elle préférait, au lieu de fleurs, des dons pour la maison de retraite des artistes. Le corps de son mari devait être porté, lundi, dans une chapelle ardente improvisée au plateau 5 de Cinecittà, le studio fétiche de Fellini, où il tournait de ses films. En toile de fond restera campé le décor d'*Intervista*, avec des projecteurs braqués sur un ciel azur.

Les funérailles religieuses auront lieu mercredi, comme toutes les grandes cérémonies nationales, dans l'église de Sainte-Mario-des-Anges. Vieux ami du cinéaste, le cardinal Achille Silvestrini, qui lui avait déjà administré l'extrême-onction, célébrera la messe, et du même coup les retrouvailles solennelles avec le Vatican qui, dans le passé, a crié au scandale à la sortie de la *Dolce Vita*, mais qui, aujourd'hui, a ajouté son hommage ému à tous les autres.

Pour honorer Fellini, les initiatives déjà se succèdent : une place portera son nom dans sa Rimini natale, et peut-être aussi une école de cinéma. Mais le plus bel hommage lui a été rendu par les télévisions, qui presque toutes, dimanche soir, ont diffusé son *Amarcord*.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire également pages 17 et 18

La voce del maestro

Les premières questions que l'un posait à Federico Fellini richaieient toujours sur un homme accablé qui répondait, avec une fousse bannière violente manifeste, qu'il avait déjà tout dit, qu'il aimerait bien être agréable à son interlocuteur, pourtant... Cette fuite devant l'obligation d'expliquer son travail, de justifier le bouillonnement douloureux et allégre de la création, apparaissait soudain si légitime que le questionneur au bord de l'asphyxie, confus de son indiscrétion, n'obéissait qu'à un seul mot : « *Silenzio* ».

CRÉATION : « Coordonner le chaos, voilà ce que je fais. Pas d'une manière totalement inconsciente, car si technique il y a, elle est là, dans la rigueur que je mets à obtenir le flou, l'impalpable. De cet aspect artisanal de mon travail, je pourrais parler longtemps, mais en général, ça n'intéresse personne ou préfère m'interroger sur « l'inspiration », le « message », la « signification » des images, comme si j'en savais quelque chose... Je crois ne jamais avoir dit : « Je vais faire un grand film. » Il y a un mécanisme qui se déclenche automatiquement et qui m'avertit que je peux faire « un » film. C'est un sentiment de dédain, de rancœur, d'antipathie contre ce film à venir, contre son producteur... l'entre dans cet état de complète déconsidération de ce que je me prépare à faire, c'est le signal, je suis prêt. Comme la bouteille que l'on casse contre le flanc du navire suffit à lui faire prendre la mer. »

RÊVES : « Le cinéma est déjà un rêve. Le langage du rêve est celui du cinéma : apparitions, disparitions, ellipses du temps, dilatation de l'espace. Plus que des personnages rêvés, j'ai pu mettre dans certains de mes films une lumière, une perspective... Celui qui a su d'une façon inimi-

table s'approcher au plus près de l'atmosphère, de l'impalpabilité, de l'ineffabilité des rêves, est Bunuel. Son cinéma rêve à notre place. »

TÉLÉVISION : « La réalité, la tragédie, la vie n'apparaissent plus qu'à travers le petit écran, n'existent plus hors du petit écran. Désormais, nous ne pouvons plus attester de nous, au maximum, qu'une réaction de spectateurs, annihilant toute velléité de réflexion et presque d'émotion. La télévision a mutilé notre capacité de solitude, a violé notre dimension la plus intime, la plus privée, la plus secrète. Enchaînés par un rituel envahissant, nous fixons un cadre lumineux qui vomit des milliards de choses s'annonçant les unes les autres, dans une spirale vertigineuse. »

« La paix ou revient que lorsqu'on éteint. A 11 heures, à minuit, pèse sur nos épaules une grande fatigue obligatoire. Nous allons vers notre lit chargés d'une vague mauvaise conscience, et dans le noir, les yeux fermés, nous tentons de renouer, comme un fil cassé, le silence intérieur qui nous appartenait. »

AMÉRIQUE : « Le cinéaste américain a été pour moi bien davantage qu'un point de référence, un creuset des merveilles, il a aussi été une protection, psychologique. J'étais en province : mon enfance, je l'ai vécue sous le fascisme, j'ai reçu une éducation petite-bourgeoise. La vie était assez sinistre : d'un côté, l'Eglise catholique, de l'autre, le mythe de Spartacus, l'exaltation de la guerre, du « bonheur » de mourir pour la patrie. Il fallait être un héros ou un saint... »

« Et là-dessus, le cinéma américain, l'image d'une vie tellement plus joyeuse, divertissante, sympathique, d'un optimisme sans doute excessif, un autre monde. L'image que l'Amérique a su donner d'elle-même dans les années 30 à travers son cinéma me la fait encore aimer aujourd'hui. »

« FELLININIEN » : « Je n'ai jamais très bien compris la signification de cette épithète. Sauf lorsqu'elle s'applique aux femmes, je vois alors, évidemment, des attributs follement généreux... Mais pour le reste, c'est beaucoup plus vague. Extravagant ? Surréaliste ? Un peu monstrueux ? Bizarre ? Rien de tout cela ne me ressemble. »

TITRES : « Ils viennent souvent tout de suite, comme une petite lumière qui déjà éclaire le reste de la route. Une exception, cependant, *Amarcord*, que je voulais d'abord intituler *Viva l'Italia* puis le *Bourg*. Enfin m'est arrivé ce mot du dialecte romagnol, « *amarcord* », qui évoque « aimer », « amer », et « ricordo », souvenir... *Amarcord* m'a plu, bien qu'au début il m'ait fait plutôt penser à une marque d'apéritif... »

Quant à *Intervista*, je voulais l'appeler ainsi, mais en japonais. J'imaginais que la traduction du mot « *interview* » donnerait un vocable cabalistique et suave du genre de « *Ra-shô-man* ». Je me suis renseigné. Hélas, « *interview* » en japonais se dit : « *interview* ».

« HUIT ET DEMI » : « J'ai été très près de l'abandonner. La construction des décors était commencée. Marcello Mastroianni engagé. Je suis morté dans mon bureau et j'ai commencé à écrire une lettre au producteur, Rizzoli : « *Cher Angelo*, cette lettre te surprendra, te chagrinerait mais je ne peux tourner ce film, je ne me souviens pas de ce que je voulais faire, je ne me souviens de rien. » A cet instant, j'ai entendu une voix qui m'appela, la voix du chef machiniste, un certain Gasparini, qui disait : « *Oh! Dottore! C'est l'Université de Mendocino! Il offre une bouteille de vin, vous ne venez pas boire vous aussi?* » J'ai interrompu ma lettre, je suis descendu rejoindre Gasparini, je suis entré sur le plateau où était construite la ferme du début, la ferme de la grand-mère. Tous les

ouvriers étaient là, un verre de mousses à la main. C'était une scène pastorale, dans cette lumière averse. Et tous, en levant leur globelet de carton, m'ont salué : « *Dottore, ce film-là sera le plus beau du monde. A votre santé!* » Je me suis senti mourir de honte. »

Je ne suis pas remonté tout de suite dans mon bureau pour finir ma lettre. Je me suis assis dans le petit jardin qui ressemblait à un cloître, sur le banc de pierre, regardant la pointe de mes souliers. Me disant : « Quelle situation incroyable, je ne sais même plus qui est le héros de ce film. Un avocat ? Un ingénieur ? Un écrivain ? Un journaliste, vraiment, un metteur en scène qui ne se souvient pas du film qu'il doit faire. Et voilà, je suis remonté. J'ai déchiré la lettre et j'ai tourné l'histoire d'un metteur en scène qui ne se souvient pas du film qu'il doit faire... »

ÉLOGES : « Un accueil favorable me fait plaisir. Mais je dois admettre que, par un penebant masochiste, je suis plutôt tenté de croire qu'il parle mal d'un de mes films. Ce complexe d'infériorité, d'origine indubitablement religieuse, provient aussi du fait que je n'ai jamais respecté les règles, ni comme étudiant, ni comme mari, ni comme citoyen, ni comme soldat. Je n'ai jamais fait mon devoir, jamais, il est évident que cela doit se payer, tôt ou tard. »

MESSAGE : « Je n'ai aucune indication à donner aux spectateurs ni aux gens qui m'entourent. Ni à moi-même, si ce n'est : Retourne à Cinecittà demain matin, et fais un autre film... Je n'ai rien à dire. Le seul message que j'ai à délivrer est celui de ma confusion d'esprit, de mon adhésion à la vie, de ma façon « spiralesque » de tourner toujours dans la même ronde... »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANIN entre 1977 et 1993

Les réactions

La mémoire du cinéaste italien a été saluée par de nombreuses personnalités, culturelles ou politiques. A côté de l'émotion (*« nous avons perdu notre maître »*), s'est exhalée la comédie enroulée de Mastroianni, ministre grec de la culture) et des hommages rendus à son génie créatif, la disparition du metteur en scène est ressentie, en France notamment, comme un symbole au moment où la culture européenne peut sembler menacée. Pour François Mitterrand, « ses dernières créations, comme les difficultés qu'il dut surmonter pour les réaliser, sont le symbole même de l'actualité du combat pour la culture ».

Si Jacques Toubon, ministre de la culture, se met au rang de ceux qui « depuis quarante ans [attendaient] le prochain Fellini comme une promesse de bonheur », son prédécesseur, Jack Lang, relève que le metteur en scène s'est « battu pour que le cinéma reste un art libre et souverain et puisse échapper à la concurrence sauvage et meurtrière de certaines télévisions commerciales ». Pour Claude Brulé, président de la Société des auteurs compositeurs dramatiques (SACD), qui comptait Federico Fellini parmi ses membres, « cette œuvre nous demande plus fortement encore d'être les défenseurs de la sauvegarde, de la liberté de toutes les œuvres, non seulement dans notre Europe menacée, mais dans le monde entier ».

Daniel Toscani du Plantier, qui a produit quatre de ses films, souligne qu'« il était le modèle indispensable ». Avec lui, a-t-il dit, c'est la dernière étape de la mort du cinéma italien. Il représentait la synthèse de deux courants, celui du cinéma de spectacle, et celui du cinéma d'expression corporelle. Il a fait la fusion des deux. Gilles Jacob, délégué général du Festival de Cannes, évoque l'œuvre d'« un de nos derniers humanistes ». A Beaune (Côte-d'Or), où les troisièmes Rencontres cinématographiques réunissent une centaine de réalisateurs de 25 pays, qui avaient, notamment, participé à un débat sur les droits d'auteur en Europe de l'Est, une minute de silence a été observée.

DANSE

THEATRE DE LA VILLE PARIS

2, 5 ET 6 NOV. 20H30

URS DIETRICH

Folkwang Tanzstudio d'Essen

Onno • Sanguis

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Fellini, le dompteur de rêves



Autoportrait de Federico Fellini (mars 1993)

cinéaste italien

Même à l'époque où on le disait « réaliste » (celle des *Vittelloni* et de *la Strada*), le regard de Fellini transparaît les êtres, les choses, les décors urbains, la nature, et cherchait l'âme, la pauvre âme blessée, derrière la vaine agitation, les passions et la misère des hommes. A travers des souvenirs de jeunesse, l'imagerie des comédiens ou baladins itinérants, l'errance d'individus pitoyables marchant sans le savoir vers la grâce, sur une route semée de ronces où l'on se déchire, avec la mort au bout.

Après avoir parlé de l'amour comme d'une souffrance et d'une rédemption, il en fit, *la Dolce Vita* venue, une obsession érotique participant à la décadence générale des mœurs et de la civilisation. Puis, à partir de *Huit et demi*, il devint ouvertement ce génie visionnaire qui allait, dans les années 60-80, dominer le cinéma italien et mondial - de son lyrisme fulgurant, de ses inventions visuelles baroques, de ses fantasmes reconstruits en termes de cinéma moderne, de sa conception désenchantée du monde et de la nature humaine.

A la ville, il laissait, avec cet humour qui ne l'a jamais quitté, se construire sa légende, alimentée par les médias. Ce personnage rond, massif, qui prenait des allures de mage pour ne pas déconcerter ses admirateurs, n'exprimait sa vérité profonde qu'à l'écran, revenant sans cesse à sa nostalgie de l'enfance et de l'innocence perdues, à sa représentation névrotique et haute en couleur de la femme idéalisée - mère et épouse, - et de la femme névrotique, femme aux chairs monstrueuses ou putain dévorante, de l'homme toujours poussé à la conquête amoureuse et découvrant son vide existentiel. Avec une maîtrise jamais démentie, Fellini aura géré son mal de vivre et de vieillir sur l'angoisse contemporaine, jusqu'à faire de son catalogue de fantasmes personnels des fables sociologiques.

Son style foisonnant, délirant, monumental, était celui d'un poète qui n'avait jamais fini avec ses rêves, avec le monde, avec lui-même. Même controversé (*Casanova*, *Prova d'orchestra*, *la Cité des femmes*), il aura jusque chez des destructeurs provoqué une intense fascination.

Federico Fellini naît à Rimini, petite ville d'Emilie (province de Forlì) sur la côte adriatique, le 20 janvier 1920. Son père est voyageur de commerce, sa mère femme au foyer. Il a un frère, Riccardo, une jeune sœur. Son enfance et son adolescence porteront l'empreinte d'un milieu petit-bourgeois. Élève médiocre en arithmétique et... en italien, le jeune Federico fréquente des lycéens religieux dont il garde de mauvais souvenirs. A huit ou neuf ans, il se serait échappé d'un collège pour suivre un cirque, comme il le racontera plus tard avec un luxe de détails. C'est une légende, parmi toutes celles qu'il se plaira à répandre sur son compte.

Des articles et des caricatures

Au même âge, il aurait découvert avec stupéfaction, dans les rues de Rimini, une énorme femme qui exerce le plus vieux métier du monde, « un monstre fabuleux et inquiétant, une sorte de *Moby Dick* ». Vrai ? Faux ? Peu importe. Plus sûrement, à dix-sept ans, Federico trafique avec de jeunes bourgeois oisifs qui rêvaient et se livrent à des farces pueriles. Comme il a des dons pour le dessin, il gagne un peu d'argent en faisant des caricatures sur la plage et dans les cafés. En 1939, sans donner aucune explication, il quitte Rimini et s'en va à Florence, travaille chez un éditeur, Nerbindi, collabore au périodique satirique *420*, qui lui demande des scénarios pour les épisodes fantastiques d'une série de bandes dessinées.

Fort de ce bagage de journaliste, Federico Fellini monte à Rome au printemps 1939. Il est bientôt engagé dans un hebdomadaire humoristique, le *Marc'Aurelio*, pour lequel il écrit des articles et dessine des caricatures, rédige aussi, peut-être, une rubrique de courrier du cœur dans un magazine spécialisé. Il aurait également participé à une tournée théâtrale avec la compagnie d'Aldo Fabrizi, acteur très populaire auquel le lie une vive amitié : celui-ci l'a introduit dans le milieu cinématographique, en le faisant participer à des scénarios de films de Mario Bonnard et Alfredo Guarini à partir de 1939. En 1943,

Fellini, qui a réussi à échapper à ses obligations militaires, est engagé au bureau des sujets d'une société de production : il y rencontre Roberto Rossellini.

Et une petite bonne femme au visage rond, interprète des sketches à deux personnages qu'il écrit pour des émissions radiophoniques. Elle s'appelle Giulietta Masina. Fellini l'épouse le 30 octobre 1943. A la Libération, il ouvre avec quelques amis une boutique, *The funny face shop*, où les soldats américains viennent se faire photographier et caricaturer. L'entreprise prospère et ouvre plusieurs succursales. Un jour, Rossellini vient chercher Fellini pour collaborer à un projet de court métrage. Ce sera, finalement, le scénario (écrit avec Sergio Amidei) de *Rome ville ouverte*, découverte majeure du premier Festival international de Cannes en 1946.

Fellini participe alors comme scénariste aux films suivants de Rossellini, *Paisa* (1946), *le Miracle* (1948), moyen métrage qui sera réuni à *la Voix humaine* pour former *Amore* et dans lequel il interprète le rôle d'un vagabond engrossant une bergère simple d'esprit (Anna Magnani) qui le prend pour saint Joseph, *Onza Fioretti de François d'Assise* (1950), *Europe 51* (1952). A la même époque, il travaille comme scénariste pour Pietro Germi (*Au nom de la loi*, *le Chemin de l'espérance*) et Alberto Lattuada (*le Crime de Giovanni Episcopo*, *Sans pitié*, *le Moulin du Pô*). Années cruciales : Fellini prend conscience que, autant sion plus que l'écriture et le dessin, le cinéma est un moyen d'exprimer un univers personnel, d'aboutir à une création complète.

De Rossellini, Fellini retiendra la vérité « documentaire » et les intentions métaphysiques, de Lattuada, le goût du lyrisme et de l'érotisme dans les chroniques sociales. C'est avec Lattuada, qu'il écrit et réalise son premier film, *Jeux du music-hall* (1950), histoire d'une jeune provinciale qui s'introduit dans une troupe de comédiens ambulants dont elle séduit le chef minable, pour devenir vedette d'un spectacle de variétés proposé dans les campagnes. Ce film est construit sur le personnage interprété par Carla del Poggio, la compagne de Lattuada, dans l'ombre de laquelle Giulietta Masina joue l'épouse dévouée et fidèle du minable (Peppino de Filippo). La part de chaque cinéaste à la mise en scène est difficile à établir, car le monde de Lattuada l'emporte sur l'esquisse de l'univers fellinien.

Le Cheik blanc (1952, tiré aussi, en français, *Courrier du cœur*) marque, en fait, les vrais débuts de Fellini, démythifiant avec un humour grinçant l'univers sentimental aliénant des *romans-photos* lancés en Italie par les publications à bon marché des éditions Rizzoli, Mondadori et Del Duca). En voyage de nocces à Rome, une provinciale vit une aventure désolée en voulant rencontrer le « Cheik blanc », héros de la presse du cœur, acteur veule et vulgaire marié à une virago aux formes opulentes. Deux actions parallèles alternent sur un rythme rapide. Ambiances insolites, personnages pittoresques, vies racontées et femmes monstres : l'univers de Fellini se précise. Giulietta Masina tient un court rôle de prostituée au bon cœur... nommée Cabiria. Le film marque également la première collaboration avec les scénaristes Tullio Pinelli et Ennio Flaiano (elle durera jusqu'en 1965, *Juliette des esprits*) et avec le musicien Nino Rota (mort en 1979; ses compositions « fellinienes » le rendront célèbre dans le monde entier).

I Vitelloni (1953), qui révèle Fellini en France, transpose dans les années 50 à Rimini les souvenirs de jeunesse du réalisateur (dont le frère, Riccardo, fait partie de la bande des oisifs à l'adolescence prolongée). Première œuvre autobiographique, encore placée sous l'influence du « néo-réalisme » mais décollant plusieurs fois dans les rêves désolés, les fêtes tristes, les fantasmes nocturnes. *I Vitelloni* reçoit un Lion d'argent au Festival de Venise 1953.

1954 : *la Strada* sur l'événement, la consécration de Giulietta Masina en femme-enfant simplette, vendue à un hercule de foire, trébuchée sur les routes d'Italie, dans un monde pauvre et rude. Gelsomina ballottée entre son maître, brute inconsciente, et un clown-poète surnommé le Fou, Gelsomina comme habitée de douceur franciscaine et

qui doit mourir pour que s'éveille la conscience de Zampanò (Anthony Quinn). Tout paraît quotidien, à l'allure d'un fait divers, mais le néo-réalisme des méthodes de tournage est transfiguré par le merveilleux des fables, qui confine au fantastique.

Dans *Il Bidone* (1955), étude de mœurs sur les escroqueries à la petite semaine, Giulietta Masina tient un rôle secondaire en épouse petite-bourgeoise de Richard Basehart, le « Fou » de *la Strada*. C'est sur Augusto, le grand « bidonneur » (l'acteur américain Broderick Crawford), que se porte l'éclairage moral de ce film touffu, étrange et passionnant, où le thème de la rédemption selon *la Strada* revient dans un parcours douloureux, semé d'épreuves humiliantes. Entre réalisme social et angoisse mystique, la fin est superbe.

De prodigieux travaux de studio

Autre film sur et pour Giulietta Masina, *les Nuits de Cabiria* (1956) ou les mésaventures d'une pauvre prostituée romaine (celle entrevue dans *le Cheik blanc*) qui croit à l'amour et à la pureté des sentiments, incarne l'innocence, se fait constamment rouler, manque d'être assassinée mais garde en la vie une inaltérable confiance. Fellini précise qu'il n'a pas réalisé un film sur la prostitution mais sur « l'histoire d'une femme qui, traînant une vie misérable, a une charge de fantaisie et de sentiment qui transforme chaque chose ». Autre variation sur la rédemption, ici avec le sourire final de la Masina, qui obtient le Grand Prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes 1957.

Trois ans plus tard, le Festival de Cannes voit se rencontrer deux films italiens traitant de l'angoisse du monde moderne et s'écartant du langage cinématographique traditionnel : *la Dolce Vita* de Fellini et *l'Aventura* de Michelangelo Antonioni. Ils figureront tous deux au palmarès mais c'est *la Dolce Vita* de Fellini qui remporte la Palme d'or. Le film cause une énorme scandale en Italie, dans les milieux ecclésiastiques et mondains, et remporte un énorme succès commercial qui repose sur un malentendu (les scènes érotiques).

Sur les traces d'un chroniqueur de journal à grand tirage (Marcello Mastroianni, en pleine mutation à trente-cinq ans), Fellini met en scène un hallucinant enfer social. Une statue géante de Jésus aux bras étendus se balance sous un hélicoptère au-dessus de la place Saint-Pierre, un faux miracle fait courir les foules, une milliardaire désexée se conduit comme un patain, une star de cinéma extravagante (Anita Ekberg) se baigne dans la fontaine de Trevi, un intellectuel incapable d'affronter la vie antrement que d'une manière esthétique se suicide après avoir

tué ses enfants, les fêtes tristes du sexe se déroulent dans les villas somptueuses d'une classe qui n'existe plus que par son argent. L'Apocalypse est proche. A l'aube, des noces hâtives voient un poisson monstrueux échoué sur une plage. Mais le sourire d'une jeune fille qui passe, symbole de l'ange (Valeria Ciangottini), semble suggérer à Mastroianni, déjà devenu le double du cinéaste, que tout espoir n'est pas perdu.

La Dolce Vita, fresque admirable et démentielle, marque une rupture définitive avec le néo-réalisme ou ce qu'il en restait. Après un sketch de *Boccaccio 70*, la Tentation du docteur Antonio (1961), où il régle ses comptes avec le moralisme étroit des bien-pensants en lançant sur eux Anita Ekberg en femme géante et inassouvie, Fellini tourne *Huit et demi* (1962) où il s'incarne en Marcello Mastroianni, metteur en scène de cinéma quinquagénaire soignant une dépression nerveuse dans une station thermique, tout en cherchant à préparer un nouveau film. En proie à l'impuissance créatrice, tourmenté de souvenirs et de visions qui lui font perdre contact avec la réalité, le personnage cinéaste se perd dans un labyrinthe d'images en noir et blanc, magnifiques et funèbres, dont les violents contrastes reflètent le psychisme d'un auteur en perdition.

Cet admirable langage de fantasmes visuels marque le pas dans *Juliette des esprits* (1965), essai en couleurs d'une psychanalyse de Giulietta Masina en petite-bourgeoise folle trompée par son mari.

A lire

- *Amarcord*, de Tonino Guerra et Federico Fellini (Gallimard, 1974).
- *Le Boutique des visages défilés*, de Federico Fellini. Les archives photographiques du cinéaste (Ed. Jade, 1988).
- *Fellini par Fellini*, entretiens avec Giovanni Grazzini (Flammarion, 1987).
- *Interviews. Bloc-notes d'un metteur en scène*, de Federico Fellini (Flammarion, 1987).
- *Propos*, de Federico Fellini (Buchet-Chastel, 1987).
- *Dossier Postif. Anthologie de textes parus dans le revue sur les films de Fellini* (Rivages, 1988).
- *Du crayon à la caméra*, catalogue de l'exposition des dessins de Fellini qui s'est tenue à Bruxelles en janvier-février 1989, présentée par Pier Merco De Santi (Revue belge du cinéma, numéro 25, 1989).
- *Cinecitta*, de Federico Fellini (Nathan, 1989).
- *La Création selon Fellini*, de Jean Collet. Essai d'interprétation de l'œuvre (Coril, 1990).
- *Fellini, le Cheik blanc : l'annonce faite à Federico Fellini*, de Jacqueline Risset (Adam Biro, 1990).
- *Fellini, réimpression du numéro 45 de la revue l'Arc* (Dupontchelle, 1990).
- *Giulietta*, récit de Federico Fellini (De Fallois, 1990).
- *Voyage à Tulum : sur un projet de Federico Fellini pour un film en devenir*, de Milo Manara et Federico Fellini (Castelman, 1990).
- *Les Propos de Fellini*, (réimpression chez Ramsay poche « Cinéma » 1993).

A voir

Si l'on est encore loin d'une intégrale en vidéocassettes, quelques-unes des œuvres majeures de Fellini ont été éditées, en version originale sous-titrée, dans la collection « Les films de ma vie ». Ce sont *la Strada*, *la Dolce Vita*, *Huit et demi* et *la Voce della luna* - 149 F la cassette.

La nouvelle collection Studio de eters de MGM/UA Home vidéo, consacrée aux acteurs américains, a pourtant retenu quelques grands réalisateurs. C'est donc dans cette collection que l'on peut trouver, en version originale sous-titrée, *Fellini Satyricon* et *Fellini Roma* - 137 F la cassette.

Fellini inonde l'écran d'un torrent d'images, sans arriver à convaincre que cette exploration mentale fait découvrir la propre personnalité de sa Juliette. L'épouse-vedette, absente de ses films depuis *les Nuits de Cabiria*, ne tournera plus avec lui avant *Ginger et Fred* en 1985. On dirait que Fellini piétine encore un peu avec *il ne faut pas parler sa tête avec le diable*, sketch de *Histoires extraordinaires* (1967) d'après Edgar Poe, marquant le début de sa collaboration avec le scénariste Bernardino Zapponi (à l'exception d'*Amarcord*, ils travailleront ensemble jusqu'en 1979).

Puis Fellini, qui ne tourne plus qu'en couleurs, entre dans l'ère des grands spectacles baroques parcourant en tous sens le champ de l'imaginaire. Sa propre vision du roman de mœurs du temps de Néron, attribué à Pétrone, *Fellini Satyricon* (1969), fait des lieux de débauche et des fêtes de la Rome antique un cauchemar de décadence. Ni historien, ni archéologue, mais cinéaste moraliste et génie de l'évocation visuelle, Fellini suggère que la civilisation contemporaine en est arrivée au même point de désordre et de déliquescence. En 1970, il tourne pour la télévision *les Clowns*, reportage qui finit par transformer la réalité en apothéose lyrique. En 1972, *Fellini Roma* invente une chronique mêlant images réalistes, images mentales, projections dans le passé, portraits-fresques d'une ville qui reste pour lui unique et mystérieuse. Spectacle d'une superbe demeure, où le quotidien et l'intimité trouvent pourtant leur place.

Tous ces films se distinguent aussi par un prodigieux travail de studio, comme si Fellini se voulait maître de toute réalité tout autant que de l'imaginaire. *Amarcord* (1973), mot du patois de l'Emilie signifiant « Je me souviens », écrit avec Tonino Guerra, est l'évocation de sa jeunesse à Rimini dans les années du fascisme : vie de tous les jours, sexualité, religion, politique, reconstruction par le fantasme et l'imaginaire d'un monde devenu anachronique. Cela commence et finit par une célébration du printemps. La majestueuse apparition du paquebot *Rex*, toute d'artifice revendiqué, reste comme l'un des sommets du cinéma de Fellini.

Il s'attaque ensuite à un mythe érotique auquel il semble qu'il ait voulu faire la peau : celui de Casanova. Cette « biographie », librement inspirée de l'autobiographie du séducteur, s'intitule *la Casanova de Fellini* (1976), avec l'acteur américain Donald Sutherland dans le rôle de Giacomo Casanova. Un budget colossal (6 milliards de lire) pour une superproduction tournée, non sans obstacles et interruptions, entièrement à Cinecitta. Fellini, qui détestait le personnage de Casanova, s'est acharné à détruire la légende, faisant de son « héros » un homme-machine sexuelle, pantin fanfaron de son sexe qui ne lui apporte ni joie ni plaisir, et mettant ainsi à mal les prétentions de la virilité triomphante.

Beaucoup plus modeste, *Prova d'orchestra*, film à petit budget pour la télévision (1978), sera

regardé comme une fable sociale, métaphore du désordre où sombre l'Italie prise à bascule dans le fascisme, quand Fellini affirme qu'il s'agit d'un « apologue éthique », où la cacophonie d'un orchestre durant les répétitions ne sert qu'à mettre en valeur l'harmonie qui lui succède. *Prova d'orchestra* est dédié à Nino Rota, disparu le 10 avril 1979.

Fellini repart ensuite de plus belle dans les œuvres d'introspection, avec *la Cité des femmes* (1980, encore un tournage coûteux et mouvementé), où il confie le personnage de Snaporaz, quinquagénaire obsédé sexuel et confronté au mouvement féministe, à son « double » Marcello Mastroianni. Nouveau voyage dans son univers intérieur, avec récession, au cours d'un hallucinant spectacle, de ses rapports d'homme et de cinéaste avec les femmes qui ont influencé son enfance, puis peuplé et envahi ses films. Il se rend compte alors qu'il ne sait presque rien d'elles sinon qu'elles tissent le destin de l'être masculin.

Assez mal accueilli au Festival de Cannes 1980, attaqué en Italie par les féministes criant à la manipulation et à la misogynie, *la Cité des femmes*, qui donne une vision peu flatteuse du cinéaste parvenu à ce point de son autobiographie rêvée, est pourtant d'une grande originalité dans la mise en scène : ce n'est plus un bout-à-bout de fantasmes, mais une construction onirique, obéissant à la logique d'un rêve dont la première scène ouvre les portes.

Cinq Oscars pour son œuvre

Fellini a maintenant soixante ans. La production cinématographique italienne, laminée par la télévision privée, est en plein marasme. Les temps sont incertains. Fellini écrit deux films avec Tonino Guerra. *Il vogue le navire* (1983), situé en juillet 1914 au cours d'une croisière où l'on accomplit de décadence. Ni historien, ni archéologue, mais cinéaste moraliste et génie de l'évocation visuelle, Fellini suggère que la civilisation contemporaine en est arrivée au même point de désordre et de déliquescence. En 1970, il tourne pour la télévision *les Clowns*, reportage qui finit par transformer la réalité en apothéose lyrique. En 1972, *Fellini Roma* invente une chronique mêlant images réalistes, images mentales, projections dans le passé, portraits-fresques d'une ville qui reste pour lui unique et mystérieuse. Spectacle d'une superbe demeure, où le quotidien et l'intimité trouvent pourtant leur place.

Plus guère d'échappatoire pour *Ginger et Fred* (1985), où repartit Giulietta Masina au côté de Marcello Mastroianni en couple d'artistes de variétés vieillies et humiliées. Fellini s'en prend, avec une fougue vengeresse, à la télévision publicitaire en quête d'audience, à ses pompes ridicules, à son exhibitionnisme atroce qui écrase tout ce que le cinéaste aimait dans le spectacle, la tendresse et la dignité des artistes. On ne sait plus où va le cinéma, s'il y aura même encore un cinéma dans les années à venir.

Intervista (1986, avec la collaboration de Gianfranco Angelucci au scénario), fait mine de raconter une interview de Fellini par une équipe de télévision japonaise, à Cinecitta où il est censé préparer le tournage de *l'Amérique d'après Kafka*. Prétexte pour le cinéaste à une évocation de ses débuts par une promenade dans le temps à travers les studios. Mais il en reste un goût amer de monde enfui, ruiné... Signe des temps : c'est Roberto Benigni, comique de la nouvelle génération, qui incarnera le rêveur égaré sur la Terre dans *la Voce della luna* (1990), film ultime sans aucune structure narrative, s'en allant dans le flou, le décau, au gré de l'imaginaire, mais fustigeant les méfaits de la télévision et la civilisation d'aujourd'hui. La voix de celui qu'on appelait « le maestro » se fait toujours entendre.

Au cours de sa carrière, Fellini avait reçu cinq Oscars : pour *la Strada*, *les Nuits de Cabiria*, *Huit et demi*, *Amarcord* et l'ensemble de son œuvre (en 1993).

JACQUES SICLIER

Le « national » à Rome

La mort

Les réactions

Avec des pertes de 4,8 milliards de dollars en 1992

Les compagnies aériennes victimes de leur surcapacité

■ L'ASSOCIATION DU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL (IATA), dont Pierre Jeannot est le directeur général, se réunit en assemblée générale à Daillee, aux États-Unis, les lundi 1^{er} et mardi 2 novembre, dans un climat marqué par d'extrêmes difficultés pour toutes les compagnies aériennes : victimes de leurs surcapacités, elles se sont lancées dans des programmes de redressement drastiques.

■ LUFTHANSA A ANNONCÉ LA SUPPRESSION DE 8 000 EMPLOIS D'ICI À LA FIN DE 1994. En Europe, seuls Swissair et le géant British Airways ont dégagé des bénéfices en 1992.

■ LE NOUVEAU PRÉSIDENT D'AIR FRANCE, Christian Blanc commencera, mardi 2 novembre, ses consultations avec les syndicats. Des divergences demeurent entre la direction et les organisations syndicales sur le menu de mener la concertation après plusieurs jours d'un conflit très dur. Des erreurs de travail sporadiques ne sont pas à exclure à l'issue des assemblées générales des personnels qui auront lieu mardi dans la matinée. Air France indique cependant que le trafic redonne progressivement normal depuis samedi 30 octobre. 63 vols étaient prévus au départ de Roissy lundi 1^{er} novembre et 12 au départ d'Orly. À partir du 2 novembre, il n'y aura plus de déroutement vers les aéroports de Lille, Beauvais ou Bruxelles.

On croyait en 1991 que l'industrie du transport aérien avait touché le fond du gouffre. Marquée pour la première fois de son histoire par un recul du trafic, elle avait perdu 4 milliards de dollars cette année-là. Certes, l'année 1992 s'annonçait mauvaise - l'Association du transport aérien international tablait sur 2,6 milliards de dollars de pertes - mais les transporteurs devaient pouvoir, au prix de plans de restructuration sévères, remonter la pente. La guerre du Golfe était loin, même si les effets de la récession continuaient de se faire sentir.

Erreur : 1992 aura vu les pires résultats du secteur. Avec des pertes de 4,8 milliards de dollars sur les lignes internationales régulières, les compagnies aériennes enregistrent un triste record. Ces mauvais résultats ne peuvent être imputés au trafic comme par le passé. Le nombre total de passagers transportés sur les services réguliers internationaux et intérieurs a augmenté de 5,7 % en 1992, alors qu'il avait chuté de 4,4 % l'année précédente. Pour les seuls services internationaux réguliers, le trafic a progressé de plus de 10 %.

« La surcapacité a été le principal facteur, inéluctable, responsable de cette situation qui a notamment entraîné de longues guerres des prix acharnées », explique le rapport annuel de l'IATA. Une partie des avions commandés durant les années fastes ont encombré les bangars ou volé à moitié vides. En effet, le coeffi-

cient moyen de remplissage des avions est resté le même qu'en 1991, année durant laquelle il avait reculé de 2,6 %. Après des luttes sans merci au-dessus de l'Atlantique nord, on a vu des compagnies européennes, comme la Lufthansa, Air France ou la néerlandaise KLM, se livrer bataille dans le ciel européen. Les dessertes entre les deux Amériques souffrent également d'une surcapacité. Même chose pour le Pacifique nord.

Des plans de restructuration drastiques

En Europe, seules British Airways et Swissair ont dégagé des bénéfices en 1992. Les autres - Air France en tête, suivie par Iberia - ont plongé dans le rouge. Les compagnies aériennes ont dû entreprendre des plans de restructuration drastiques. D'abord, plus sévères qu'il y avait un temps de retard. D'abord, en abandonnant les activités marginales, et recourant plus facilement à la sous-traitance. En 1993, les compagnies membres de l'IATA ont supprimé au moins 50 000 emplois et, depuis la crise, un millier de livraisons d'appareils ont été annulées ou retardées.

Les compagnies américaines ont taillé dans leurs effectifs et leurs flottes. Licenciements et retraits d'avions sont venus compléter, à partir de la fin 1992, des premiers plans d'économies jugés insuffisants. American Airlines a

prévu quelque 5 000 licenciements et le retrait de 29 McDonnell Douglas DC10. En mars, Delta Airlines annonçait le licenciement de 600 pilotes et le retrait de 12 Airbus A-310 et de 16 Boeing 727. United a prévu, en janvier, 2 800 licenciements, l'annulation de 2 000 embauches, ainsi qu'une réduction de salaires de 5 % pour la direction et les cadres américains. Les vols les moins rentables ont été réduits et le retrait d'une quarantaine d'appareils, parmi les plus anciens, accéléré. Les transporteurs européens se sont mis eux aussi au régime sec. La Lufthansa a prévu de supprimer 8 000 emplois d'ici 1995. Swissair a revu le statut de

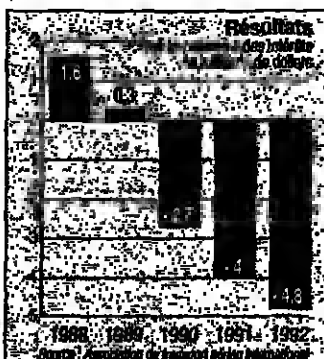
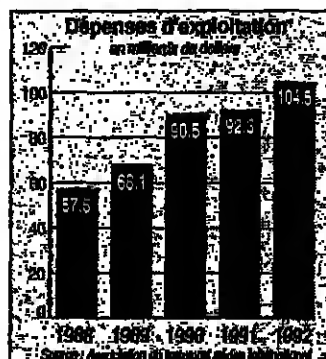
2 000 personnes, qui seront réembauchés à des conditions moins avantageuses.

Ces efforts commencent à être payants et, depuis le milieu de l'année, on assiste à un léger mieux chez certaines compagnies. Aux États-Unis, United et American Airlines ont fait des bénéfices aux second et troisième trimestres, après une longue traversée du désert. En Europe, la Lufthansa commence à amorcer son redressement. Reste qu'en dépit des premiers signes d'un recul possible de la surcapacité le rapport annuel de l'IATA table sur des pertes d'au moins 2,4 milliards de dollars pour cette année. Il faudra attendre proba-

blement encore deux ans avant de voir l'ensemble des compagnies aériennes dégager à nouveau des bénéfices. Même si les prévisions de trafic international tablent sur une progression moyenne annuelle de 6,6 % pour les années 1993-1997, particulièrement sensible sur les destinations d'Europe centrale.

Faoc à ces pertes financières sans précédent, les États commencent à réagir. « Depuis quelques mois, certains indices laissent espérer que les gouvernements n'associent plus automatiquement libéralisme et laissez-faire », souligne le rapport annuel de l'IATA. La commission américaine de l'industrie aéronautique, créée il y a six mois par Bill Clinton (le Monde du 13 avril), a proposé de réduire les taxes pesant sur les transporteurs. En octobre dernier, la Commission de Bruxelles s'est inquiétée des effets d'une concurrence brutale dans le transport aérien. Sans remettre en cause le processus de dérégulation, les transporteurs plaident pour de moindres taxes et un allègement de la fiscalité. En 1992, les compagnies aériennes se sont acquittées de 8,5 milliards de dollars en taxes ad valorem et redevances de navigation aérienne pour l'ensemble de leurs services internationaux.

M. L.



Même si les dépenses d'exploitation des compagnies aériennes n'ont pas augmenté de façon excessive en 1992, le résultat financier a continué de se dégrader régulièrement. L'an dernier, des pertes sans précédent (4,8 milliards de dollars) ont été enregistrées. L'Association du transport aérien international prévoit, pour 1993, un déficit des compagnies d'au moins 2,4 milliards de dollars (environ 14 milliards de francs).

Un entretien avec le directeur général de l'Association du transport aérien international

Pierre Jeannot : « La baisse du trafic s'est traduite par une guerre des prix »

8 000 suppressions d'emplois d'ici à 1995

Lufthansa en excédent de bagages

FRANCFORT

de notre correspondant

Depuis que Jürgen Weber a pris les commandes de Lufthansa, en septembre 1991, il explique que ce qu'il a le plus agréablement surpris est l'engagement « positif » des personnels en faveur du redressement de la compagnie. Les syndicats ont accepté un blocage total de leurs salaires cette année (malgré l'inflation de 4 % en Allemagne), et l'accord qui vient d'être conclu pour l'année prochaine prévoit une prime de 870 marks (3 000 francs) et une hausse de 2,7 % à partir du 1^{er} avril, à nouveau inférieure à l'inflation attendue. Le chiffre des suppressions d'emplois - négocié longuement - a été fixé à 6 000 d'ici au début 1995.

Symbole de la bonne gestion allemande, Lufthansa perd brutalement 800 millions de marks en 1991, puis 1,2 milliard en 1992. Un violent trou d'air. La politique volontariste du président Heinz Ruhnau est prise à contre-pied par la chute du trafic aérien depuis le conflit du Golfe et par la guerre des prix due à la dérégulation. La flotte, passée en trois ans de 130 appareils à 233, est sous-employée. Le nouveau patron, Jürgen Weber, inverse les moteurs.

Face à la crise de rentabilité et de liquidité, le plan de redressement prévoit des mesures d'urgence : vente des hôtels Kempinski et du siège de Cologne, passage en leasing de deux Boeing 747 et allongement des règles d'amortissement. La croissance des capacités (+ 8,2 % en 1992) est étouffée et le nombre d'avions amorce une descente. Il a été ramené cette année à 228. Les coûts sont passés systématiquement à la baisse, à commencer par les dépenses de personnel que la direction estime de 25 % supérieures à celles de British Airways, le nouveau modèle en Europe. Sur les neuf premiers mois de 1993, ces frais de personnel ont été réduits de 9 %. Chacun des 47 800 emplois de la compagnie coûte au total 26 000 francs par mois. Un pilote débutant gagna un

peu plus de 5 000 marks (17 500 francs) et une hôtesse 2 500 marks. Les pilotes confirmés gagnent jusqu'à 50 000 francs par mois.

Une recapitalisation indispensable

Deuxième volet du plan : le développement des recettes. Sur neuf mois, Lufthansa a transporté 5 % de passagers supplémentaires et 1,6 % de fret. Son coefficient de remplissage est monté de 4,2 points à 67,3 %. L'accord conclu avec United Airlines en septembre va lui permettre de regagner des parts de marché sur l'Atlantique nord et aux États-Unis. Pourtant, la chute des prix est plus rapide que le gain de passagers et le chiffre d'affaires décroît (+ 2 % au premier semestre à 8 milliards de marks). De nombreuses critiques s'expriment sur ce manque de recettes pour expliquer que le plan de réduction des dépenses est insuffisant. L'amélioration des résultats doit beaucoup au changement des règles comptables, note l'hebdomadaire Wirtschaftswochen, qui affirme : « La situation de Lufthansa s'est à peine améliorée par rapport à l'année catastrophique 1992. » En outre, une recapitalisation de l'entreprise est indispensable.

La direction conteste ces visions pessimistes. Elle souligne que les pertes ont été réduites de 40 % au premier semestre de 1993. M. Weber affirme que le troisième trimestre s'est conclu par un bénéfice avant impôt et que sur l'ensemble de 1993 la compagnie aura effectué la moitié de son redressement. Les pertes opérationnelles (plus d'un milliard de marks en 1992) seront divisées par deux, tout comme les pertes nettes (391 millions). La compagnie espère un retour aux bénéfices en 1995 comme prévu, mais ne désespère pas d'y arriver dès l'an prochain. Sa privatisation (vente par l'État fédéral des 51,4 % qui lui restent) est attendue pour 1995.

ÉRIC LE BOUCHER

« Les compagnies aériennes n'ont jamais perdu autant d'argent que l'an passé, alors que le trafic a connu une progression de 5,7 % sur les services réguliers. À quoi tient cette distorsion ? »

« Les compagnies n'ont pas réagi assez vite à la crise du transport aérien. À la fin des années 80, leur prospérité relative les a conduites à commander de nombreux avions et la chute du trafic au début des années 90 a coïncidé avec l'arrivée de ces nouveaux appareils. Or les compagnies n'ont pas pu les vendre rapidement et ont dû les louer. Elles n'ont pas ajusté leurs capacités, mais se sont servies des avions en trop pour conquérir de nouveaux marchés. »

« Résultat : la baisse du trafic s'est traduite par une guerre des prix, on bradait les places. C'est seulement ces quinze derniers mois que les compagnies - confrontées à une récession plus longue que prévu - ont commencé à tailler dans leur flotte et à réduire leurs coûts d'exploitation. »

« En outre, la crise a frappé l'ensemble des entreprises et les a poussées à faire des économies sur les voyages de leurs cadres. Les dirigeants ont quitté la première classe pour la classe affaires, les cadres ont rejoint la classe touristes. Les compagnies qui faisaient classiquement leurs

bénéfices sur ces sièges à haute valeur ajoutée ont souffert. »

Dans quel sens doit s'orienter la restructuration des transporteurs aériens ?

« Il faut suivre cette transformation du marché, s'adapter à la demande et s'équiper d'avions à deux classes et 300 plus trois, augmenter les produits de loisirs. Sur le marché européen, les compagnies ont entrepris d'éliminer progressivement leur première classe, tout en améliorant leur classe affaires. »

Revoir les frais d'exploitation

« La restructuration du transport aérien implique également que les compagnies se définissent un rôle précis. La notion de compagnie porte-rapporteur s'effrite, notamment avec les tentatives de fusions multinationales. Les compagnies peuvent choisir certaines lignes. C'est le cas de Virgin Atlantic, qui joue la carte de la qualité et fait de l'ombre à British Airways sur les classes affaires. À l'opposé, Northwest a choisi, avec succès, de se définir comme une compagnie à bas prix. Les transporteurs peuvent également avoir un rôle régional ou pan-régional, comme Air Afrique, qui se positionne sur l'Afrique occidentale. »

« Les compagnies nationales subsistent, mais il faut qu'elles soient compétitives et qu'elles reviennent à leur rôle d'exploitation. D'autant plus que nous sommes dans un processus de privatisation. Elles doivent réexaminer la rentabilité de chacune de leurs lignes. Il faut laisser tomber certaines destinations, en exploiter d'autres en coopération. »

« Les fusions peuvent-elles constituer un remède à la crise ? »

« Chaque cas est particulier, et l'histoire des fusions est jalonnée de faillites. Les compagnies ont des « personnalités » différentes et leur mariage peut échouer. Delta Airlines a très bien tourné en fusionnant avec Western Airlines. En revanche, Eastern, qui avait absorbé National Airlines, a disparu. Depuis le rachat de Piedmont, USAir perd de l'argent, etc. Chercher à grandir en taille, à avoir « une masse critique », n'est pas un critère auquel je crois. À condition bien entendu que la compétition ne soit pas faussée. Il faut harmoniser les cultures, rechercher des synergies. La force technique peut s'allier, par exemple, avec la faiblesse commerciale. »

« Après une période de libéralisme à tout échin, certains réclament un retour à une réglementation dans le transport aérien. Croyez-vous qu'on puisse revenir sur le processus de libéralisation en cours ? »

« Je ne crois pas du tout au retour d'une certaine réglementation. Il peut être souhaitable que des mesures temporaires permettent à certaines compagnies de reprendre leur souffle. Mais le processus de dérégulation est, à mon avis, irréversible. Ce courant a commencé dans les années 70 aux États-Unis. Il arrive progressivement en Europe depuis le début de l'année, mais les compagnies - occupées à réduire leurs coûts - ne se sont pas encore servies de leurs nouveaux droits. L'observateur toutefois avec intérêt que la compagnie scandinave SAS a ouvert une desserte à l'intérieur de l'Espagne. »

« Pensez-vous que la guerre des prix va se poursuivre ? »

« Un certain nombre de compagnies sont en train de faire des économies. Mais elles ne doivent pas s'en servir pour continuer à baisser les prix. Il faut payer les dettes, distribuer les profits aux actionnaires, réinvestir. Toutefois, tant qu'il y aura une surcapacité, la tentation sera forte de réviser les tarifs à la baisse. Au fur et à mesure de la reprise du trafic, la surcapacité sera épongée et la guerre des prix se calmera. Je fonde des espoirs sur 1995, beaucoup plus que sur 1994. »

Propos recueillis par MARTINE LARONCHE

EN BREF

FONCTION PUBLIQUE : le CFE-CGC signe l'accord salarial. L'union fédérale des cadres des fonctions publiques CFE-CGC a décidé, jeudi 28 octobre, « à une large majorité », de signer l'accord salarial 1993-1995 conclu le 22 octobre (le Monde daté 24-25 octobre). Cette organisation syndicale, qui n'avait pas signé le précédent protocole 1991-1992, estime que les mesures contenues dans ce nouvel accord « répondent à ses souhaits de voir mettre fin à la politique d'écrasement hiérarchique suivie depuis des années ».

GEC-ALSTHOM : contrat de 2,6 milliards de francs pour le

métro de Londres. GEC-Alsthom fournira 59 rames de six voitures, les engins de traction et les alimentations auxiliaires des rames pour l'extension de la Jubilee Line du métro de Londres. Cette extension de 16 kilomètres, qui permettra de relier le centre de Londres à la zone de bureaux de Canary Wharf était en discussion depuis quatre ans ; le feu vert en avait été retardé par la mise sous administration judiciaire de Canary Wharf ; ce qui n'est plus le cas depuis vendredi 29 octobre. La commande, passée à GEC-Alsthom, d'un montant de 390 millions d'euros (2,6 milliards de francs), est la première passée dans le cadre de ce chantier, dont le coût total

prévu atteint 1,9 milliard de livres.

NEC est prête à aider Bull. La société japonaise NEC Corp., actionnaire de Bull à hauteur d'un peu moins de 5 %, est prête à aider le groupe public français informatique en difficulté, a affirmé son PDG, Tadabiro Sekimoto, samedi 30 octobre à l'AFP en marge d'une conférence-débat avec le maire de Paris, Jacques Chirac, sur l'île d'Awashima au sud de Tokyo. M. Sekimoto a ajouté qu'il recevrait le nouveau patron de Bull, Jean-Marie Descarpentrie, avant Noël.

PRIVATISATION DE LA BNP

68 % des salariés ont souscrit. Dans le cadre de la privatisation de la Banque nationale de Paris (BNP), 68 % des salariés et anciens salariés de la banque, soit 65 000 personnes, ont acquis des titres qui représentent 4,7 % du capital. En publiant vendredi 29 octobre le résultat de l'offre réservée au personnel de la banque, le ministère de l'économie a indiqué que la proportion des demandes a été particulièrement forte (92 %) en métropole. La demande de titres par les salariés et anciens salariés a dépassé l'offre : 9 millions de titres souscrits pour une offre de 8,3 millions d'actions.

دكان المذبح

ECONOMIE

INDUSTRIE

Avant leur assemblée générale du 9 novembre
Les actionnaires de Volvo veulent des précisions
sur la privatisation de Renault

Les actionnaires de Volvo sont de plus en plus nombreux à remettre en cause la fusion de leur firme avec Renault. Actuellement, les investisseurs ayant décidé de voter contre, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 novembre, représentent au total 8 % des droits de vote. A ces prises de position s'ajoute l'incertitude à voter «non» de l'association suédoise des petits actionnaires. A l'inverse, Volvo est assuré du «oui» de son principal actionnaire, Renault, qui détient 99,8 % des droits de vote.

La plupart des douze autres prin-

cipaux actionnaires, titulaires à eux tous d'environ 49 % des droits de vote, feront connaître leur position, mercredi 3 novembre. Ils exigent plus d'assurances quant à la privatisation de Renault. Mais, pour l'instant, le gouvernement français campe sur ses positions. «Pas question d'avancer la privatisation, prévue pour le deuxième semestre 1994 si le marché automobile se porte mieux d'ici là», affirme-t-on, lundi 1^{er} novembre. Pour l'essentiel, le reste des droits de vote est détenu par de petits porteurs.

Pour fabriquer des tubes de téléviseurs couleur

Daewoo construit une troisième usine en Lorraine

METZ

de notre correspondant

Le groupe coréen Daewoo (80 000 salariés, 28,3 milliards de francs de chiffre d'affaires) a inauguré, vendredi 29 octobre à Farnet (Moselle), sa deuxième unité de production implantée en Lorraine et pose la première pierre de la troisième sur le pôle européen de développement de Longwy (Meurthe-et-Moselle).

Présent depuis 1989 dans la région, où il produit déjà des fours micro-ondes, il fabrique désormais des téléviseurs couleur et produira dans quelques mois des tubes cathodiques pour téléviseurs. En 1995, Daewoo emploiera 1 100 personnes en Lorraine et y

aura investi près de 1 milliard de francs. «Votre décision nous apporte la preuve que l'industrie électronique n'est pas condamnée à s'exporter à l'étranger de la CEE», a déclaré Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et président du conseil régional de Lorraine, qui participait, avec Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire, à l'inauguration de l'usine Daewoo de Farnet. Son analyse vise également le groupe allemand Grundig, qui a décidé de fermer, à la fin de l'année, son unité de montage de téléviseurs de Creutzwald (Moselle) si aucune solution de reprise n'est trouvée d'ici là.

JEAN-LOUIS THIS

INDICATEURS

UNION EUROPÉENNE

INFLATION : baisse de 0,1 % en septembre. — Le taux d'inflation annuel dans l'Union européenne s'est établi à 3,3 % en septembre contre 3,4 % en août et 4 % en septembre 1992, vient d'indiquer Eurostat, l'office des statistiques de la Communauté. La hausse des prix s'est ralentie en septembre par rapport au même mois de 1992 dans huit pays sur douze de l'UE. Seuls la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg et la France ont vu leur taux d'inflation augmenter. Le taux annuel le plus faible est obtenu au Danemark avec une hausse des prix de 1,2 %.

ITALIE

PRIX à la consommation : hausses annuelles de 4,3 % en octobre. — L'indice des prix à la consommation a augmenté, en octobre, de 4,3 % par rapport à octobre 1992, soit 0,7 point de plus qu'en septembre. Cette accélération de l'inflation est notable dans le logement (+ 2,7 points par rapport à septembre), les transports et télécommunications (+ 1,1 point) et l'habillement (+ 1 point).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 1^{er} novembre

Clos

En raison de la fête de la Toussaint, tous les marchés boursiers et financiers ont fermé lundi 1^{er} novembre.

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

21 oct. 1993

Total actif	796 077
dont :	
Or	189 988
Disponibilités à vue à l'étranger	83 847
Etc.	53 770
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 782
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	53 728
Coucoures au Trésor public	36 030
Titres d'Etat (bons et obligations)	128 082
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	4 327
Effets privés	174 844
Effets en cours de reconnaissance	28 165
Total passif	796 077
dont :	
Billets en circulation	284 800
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	5 467
Comptes courants du Trésor public	82 850
Reprises de liquidités	2 788
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes	8 631
Ecarts à l'actif du Fonds européen de coopération monétaire	53 902
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	178 318

21 oct. 1993

Total actif	796 077
dont :	
Or	189 988
Disponibilités à vue à l'étranger	83 847
Etc.	53 770
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 782
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	53 728
Coucoures au Trésor public	36 030
Titres d'Etat (bons et obligations)	128 082
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	4 327
Effets privés	174 844
Effets en cours de reconnaissance	28 165
Total passif	796 077
dont :	
Billets en circulation	284 800
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	5 467
Comptes courants du Trésor public	82 850
Reprises de liquidités	2 788
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes	8 631
Ecarts à l'actif du Fonds européen de coopération monétaire	53 902
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	178 318

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres depuis le 19-10-93	8,75 %
Taux des paiements de 3 à 10 jours	7,75 %
Taux des avances sur titres	10 %

ÉTRANGER

Un « miracle » russe

Suite de la première page

Depuis janvier 1991 existe un Fonds de pension, organe indépendant, d'abord responsable devant le Parlement, maintenant devant le gouvernement.

Ce fonds est si bien alimenté par les entreprises — qui lui versent 31,6 % des salaires qu'elles distribuent — que des excédents sont apparus. Excédents qu'alimente bien sûr la Banque centrale, en continuant d'arroser financièrement les entreprises. Excédents que voudrait maintenant récupérer le gouvernement, qui n'avait pourtant en de ces dernières années, de chercher à se défaire sur les régions et les entreprises d'un maximum d'obligations sociales.

Avec les retraités, les fonctionnaires et les familles nombreuses constituent les couches de la population qui auraient eu de réels motifs de se révolter. L'étude des salaires moyens des professions de santé, de l'éducation, de la culture, des services sociaux montre une nette dégradation qui amplifie la détérioration déjà enregistrée entre 1975 et 1990 (3). Les grèves déclenchées par les fonctionnaires de la santé et de l'enseignement, début 1992, n'ont permis d'annuler qu'une petite partie des effets de l'inflation, cela même après la décision de Boris Eltsine en août 1992 de relever de 50 % les salaires de ces professions. Les familles nombreuses n'ont, hélas pour elles, pas la moindre chance de se faire entendre en faisant grève. Ce qui explique leur triste sort, malgré l'existence d'un Fonds d'assurances sociales, alimenté depuis janvier 1991 par les cotisations des entreprises au taux de 5,4 % de la masse salariale, fonds finançant les prestations maladie et familiales.

Si les retraités et pensionnés ont — comme les fonctionnaires et les familles nombreuses — des raisons objectives de souhaiter un grand chambardement lors des affrontements sociaux du début octobre, la majorité de la population a-t-elle contrebalancé aux apparences — et relativement épargnée ces dernières années. Ce qui peut expliquer sa passivité, voire son soutien à Boris Eltsine.

Les « émeutes de la faim » prévues par les observateurs occidentaux ne se sont jamais produites parce que la plupart des salariés ont conservé leur emploi. On n'a pas assez souligné ce fait essentiel : les entreprises, dans leur immense majorité, n'ont pas licencié, se faisant un devoir de garder leur per-

sonnel aussi longtemps que possible.

Le taux de chômage (la notion qui avait disparu en 1930 ne réapparait officiellement qu'en 1991) n'atteint qu'1 % de la population active. Les statistiques officielles estimaient à 792 000 les demandeurs d'emploi en juin. Un chiffre évidemment dérisoire pour une population totale de 148 millions d'habitants, même si la réalité est un peu plus grise, depuis que se développe un véritable chômage caché : les entreprises renvoient chez eux une partie parfois importante de leur main-d'œuvre (jusqu'à 20 %, nous a-t-on indiqué), en versant 70 % du salaire. Cela, sans rupture du contrat de travail.

Le chômage toucherait 4 % à 5 % de la population active

Pour toutes ces raisons, les experts du Goskomstat (l'INSEE russe) estiment que le chômage atteindrait en réalité 4 à 5 % de la population active. Des biais statistiques que l'on comprend, quand on sait que l'allocation minimale de chômage — égale au salaire minimum — n'était que de 7 740 roubles par mois en juillet, soit environ 30 francs. Une allocation versée par le Fonds de l'emploi, alimenté par des cotisations des entreprises au taux de 2 % de la masse salariale (les travailleurs ne cotisent pratiquement pas).

S'il existe un miracle russe, c'est bien celui de millions de salariés conservant leur place dans l'entreprise, payés partie en roubles, partie en nature, bénéficiant de nombreux services fournis gratuitement. Les études effectuées au sein même des firmes russes (4) montrent le

nombre très important des avantages fournis aux salariés, les revenus versés finissant souvent par ne plus représenter l'essentiel de la rémunération. L'usine automobile GAZ à Nijni-Novgorod (cent mille personnes) a ainsi créé son entreprise de bâtiment, ce qui lui permet de loger gratuitement ses employés, voire de leur vendre maisons ou appartements à bas prix. Mais l'entreprise assure aussi la garde des enfants, dispose d'un hôpital de mille lits, d'un centre de rééducation, de petites usines agroalimentaires et de magasins, alimentés par le troc, méthode d'approvisionnement qui prend une importance considérable : GAZ échange avec la Chine des textiles contre des voitures qu'elle fabrique. Les ouvriers des usines automobiles Moskvitch (AZLK) et VAZ sont « payés » de la même façon. De telle façon qui profite aussi aux retraités de l'entreprise.

Non seulement la plupart des firmes en Russie se gardent bien de licencier, mais elles jouent un rôle de plus en plus important pour maintenir le niveau de vie des salariés. Un rôle que les réformes récentes ont non seulement permis mais encouragé, notamment les lois de juin 1987 (le directeur et les cadres dirigeants sont élus par les travailleurs) et de juin 1990 (l'entreprise détermine seule la masse salariale qu'elle distribue). Ayant acquis une réelle autonomie financière, même si la première de ces deux lois n'a été que partiellement appliquée, les firmes en ont tiré les conséquences. Non pour se faire concurrence, mais pour s'autonomiser, aussi bien au niveau des approvisionnements (troc) qu'au niveau des fabrications en intégrant des activités de plus en plus nombreuses et éloignées de l'activité principale, tel GAZ, constructeur de logements et fabricant alimentaire.

La question qu'on doit se poser est évidemment de savoir combien de temps pourra fonctionner un tel système que la plupart des experts du FMI, de la Banque mondiale, de la BERD, de l'OCDE ont indirectement encouragé, en insistant sur les nécessaires « filets de sécurité » à mettre en place dans le domaine social pour assurer la transition vers l'économie de marché. Un système que les chefs d'entreprise russes justifient socialement, mais aussi économiquement, en insistant sur la difficulté de trouver des travailleurs qualifiés et formés. Discours que l'on n'entend plus depuis longtemps — hélas — dans les pays industrialisés occidentaux.

On tremble pourtant à l'idée que les conseillers de Boris Eltsine — déjà peu partisans de l'indexation des prestations sociales sur les prix — puissent décider dans un proche avenir de réformer un système aussi insolite qu'efficace, un système qui voit notamment la Banque centrale alimenter généreusement en crédits les entreprises. Car c'est alors que la Russie serait submergée par des millions de chômeurs, ébranlant dans ses fondements le régime politique en place.

Dans les prêts qu'ils accordent à la Russie, les pays occidentaux auront de plus en plus intérêt à tenir compte des raisons du « miracle russe », c'est-à-dire de sa paix sociale.

ALAIN VERNHOLLES

(3) La protection sociale en Fédération de Russie, par Cécile Lefèvre (Agence financière pour les pays de l'ex-URSS).

(4) Les enquêtes au sein des entreprises citées dans cet article ont été effectuées par Cécile Lefèvre — administrateur à l'INSEE — et seront publiées dans la revue Le Courrier des pays de l'Est, fin novembre 1993.

SERVICES

Sans explication officielle

Le président du Port autonome du Havre a démissionné

ROUEN

de notre correspondant

Hubert Raoul-Duval a démissionné mardi 26 octobre de son poste de président du Port autonome du Havre (PAH). Une démission coup de théâtre, sans explication officielle.

Conformément à la loi, le nom du successeur de Jean Smagghe, directeur général du port, avait été proposé par le ministre de l'Équipement et des transports, et devait être communiqué pour avis au conseil d'administration du port. « Quelques minutes avant la réunion du conseil, j'ai reçu un coup de téléphone du ministre me demandant de retirer de l'ordre du jour cette proposition de nomination », a expliqué M. Raoul-Duval. Une demande qui répondait selon lui « à des pressions politiques locales ». M. Raoul-Duval visait sans le

nommer le président du conseil régional de Haute-Normandie et député RPR du Havre, Antoine Rufenacht. « L'Etat doit remplir son rôle jusqu'au bout : je ne peux pas admettre que sa décision soit suspendue à une intervention politique, quelle que soit son origine », a-t-il ajouté.

Interrogé sur cette mise en cause, M. Rufenacht a répondu que « la situation du port du Havre est suffisamment préoccupante pour que chacun évite des comportements irréfléchis et des déclarations intempestives ». Il a toutefois ajouté qu'il serait normal que le conseil régional et d'autres collectivités, comme le conseil général de Seine-Maritime, qui financent les infrastructures du port, aient leur mot à dire pour la nomination de ses dirigeants.

La démission de M. Raoul-Duval revêt un caractère d'autant

plus symbolique que, atteignant la limite d'âge, il devait abandonner ses fonctions fin octobre. Elle intervient également à un moment où la communauté portuaire havraise n'a toujours pas réussi à réorganiser efficacement le travail sur les quais après la mise en place, laborieuse, de la réforme de la manutention. Par ailleurs, un plan prévoyant plusieurs dizaines de suppressions d'emplois devrait être mis en place prochainement par le Port autonome.

Jean Smagghe ayant annoncé il y a quelques mois son intention de quitter son poste, plusieurs noms circulent pour son remplacement, dont ceux d'André Combeau, actuellement directeur du port de Bordeaux, et d'André Graillet, assurant la même fonction à Nantes-Saint-Nazaire.

ÉTIENNE BANZET

(Publicité)

LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL
CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET
DE LA RECONSTRUCTION

Dans le cadre du Protocole Franco-Libanaise du 4 décembre 1992, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) lancent un appel d'offres restreint aux sociétés françaises pouvant fournir un matériel de fabrication française (installation et mise en service comprises) pour les équipements de laboratoires et ateliers des Instituts Techniques, dans les disciplines suivantes :

Electronique, Génie civil, Optométrie, Optique, Télécommunications, Electricité, Mécanique, Aviation, Gestion Hôtelière (avec logiciel), Hardware, Groupe Electrogène.

Tous ces équipements seront conformes aux normes françaises.

Les fournisseurs et sociétés françaises, intéressés, pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès du secrétariat du CDR, à compter du 29 octobre 1993, à l'adresse ci-dessous :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)
Tallet El-Serail - Beyrouth - Liban.

La date limite de remise des offres au CDR est fixée au vendredi 19 novembre 1993 à 12 heures (heure locale de Beyrouth).

CHANGES

Dollar : 5,9115 F ↓

Lundi 1^{er} novembre, le marché des changes parisiens était clos en raison de la Toussaint. A Londres, le dollar ouvrait à 5,9115 francs au cours des premiers échanges interbancaires contre 5,4337 francs à la clôture du 29 octobre (5,9090 vendredi soir au cours indicatif de la Banque de France).

FRANCFORT 29 oct. 1^{er} nov.
Dollar (en DM) 1,6738 1,6864
TOKYO 29 oct. 1^{er} nov.
Dollar (en yen) 188,23 188,43

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (1^{er} nov.) Clos
New-York (29 oct.) 2.15716 %

BOURSES

28 oct. 29 oct.
SBF, base 100 : 31-12-87
Indice général CAC 601,90 606,50
SBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 2.156,98 2.118,95

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

28 oct. 29 oct.
Industrielles 3 687,86 3 680,59
30 valeurs 3 163 3 171
Mines d'or 236,59 236,59
Fonds d'Etat 102,65 103,60

FRANCFORT

28 oct. 29 oct.
Dax 2 038,46 2 069

TOKYO

29 oct. 1^{er} nov.
Nikkei Dow Jones 19 703,97 19 438,24
Indice général 1 630,59 1 619,75

Le Monde ÉDITIONS

Bronislaw Geremek Philippines
Slobodan Milosevic Cambodge
Ferdinand Marcos Pologne
Hun Sen Roumanie
Ariel Sharon Yougoslavie
Petre Roman Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

MOTS CROISÉS

M. Toubon accuse de « dérapage » la Commission européenne

25

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 1^{er} NOVEMBRE

TF 1

14.30 Série : La loi est la loi. Maudslayi en série (1^{re} et 2^e parties).
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée vacances. Spécial Hétéro : Charles s'en charge. Parker Lewis ne perd jamais : Jazz.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Hétéro et les garçons.
18.50 Magazine : Coccou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechevaux. Invités : Patrick Mac Nee, Linda Thomson.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : La vie, l'amour, l'été. Présenté par Robert Nemes et Anne Barbra. De la crise d'angoisse à la schizophrénie.
0.00 Journal et Météo.
0.10 Série : Mémoires (et à 4.00).
0.40 Série : Passions.

FRANCE 2

15.40 Tiroc, en direct d'Autoul.
15.55 Variétés : Le Chêne aux châteaux. Émission présentée par Pascal Sevran. Hommage à Jean-Claude Pascal. Avec François Amoult, Isabelle Aubert, Jacqueline Boyer, Michèle Beaumont.
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. Magazine : Giga. Avec les séries : L'Annexe, Sauvés par le gong, Sois prof et tais-toi.
18.40 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Qui le meilleur gagne.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : La Trésoriste. D'Alain Bonnot.
22.45 Magazine : Savoir plus. Présenté par François de Closets. Comment bouger pour réussir. Reportages : Si on m'avait dit, de Thierry de Rouet. Que sont-ils devenus ? de Sophie Ponchilery. Je vais changer de métier, de Marie Desmeures.
0.05 Journal et Météo.
0.25 Sport : Tennis. Open de Paris-Bercy. Résumé.

FRANCE 3

13.30 Sport : Tennis. Open de Paris-Bercy en direct. Premiers tours des simples et des doubles.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Présenté par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. Présenté par Olivier Barrot. *Diogo et Frida*, de J.-M. G. Le Clezio.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 Cinéma : Out of Africa. Film américain de Sydney Pollack (1985).
23.30 Journal et Météo.
0.00 Magazine : Extérieurs nuits. De Matthieu Senderson et Serge Toubiane. Entrée en scène d'Isabelle, de Raymond Depardon (les quelques minutes qui précèdent l'entrée d'Isabelle supportent sur le scène du théâtre de l'Odéon, où elle joue *Orlando*, de Virginia Woolf) : La monde selon Walt, de Thierry Fargas (à propos d'Alfred, nouveau film des studios Disney) ; La passion d'un collectionneur, de Jean-Dominique Ferry (portrait de Serge Bromberg, président de Lobster Films, à l'occasion du Cinéma festival international des films retrouvés et restaurés, du 28 octobre au 14 novembre) ; Ruse le meilleur, de Michèle Tesson et Jean Rousseau (russes Meyer, cinéaste indépendant) ; Guerre conjugale, de Paula Zaldemanni (à propos du tournage de *Cesque bleu*, de Gérard Jugnot).
0.55 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.30 Téléfilm : Le Dernier Sous-marin. De Frank Boyer.
17.05 Documentaire : Raisons faibles et castors, compagnons des bois. Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ca cartoon. Présenté par Valérie Payet.
18.45 Magazine : Nulla part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Philippe Geluck.

20.30 Le Journal du cinéma. Cinéma : L'Inconnu dans la maison. o Film français de Georges Lautner (1952).
22.10 Flash d'informations.
22.20 Le Journal du cinéma. Cinéma : Le Chêne. Film franco-roumain de Lucien Pintilie (1991).
0.05 Cinéma : L'Ange des ténèbres. o Film américain de Camilo Vito (1989).

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —
17.00 Documentaire : Terra d'Avellana (rediff.).
18.30 Cinéma d'animation : Star Trek (rediff.).
19.00 Série : Hells and Paces.
19.25 Documentaire : Les Glaces, mémoire du temps. D'Ivo Sili. L'histoire du climat depuis 250 000 ans. 8 1/2 Journal.
20.30 Cinéma : Le Voleur de savonnettes. Film italien de Maurizio Nichetti (1989, v.o.).
22.00 Magazine : Macadam. Musique en fête, le world music perd-elle le nord ? de Philippe Cornet.
23.00 Documentaire : Le Voyage de Hildebrand à Bordeaux. De Michael Busse et Marie-Rose Bobbi. C'est à Bordeaux, où il arrive en 1802 comme précepteur, que le poète allemand marquant les premières attitudes de la dépression qui ne le quitte plus.
23.40 Court métrage : Dégustation maison. De Yveline et Corine Chabot.
23.55 Court métrage : Le Colporteur. De Lukas Wyczalek (12 min.).

M 6

15.30 Cinéma : L'Autograt et l'Autobus. o Film français de Guy LeFranc (1989).
17.05 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.

19.00 Série : Deux filles à Miami.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Série : Classe mannequin.
20.35 Flash d'informations.
20.50 Cinéma : Greylock. Film britannique d'Hugh Hudson (1984).
23.10 Série : Amicalement vôtre. 0.05 Six minutes première heure. 0.15 Magazine : Culture pub. 0.35 Magazine : Jazz 6. Ut McComb.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'Histoire en direct. Les Deux Missions de Jean Moulin (11, rediff.).
21.30 Écritures pour marionnettes. Duvalier ou la Force du diable vireux, les Femmes au tonneau, de Michel de Ghelst.
22.40 La Radio dans les yeux. Avec Yves Bonnefoy.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Farid Chenoune. (Des modes et des hommes, deux siècles d'élégance masculine).
0.50 Musique : Code. Hommage à Frank Royon La Mée, compositeur et chanteur haute-contre (1).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 octobre à l'Opéra de France) : Requiem pour soprano, mezzo-soprano, deux chœurs mixtes et orchestre, de Ligeti ; Concerto pour trompette, de Zimmermann ; Prométhée ou le poème du feu, de Scriabine, par le Chœur de la Radio bavaroise et l'Orchestre radio-symphonique de Francfort, dir. Dmitri Khatenko.
23.09 Aïnel la nuit. Par Véronique Pucheta. Sonate pour violoncelle et piano en la mineur D 821, de Schubert ; Variations sur un thème de Haendel pour piano op. 24, de Brahms.
0.00 L'Heure bleue. Transatlantique, par Xavier Frevost.

Les interventions à la radio

Europe 1, 19 heures : René Monory (le club de la presse).
France-Inter, 19 h 20 : Les Français face à la mort (le téléphone sonne).

Les nôtres et les autres

En tout premier titre du journal de 20 heures, Claire Chezal annonce évidemment la libération des trois otages français d'Algérie, et le très récente arrivée sur le sol national - « pau de temps avant vingt heures » - de deux d'entre eux. D'une phrase, elle signale ensuite que cette libération par la police algérienne avait fait plusieurs morts parmi les ravisseurs : ces morts étaient en quelque sorte une information secondaire, ennexe de la nouvelle principale - la libération des otages.

Immédiatement après, le second titre était consacré au décès de Federico Fellini. Là, en nous annonçant la disparition du réalisateur, le présentatrice pencha la tête, en signe de compassion, de diacrite douloureuse, d'ultime salut affectueux et admiratif au grand artiste disparu.

Mais cet imperceptible mouvement de la tête n'exprimait pas seulement douleur et compassion. Il parut aussi avertir : attention, chers téléspectateurs, ne confondez pas ces morts-ci et ce mort-là ! Même si les morts d'Algérie et le disparu de Rome étaient rapprochés par une malheureuse coïncidence de date, même si ces cercueils s'entrechoquaient fâcheusement dans les titres du 20 heures, les premiers morts n'étaient, et ne devaient rester qu'une ombre. Une ombre légère sur le sourire de soulagement de la France, sur la joie des retrouvailles de Vélizy-Villacoublay, l'aéroport offi-

ciel dans lequel la nation accueille ses fils rescapés de la sauvagerie du monde. A l'inverse, l'autre mort, couvert de fleurs, de larmes et de télégrammes, honoré par les officiels et les saltimbanques, le magicien italien si familier, l'ami de Marcello et le mari de Giulietta, celui-là était incontestablement des nôtres. D'un signe de tête, Claire Chezal dressait une barrière de sécurité entre la fosse commune réservée aux terroristes islamistes et le caveau de famille où bientôt reposerait le Maestro, entouré de la vénération universelle. Les deux cérémonies d'obsèques étant prévues le même jour à la même heure, il fallait tout faire pour éviter la collision des deux cortèges.

Il est vrai que Fellini était mort avec opportunité. Car ce n'était pas seulement le géant du cinéma, dont nous entourions depuis plusieurs jours le lit de souffrance. Ayant agité longuement en pleine controverse européenne-américaine sur l'exception culturelle dans les négociations du GATT, Fellini plaquait son agonie sur les déchirements de la vieille Europe, offrant matière à d'innombrables variations sur le thème du « cinéma italien tué par les Américains ». Si nous capitulions devant les exigences de Hollywood, l'agonie de Fellini préfigurerait notre destin à tous. Les islamistes, c'étaient les autres ; Fellini, c'était nous.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; o Film à voir ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

MARDI 2 NOVEMBRE

TF 1

6.00 Série : Passions (et à 10.25, 4.00, 4.25).
6.28 Météo (et à 8.58, 8.28).
6.30 Club mini Zip-Zag. Joyce.
7.00 Journal.
7.20 Dessin animé : Transmutators (et à 8.25).
7.25 Club Dorothée avant l'école. Costa : BC-80 ; Olive et Tom ; Cio.
8.30 Télé-shopping.
9.00 Feuilleton : Hôpital central.
9.45 Feuilleton : Haine et passions.
10.55 Série : Tribunal.
11.25 Feuilleton : Santa Barbara.
11.50 Jeu : La Roue de la fortune.
12.20 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton : Les Faux de l'amour.
14.30 Série : Cannon.
15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée. Charles s'en charge. Parker Lewis ne perd jamais : Jazz.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Hétéro et les garçons.
18.50 Magazine : Coccou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechevaux. Invité : Phil Barrot.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.10).
20.00 Journal, Tiroc et Météo.
20.50 Cinéma : Rocky 3. Film américain de Sylvester Stallone (1981).
22.30 Sport : Boxe. Demi-finale mondiale des poids lourds-légers : Norbert Elkesi (France)-James Warrington (USA) ; Frank Nictora (France)-Tony Booth (Grande-Bretagne), en direct de Lavallo-Perron.
22.35 Magazine : Le Club de l'Anglais. Présenté par Emmanuel de La Taille et Alain Weiller. Invité : Pierre Bellon, président de Sodebro, Daniel Toscani du Poirier, Yves Blanchard, président du CAA, Linda Hallon, responsable DESI vente et négociation, Jean-Pierre Bégou-Louis, PDG d'Adira ; Noël Goulard, PDG de Valco ; Philippe Dumont, président de Roussau.
0.15 Journal et Météo.
0.20 Série : Intrigues.
0.50 Magazine : Reportages. Une maman en plus, de Bénédicte Duran et Serge Bédard (rediff.).
1.15 TF 1 nuit (et à 2.15, 3.15, 3.50).

FRANCE 2

1.20 Documentaire : Histoires naturelles (et à 3.20, 5.10). Côte d'Ivoire : l'empereur et les dauphins ; Irons-nous pêcher dans le delta du Soudan ? Portraits de femmes.
2.20 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Peard (1^{er} épisode).
4.50 Musique.
5.55 Feuilleton : Monsieur Belvédère.
6.20 Dessin animé.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilleton : Amourusement vôtre.
8.55 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.20 Magazine : Martin bonheur. Invité : Martha Vialonga et Michel Duchaussoy.
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Mots.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 2.25). Animé par Patrice Laffont.
12.25 Cinéma : Ces années-là. Animé par Laurent Petitgall.
12.59 Journal et Météo.
13.45 INC.
13.50 Série : Le Renard.
14.50 Série : Les deux font la paire.
15.40 Variétés : La Chénou aux chansons (et à 5.00). Émission présentée par Pascal Sevran. Hommage à Jean-Claude Pascal. Avec François Amoult, Isabelle Aubert, Jacqueline Boyer, Michèle Beaumont, Sophie Malno.
16.40 Journal, Météo et Les Faux de l'amour.
17.05 Magazine : Giga. Avec les séries : L'Annexe, Sauvés par le gong, Sois prof et tais-toi.
18.40 Jeu : Un pour tous.
19.15 Jeu : Qui le meilleur gagne (et à 3.40). Animé par Nagui.
20.00 Journal, Météo et Journal des courses.
20.50 Cinéma : La Rapace. Film franco-italo-américain de José Giovanni (1967).
22.40 Magazine : Les masques. Présenté par Mireille Dumes. On va se dire oui pour la vie (le mariage). Reportages : Le grand jour, de Catherine Siguer et Cyril Chemeliet ; A la vie, à la mort, de Martine Lupi et Angèle Lorente ; Eddy Barclay : l'homme qui aimait les mariages, de Martine Lupi et Angèle Lorente.
23.55 Journal et Météo.
0.15 Sport : Tennis. Open de Paris-Bercy. Résumé.

FRANCE 3

1.30 Magazine : Jamais sans mon livre. Diffusé sur France 3 le 30 octobre.
2.25 Magazine : Savoir plus (rediff.).
4.10 24 heures d'info.
4.55 Dessin animé.
7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups. Muppet Babies : Bonjour les bébés ; Les histoires du petit Castor.
8.00 Continentales. Zak (v.o.) ; A 8.20, Auslands Journal (v.o.) ; A 8.40, Oge-magazine (rediff.) ; A 9.00, Euro hebdo, l'actualité en Allemagne ; A 9.10, Multiplex, magazine d'actualité du Sud ; A 9.20, Orthographe.
9.25 Magazine : Génération 3. Présenté par Marie-Laure Sperry. Initiation à la lecture : Poil de carotte, de Claudine Carf et Jacqueline Marguerite, d'après Jules Renard (2^e épisode) ; A 9.55, Semaine thématique : La télévision. 1. Traitement de l'information. Invité : Michel Souchon.
10.55 L'Homme du jour.
11.00 Magazine : Français, si vous parliez. Présenté par André Bercoff. Les querelles : quand les femmes s'en mêlent.
11.45 La Cuisine des moussquetaires.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : Votre cas nous intéresse. Vente par correspondance : attention aux pièges.
13.30 Sport : Tennis. Open de Paris-Bercy en direct. Premiers et deuxième tours des simples et des doubles.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. Un cœur si blanc, de Javier Marías.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 Spectacle : Le Cirque magique de Corée. Présenté par Sergio. L'Ensemble national de Pyongyang : huit numéros de magie et de grande illusion. Spectacle enregistré au Cirque d'Hiver Boulogne en décembre 1992.
22.05 Journal et Météo.
22.35 Les Brûlures de l'Histoire.

ARTE

1.25 Cinéma : Bianca. Film italien de Nanni Moretti (1984).
— Sur le câble jusqu'à 19.00 —
17.00 Théâtre : Légendes de la forêt viennoise. Pièce d'Odón von Horvath, mise en scène d'André Engel (rediff.).
19.00 Série : Hells and Paces.
19.30 Documentaire : Happy Birthday, AFN. D'Édward Gierzycki et Dieter Gochler. Les souvenirs de l'âge d'or. Le 4 juillet 1943, le général Eisenhower donne le signal de départ d'AFN, une radio qui fit découvrir à la jeunesse européenne l'américan way of life.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lecomte. Retours ? Oublier Beyrouth, de Dominique Agnelli et Jean-François Ragnoux ; Nous étions amis à Vukovar, d'Alex Fenz et Bernard Menozzi. Invités : Jean-Claude Guillebaud, Amin Maalouf et Herta Müller.
21.45 Soirée thématique : Heinrich Mann. Portrait d'une époque. Soirée proposée par Gerhard Vogel (ARD).
21.46 Cinéma : Le Sujet de l'empereur (Der Untertan). Film est-allemand de Wolfsgang P. Staudte (1961, v.o.). Suivi, à 23.30, d'un extrait de l'Ange bleu, de Joseph von Sternberg, avec Marlene Dietrich.
23.35 Documentaire : Portrait d'une époque. De Wilfried F. Schöeller. Vie et œuvre de Heinrich Mann (75 min.).
M 6
7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 Contact 6 Manager.
7.15 Les Matins d'Olivier (et à 8.05).
9.05 M 6 boutique. Télé-achat.
9.30 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 2.00, 6.05).
10.55 Série : Cagney et Lacey.
12.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Série : Roseanne.
14.00 Magazine : Capital. Le système Coca.
14.30 Magazine : La Vie à pleins tubes. Vidéo : Liane Foly.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.

FRANCE-CULTURE

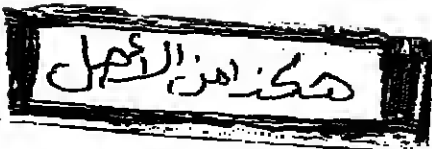
20.30 Archipel méditerranéen. La dyslexie.
21.30 Grand Angle. Etre juré en son âme et conscience (rediff.).
22.40 Les Nuits magnétiques. L'Hôtel du crime (maginaire), de Goran Tollovac.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Panoff (les Frères ennemis).
0.50 Musique : Code. Hommage à Frank Royon La Mée (2).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Symphonies du festival royal de Mgr le Comte d'Artois (Suite en sol, Suite en ré, Suite en fa), de Franck, par la Symphonie du Marais, dir. Hugo Reyne.
22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraieb. Fanny Haldy, soprano. Œuvres de Gounod, Dupont, Puccini, Bizet, Thomas, Charpentier, Gounod.
23.09 Aïnel la nuit. Quatuor à cordes n° 1 en mi mineur, de Smetana ; Fantaisie pour piano à quatre mains en la mineur D. 940, de Schubert.
0.00 L'Heure bleue. Carnets de route, par Philippe Carles. Invité : Yochko Sefor, saxophoniste.

Les interventions à la radio

France-Inter, 8 h 40 : Charles Villeneuve (Radio-Com).
France-Inter, 19 h 20 : « Pour au centre les policiers municipaux », avec Patrick Balkany (le téléphone sonne).



2 Le Monde • Mardi 2 novembre 1993

18 • Mardi 2 novembre 1993

Le Monde

AU JOUR LE JOUR

Le cinéma orphelin

Dans le flot rhétorique des hommages obligés qui accompagnent la disparition de Federico Fellini, on lit, certes d'une solennité complaisante, des déclarations selon lesquelles la mort du maître signifierait la mort du cinéma italien. Depuis quand la mort du père serait-elle tous ses fils ? La cinématographie italienne est aujourd'hui orpheline, c'est vrai, et terriblement effaibli par la dictature des financiers, mais tant qu'il y aura en Italie ne serait-ce qu'un Nanni Moretti - en qui d'ailleurs Fellini reconnaissait son héritier -

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Un entretien avec François Dagognet

Agrégé de philosophie, docteur en médecine, François Dagognet a acquis des connaissances précises, notamment dans les domaines de la neuropsychiatrie, de la chimie et de la géologie. Il s'est employé à réfléchir en philosophie sur les méthodes à l'œuvre dans ces disciplines. Pour lui, « l'homme à la nature est la pire des aliénations » (page 2).

INTERNATIONAL

Libye : le putsch démenti

« Aucune rébellion n'a eu lieu à Misrata ou ailleurs. » Le démenti du colonel Mouammar Kadhafi n'a pas convaincu grand monde, même à Tripoli (page 4).

Désastre culturel au Cambodge

Après trois années d'enquêtes et de recherches sur place, l'École française d'Extrême-Orient (EFEO) est arrivée à la conclusion que, pendant les guerres qui ont ravagé le Cambodge au cours des deux dernières décennies, on peut estimer que plus de 90 % du patrimoine littéraire manuscrit du Cambodge a été détruit. Comme 30 % seulement des textes trouvés sont complets, l'EFEO évoque « un désastre de première magnitude » (page 5).

Pérou : M. Fujimori gagne son référendum

Selon des résultats encore provisoires, avec une majorité de l'ordre de 53 %, les Péruviens ont approuvé, dimanche 31 octobre, la révision de la Constitution qui leur était proposée par référendum par le président Fujimori. Ce dernier pourra donc se présenter pour un second mandat consécutif (page 6).

POLITIQUE

Marseille : quatre hommes pour une mairie

MM. Vigouroux, Gaudin, Weygand et Tapie sont peu ou prou déjà en compétition pour les prochaines municipales, qui ne devraient pas avoir lieu avant mars 1995. Tous prônent le « rassemblement » pour faire face aux graves difficultés économiques de la ville (page 7).

SOCIÉTÉ

Les déchets nucléaires ne font plus peur

Hier, un projet d'implantation de laboratoires souterrains pour la gestion des déchets radioactifs de haute activité pouvait déclencher des émeutes, bien au-delà du site envisagé. Aujourd'hui, on peut voir une région quasiment unanime réclamer « ses » déchets avec insistance. Crise et chômage sont passés par là... (page 8).

SPORTS

Le quinze de France bat l'Australie (16-13)

Le quinze de France est parvenu à battre l'équipe d'Australie (16-13), samedi 30 octobre à Bordeaux, lors du premier test-match de la tournée française des Wallabies (page 10).

COMMUNICATION

M. Toubon : Bruxelles a « dérapé »

Les 11^{es} Rencontres cinématographiques de Beune, qui ont eu lieu du 28 au 30 octobre, ont été essentiellement consacrées à la controverse sur le volet culturel et audiovisuel des négociations du GATT. Le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a écusé la commission européenne de « dérapage » (page 16).

Services

Abonnements.....	24
Carnet.....	7
Loto, Loto sportif.....	16
Marchés financiers.....	16
Météorologie.....	16
Moto croisés.....	16
Radio-Télévision.....	17

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier
« Le Monde/Economie »
télévisé à 26

Demain

Initiatives

Pour non artistiques autour d'une décentralisation inachevée, celle de la formation professionnelle. Les formateurs, en quête de statut, créent un syndicat professionnel pour lutter contre la précarité de leur situation.

Le numéro du « Monde »
daté dim. 31 oct.-lundi 1^{er} nov.
a été tiré à 504 311 exemplaires

Le mandat d'arrêt contre le patron d'Olivetti

Carlo De Benedetti est accusé d'avoir versé d'importants pots-de-vin

Le parquet de Rome a lancé, samedi 30 octobre, un mandat d'arrêt contre Carlo De Benedetti, accusé de corruption (le Monde daté 31 octobre-1^{er} novembre). Le patron d'Olivetti avait déjà été accusé d'avoir versé d'importants pots-de-vin à des juges milanais, en mai dernier, qu'il avait été contraint de payer des pots-de-vin à plusieurs partis politiques.

ROME

de notre correspondant

Des carabinieri munis d'un mandat d'arrêt émis par le parquet de Rome sont allés sonner simultanément, samedi à l'aube, à Turin et Milan, aux deux domiciles du patron d'Olivetti, Carlo De Benedetti. En vain, « l'ingénieur » passait le long week-end de la Toussaint à l'étranger. La nouvelle de ce mandat d'arrêt a déclenché un développement de l'enquête « Mains propres » sur la collusion entre milieux d'affaires et partis politiques n'en a pas moins fait sensation dans une Italie pourtant déjà blasée. Après le suicide de Raulo Gardini au printemps, la chute de la maison Ferruzzi et les sérieux ennemis de Fiat avec la justice, c'est au dernier des conducteurs du rêve italien des années 80 que s'est pris aujourd'hui la justice.

Motif du mandat d'arrêt : corruption. Sur plus d'une dizaine de feuilles dactylographées sont expliqués les faits reprochés à M. De Benedetti : entre autres, le paiement, entre les années 1988 et 1991, d'un très copieux pot-de-vin de 10,025 milliards de lire (environ 360 millions de francs) au ministre des postes afin de décrocher de gros contrats pour la fourniture d'ordinateurs, d'imprimantes, de calculatrices et autres matériels de bureau électroniques.

Ces révélations ont été faites par l'un des managers du groupe

d'Ivrea, Giovanni Cherubini, responsable du siège de la société à Rome, lors de son arrestation et de son interrogatoire par les juges milanais, il y a plusieurs mois. Figure en outre, dans l'acte d'accusation, le versement d'autres pots-de-vin, à la compagnie des chemins de fer d'Italie (400 millions de lire), la aussi en échange de contrats de fournitures sophistiquées, ainsi que des « contributions » aux divers partis politiques (essentiellement au bénéfice de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste) pour plusieurs milliards.

Guerre

des magistratures ?

En réalité, il n'y a rien là de très nouveau car, au mois de mai dernier, M. De Benedetti s'était rendu spontanément chez le juge Antonio Di Pietro, principal animateur du « pool » des magistrats anti-corruption, et lui avait remis, pour montrer son désir de collaborer avec la justice, un long mémoire. On pouvait y lire, avec force détails précisés, toute l'affaire concernant les pots-de-vin à l'administration des postes. Carlo De Benedetti, loin de nier, avait lui-même fait remarquer que ce versement lui avait permis de multiplier par cent ses fournitures aux postes italiennes, ses contrats passant de 2 à près de 200 milliards de lire, en une seule année, entre 1987 et 1988. Arguments dont le PDG d'Olivetti s'était servi pour démontrer qu'il était sans doute coupable, mais plus que tout victime « d'un véritable système de racket », et qu'il n'avait agi finalement, contraint et forcé, que « pour sauver son entreprise déjà en difficulté ».

L'explication de M. De Benedetti avait-elle convaincu les magistrats milanais ? C'est peu probable. En revanche, ces derniers semblaient avoir estimé que la collaboration

de « l'ingénieur » était suffisamment complète et crédible pour ne rien précipiter, et avaient assuré en échange le groupe d'Ivrea que l'enquête se poursuivait « en douceur ». Alors, pourquoi ce mandat d'arrêt, pour les mêmes affaires déjà débattues à Milan, en provenance du parquet de Rome ? Conflit de compétences entre Milan et Rome ? Ce ne serait pas la première fois : déjà, en mai, il avait fallu l'intervention de la Cour de cassation pour que le dossier revienne aux magistrats romains qui le réclamaient.

Ces derniers, en attendant, se montrent particulièrement réservés, notamment le substitut Maria Cordova, qui a signé le mandat d'arrêt. Avant de partir elle aussi pour les fêtes de la Toussaint, la jeune femme a simplement déclaré, pour faire taire les interrogations - voire les critiques - émises en sourdine à Milan sur ses motivations, que « de nouveaux faits et de nouveaux chiffres avaient été inscrits au dossier » et qu'une nouvelle lecture, plus accablante, était désormais possible.

De leur côté, les avocats de Carlo De Benedetti, qui ont pas caché leur étonnement et leur incompréhension devant une mesure qu'ils estiment aussi spectaculaire qu'inutile, ont précisé que leur client, qui devait rentrer en Italie ce mardi, « était prêt à se mettre à la disposition de la justice dès que la date d'un nouvel interrogatoire serait fixée ». Les syndicats et le personnel d'Olivetti, solidaires de leur PDG, attendaient, eux, avec une certaine appréhension la réouverture de la Bourse, mardi, pour voir si l'entreprise échapperait à d'inévitables et désastreuses spéculations au moment même où plane la menace de nouveaux licenciements.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

En décrétant une nouvelle réglementation des services de télécommunications

Le régime de Pékin tente, en vain, de rétablir un monopole de l'information

PÉKIN

de notre correspondant

Le KGB chinois, rivé devant le téléviseur officiel et toujours à l'écoute sur les lignes téléphoniques normales, ne sait plus où donner de l'oreille avec l'explosion des télécommunications modernes dans un pays où, il y a pas quinze ans, le citoyen devait prendre son vélo ou l'autobus pour faire connaître à un partenaire une information qu'il ne tenait pas à confier au courrier. A la campagne, à la même époque, on se communiquait même pas de village à village si ce n'est à l'occasion des fêtes carillonnées.

Du coup, le pouvoir a tenté de rappeler sa présence avec un nouveau décret destiné à réaffirmer le monopole de l'Etat sur les outils de transmission qui lui échappent.

Après les antennes de réception de télévision par satellite, ce sont les téléphones portables, « beepers » à distance, messageries informatiques, distributeurs de données informatiques et - marque de signature inimitable du ministère de la sécurité d'Etat - « tous les autres services de télécommunications », qui ont fait l'objet d'une nouvelle réglementation prouvant à contrario la pente de contrôle des autorités.

Publiée depuis la mi-octobre, cet oukase fait obligation aux firmes de ce secteur, même à celles qui étaient nées d'un permis en bonne et due forme, de se réenregistrer auprès du ministère des postes et télécommunications sous peine d'être dissoutes. La nouvelle réglementation stipule également que les sociétés étrangères de cette branche - y compris celles qui créent avec des partenaires chinois des sociétés à capitaux mixtes pour contourner la législation - ne peuvent en aucun cas entreprendre une activité de services de cet ordre en Chine « populaire ».

Ce dispositif traduit ouvertement la peur panique de la direction du Parti communiste de perdre le contrôle de ce secteur stratégique. Le journal qui l'a rendu public, le *Quotidien de l'éco-*

nomie, accompagnait lui-même cette annonce d'une pesante dissertation soulignant, pour expliquer que le monopole de l'Etat devait être maintenu dans ce domaine, que « les communications constituent le système nerveux de la nation et ont trait à ses secrets et à sa sécurité. Si les systèmes d'information de la Chine sont mis à découvert et non plus tenus d'une main ferme, comment les gens se sentiraient-ils en sécurité ? », demandait plaisamment l'auteur de l'article.

Inadéquation

L'un des traits dominants de la colossale mutation sociale en cours à la faveur des changements économiques est le bourgeoisement des télécommunications dont la Chine était jusqu'à une date récente très dépourvue. L'une des plus grandes erreurs de calcul des autorités chinoises, lors de la répression de Tiananmen en 1989, avait été d'ignorer les conséquences de « la révolution du fax » intervenue avec l'ouverture économique du pays par l'introduction dans les entreprises, les administrations et les établissements de recherche, de l'informatique et de la télécopie connectées aux réseaux mondiaux. Depuis, la situation s'est fait qu'empirer si l'on se place du point de vue d'un pouvoir pour lequel le monopole de l'information est aussi important que l'arme nucléaire.

Les dix-neuf millions de postes de téléphone dont la Chine dispose sont principalement répartis auprès des quelques deux cent millions de citoyens. Ils étaient autrefois attentivement surveillés, notamment par les mouchards des « comités de quartiers » qui ne se gênaient nullement pour écouter la conversation des usagers du seul poste public du pôle de missions. A présent, biao des citoyens ont le téléphone à la maison. Tous ceux qui se lancent dans les affaires - ou la dissidence, ou les deux - arborent au moins un « beeper » électronique qui inscrit sur un écran à cristaux liquides les carac-

tères chinois d'un message, en clair ou codé, transmis par le biais d'un opérateur. On ne compte pas moins de septante-dix sociétés de messages de ce type à Pékin seulement. Dans le sud du pays, l'enrichissement a fait proliférer les téléphones portables, certains systèmes opérant même avec Hong-kong. Dans la colonie britannique, les firmes se battent pour proposer à la clientèle des téléphones permettant d'être atteints jusqu'à Canton.

Dans ce contexte, l'édit téléphonique est probablement autant de chances de succès que la bulle télévisuelle : à terme, après une faible reprise au mois du système, qui sera inévitablement suivie d'une relance encore plus énergique de la diffusion de ce type à Pékin seulement. Dans le sud du pays, l'enrichissement a fait proliférer les téléphones portables, certains systèmes opérant même avec Hong-kong. Dans la colonie britannique, les firmes se battent pour proposer à la clientèle des téléphones permettant d'être atteints jusqu'à Canton.

Cette issue est d'autant plus prévisible que - qu'il s'agisse des antennes de télévision par satellite ou de la téléphonie moderne -, ce sont les instances mêmes du régime qui se veulent les fournisseurs d'une clientèle en pleine expansion. Quand l'Académie des sciences ou la corporation industrielle de la défense fabriquent des antennes paraboliques de qualité sensiblement égale à la concurrence étrangère, ces instances ont aucune intention de se laisser manger des parts de marché. Les firmes de services radiotéléphoniques ont, elles aussi, été créées par les administrations du vieux pouvoir léoniste, alléché par ce marché prometteur.

L'éditio asiatique du *Wall Street Journal* new-yorkais, commentant l'interdit parabolique, notait avec sarcasme que « le fait même que les clients personnels des vieillards qui dominent encore la scène chinoise depuis leur lit d'agonie songent à produire de telles directives et jettent ainsi la risée populaire, devrait presque leur attirer une certaine compassion... »

FRANCIS DERON

Mort de l'acteur River Phoenix

Une vulnérabilité et une sincérité exceptionnelles

NEW-YORK

(correspondance)

L'acteur River Phoenix s'est effondré le 31 octobre, en sortant d'un night-club à Hollywood. Il est mort dans l'ambulance qui le conduisait à l'hôpital. Il était âgé de vingt-trois ans. Les raisons de ce décès ne sont pas connues.

River Phoenix est âgé d'à peine onze ans lorsqu'il fait ses premiers pas devant les caméras. Il tourne alors dans des spots publicitaires et obtient quelques rôles à la télévision (notamment, en 1981, dans une série inspirée de la comédie musicale *Seven Brides for Seven Brothers*). Inaugurée brillamment avec *Explorers*, de Joe Dante et surtout *Stand by me*, de Rob Reiner, sa carrière cinématographique sera jalonnée par des metteurs en scène prestigieux : Lumet, Spielberg, Lawrence Kasdan, Peter Weir et Gus van Sant.

Adolescent qui part à l'aventure avec une poignée de copains (*Stand by me*), fils honnête et sincère d'un inventeur idéaliste jusqu'à la folie (*Mosquito Coast*, de Peter Weir), pianiste en herbe qui veut rompre avec sa famille politico-hippie (*Running on Empty*, de Sidney Lumet), Américain par sang découvrant que ses parents sont des espions à la solde des Russes (*Little Nikita*, Harrison Ford en herbe qui n'a pas encore retrouvé son Sean Connery de père (*Indiana Jones et la dernière croisade*), et même, disait-il, le jeune prostitué homosexuel de *My Own Private Idaho*, de Gus van Sant, ses personnalités ont souvent été marquées par le désir de se créer une famille « normale » dans des circonstances pour le moins anormales.

La sienne était peu banale. River Phoenix naît dans une cabane de l'Oregon (peu du lieu où fut tourné *Idaho*). Ouvriers agricoles, ses parents se joignent à une secte (l'Eglise de Dieu) et deviennent missionnaires en Amérique du Sud. Changeant de nom, ils adopteront le patronyme de Phoenix et rebaptiseront leurs enfants River (Fleuve), Leaf (Feuille), Rainbow (Arc-en-ciel), Summer (Été), Liberty (Liberté). Rompant avec l'Eglise de Dieu pour « divergences dogmatiques », les Phoenix ont du mal à joindre les deux bouts. A peine âgé de dix ans, River change dans les rues de Cannes et fait la manche avec sa sœur Rainbow (également actrice, Rainbow fera partie d'Alfred Hitchcock's *Psycho* fondé par River). Passant par la Floride, les Phoenix s'installent un peu plus tard à Los Angeles. La mère trouve un emploi de secrétaire à la NBC et réussit à décrocher des rôles de figurant pour ses enfants.

River Phoenix supportera mal l'univers de la publicité. Passant au cinéma, il deviendra en quelques années l'un des acteurs les plus marquants de sa génération. Comédien sans inhibition aucune, il n'hésitait pas devant les caméras à mettre à nu une vulnérabilité, une sincérité et une honnêteté exceptionnelles.

Nommé à l'Oscar du meilleur second rôle pour *Running on Empty*, (1991), il obtient le prix d'interprétation masculine au Festival de Venise 1992 pour *My Own Private Idaho*. Il avait récemment achevé *Silent Tongue*, écrit et réalisé par Sam Shepard. *This Thing Called Love* de Peter Bogdanovich, et s'apprêtait à incarner l'intervener dans *Interview avec un vampire*, de Neil Jordan, d'après le roman d'Anne Rice.

HENRI BÉHAR

Un jeune homme ne note près de Metz en fuyant la police. - Agé de vingt ans, Djamel Aloui est mort noyé, dimanche 31 octobre en fin d'après-midi, après être tombé dans la Moselle en tentant d'échapper à un contrôle effectué par des policiers de Metz. Le jeune homme et l'un de ses amis s'étaient enfuis en apercevant deux motards de la police nationale qui effectuaient une route sur un chemin de bûche de la commune de Ban-Saint-Martin (Moselle). Alors que les policiers étaient encore loin des deux fuyards, Djamel Aloui tomba dans l'eau glacée et coula à pic. Les plongeurs et sapeurs-pompiers appelés sur place devaient récupérer son corps inanimé. Selon les éléments révélés ultérieurement par l'enquête, les deux jeunes venaient de commettre un vol à la roulotte dans une voiture.

Le Monde

Tout se recycle!  page 20	L'Institut monétaire européen  page 24	Lettre de New-York : Noir ou Blanc?  page 25	MODE D'EMPLOI 20 Humeur, par José Doyère. La cote des monnaies, par Jean-Pierre Colignon. Livres : Le pouvoir statistique. Notes de lecture. Agenda. PERSPECTIVES 21 à 23 OPINIONS 24 à 25 L'agriculture après la réforme de la PAC : L'exemple allemand, par André Neveu. Equilibre du commerce extérieur et chômage : La tonne équivalente-emploi, par François Blondot. Courrier des lecteurs. CONJONCTURE 26 La production industrielle : L'exemple anglo-saxon. Le Proche-Orient : Les dividendes de la paix. La Turquie : La chambre. Les poids lourds : L'espoir américain.
---	---	--	--

L'ÉCONOMIE

A-CÔTÉS

Camemberts japonais
La Fromagerie lorraine de Vézelize fabrique, depuis son rachat par le groupe nippon Morinaga, des camemberts pasteurisés

VÉZELIZE
de notre envoyé spécial

«CHÂTEAU CAMEMBERT» pour le Japon, «Château Bismont» pour l'Allemagne et «Désirée» pour le Suède sont quelques exemples de marques de camembert commercialisées par la Fromagerie lorraine de Vézelize. Située à 25 kilomètres au sud-ouest de Nancy, cette commune de moins de 2 000 habitants au cœur du Saintois abrite une unité de production qui se consacre exclusivement à l'exportation, par la volonté du groupe agroalimentaire nippon Morinaga.

En 1990, au moment du regroupement entre Sodial (Yopla, Candia) et le groupe Saint-Hubert, la société japonaise a saisi l'occasion pour prendre une participation majoritaire dans l'usine de Vézelize, l'objectif étant de fabriquer des camemberts pasteurisés, doux et crémeux, correspondant au goût japonais. Après un investissement de 10 millions de francs, la petite fromagerie, qui jusque-là ne traitait que du lait cru, fabrique depuis la fin de 1991 des produits avec la minutie qu'exige le cahier des charges établi par les Japonais. Sur les 600 tonnes commercialisées, seules 100 tonnes sont destinées au marché nippon.

Marcel Scotto
Lire la suite page 21

MOBILISATION POUR UNE REPRISE

Immobilier : vider les stocks



La reprise du marché immobilier tant de fois annoncée est loin d'être confirmée. Certes, les mises en chantier progressent grâce au plan de relance gouvernemental. Mais les professionnels ont beau répéter que «c'est le moment d'acheter», que les taux ne baisseront plus, les acquéreurs ne se précipitent pas, même si les promoteurs agitent le spectre d'une pénurie à venir. On constate pourtant un certain dégonflement des stocks de logements invendus et les prix semblent se stabiliser. En revanche, le marasme persiste dans l'immobilier de bureaux, et pour longtemps : un million de mètres carrés (plus de 7 % des surfaces) restent inoccupés à Paris. Deux crises qui se conjuguent, fragilisant entrepreneurs, promoteurs, banquiers...

Lire page 21 les articles de Françoise Vaysse

LES DEUX VISAGES DU TEXTILE BELGE

Le tapis flamand résiste

Flandre qui rit, Wallonie qui pleure, l'industrie textile d'outre-Quévrain illustre les contradictions d'un secteur trop vite condamné, qui, même en Europe, a encore les moyens de se battre... à condition d'investir et de s'adapter

AUDENARDE
de notre envoyé spécial

PBUT-ON parler de crise? L'industrie textile de Flandre ressent certainement, en termes d'activité (en baisse de 10 % au premier semestre 1993 par rapport au premier semestre 1992), et donc d'emploi, les effets d'une conjoncture détestable. Mais, attendant la reprise, elle tient le coup et, confiante, montre un visage plutôt prospère.

Principalement concentrée dans le triangle Gand-Courtrai-Audenarde - on y trouve 600 entreprises sur le millier que compte la profession en Flandre occidentale et orientale -, à deux pas de la France avec laquelle pourtant - question de langue, de culture - elle n'entretient que des relations limitées, elle a manifesté à plusieurs reprises depuis la guerre une impressionnante capacité d'adaptation et de renouvellement. Le grand-père de Dominique De Clerck, l'un des patrons de Beaulieu, la multinationale de la moquette, cultivait le lin, dont les fibres étaient blanchies dans les eaux de la Lys. Vers la fin des années 50, lorsque les manufactures de lin, trop durement concurrencées, ont commencé à décliner, son père,

Roger, a orienté la fabrication vers le tissu d'ameublement.

Il a si bien réussi qu'en 1986 il a été en mesure de diviser son empire de façon à doter d'une affaire parfaitement viable chacun de ses six enfants. La plus importante société du groupe, celle qui a échoué à Dominique, est restée au pays : Beaulieu-Wielsbecke produit moquettes et tapis, dans les gammes bon marché, et emploie, en tenant compte de ses filiales en Angleterre et en Allemagne, plus de deux mille personnes. Mais une des sœurs de Dominique fabrique la même moquette aux États-Unis et l'autre est installée en Afrique du Sud. Au-delà des liens de famille, les six sociétés du groupe Beaulieu, toutes prospères, affirment notre interlocuteur, n'ont plus guère de relations entre elles.

BRUXELLES • «Dans le tapis, la situation n'est pas si mauvaise, et il y a peu de gens, dans la région, qui perdent de l'argent», admet Dominique De Clerck. De fait la Belgique, c'est-à-dire, en l'occurrence, les deux Flandres, est devenue, en volume, le deuxième producteur mondial après les États-Unis. Trente kilomètres plus au sud, à Audenarde, l'histoire de l'entreprise San-

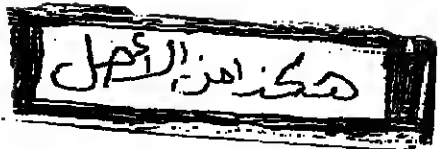
LE MONDE diplomatique

Novembre 1993

- **L'EUROPE CONTRE LE GATT** : L'épreuve de la guerre commerciale, par Bernard Cassen. - Un instrument de l'hégémonie américaine, par Pierre Lapiz. - Pour l'exclusion culturelle, par Serge Regourd. - Danger pour la civilisation, par Jack Rollie. - Le précédent des accords Shum-Byrnes, par Geneviève Sellier. - Mystification, par René Passet.
- **AMÉRIQUE LATINE** : Le Brésil sous le diktat de ses bailleurs de fonds, par Michel Chossudovsky. - Le casse-tête de la reconstruction du Nicaragua, par Francis Pisani.
- **ÉTATS-UNIS** : Nouvel espoir pour les syndicats, par Anthony Daley.
- **SOMALIE** : L'inconcevable avènement de l'ONU, par Gérard Frumier.
- **GÉORGIE** : Un pays miné par les régionalismes, par Jean Radvanyi.
- **SANTÉ** : Inquiétante régression dans le tiers-monde, par Frédéric Moser. - Des solutions de rechange existent en Afrique, par Jean-Pierre Unger. - La voie de la mutualité, par Anne-Marie Thomazeau.
- **LOISIRS** : La drogue des jeux vidéo, par Ingrid Carlander. - Un marché de 100 milliards de dollars, par Frédéric Vasseur.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Philippe Lemaître
Lire la suite page 22



MODE D'EMPLOI

ENVIRONNEMENT

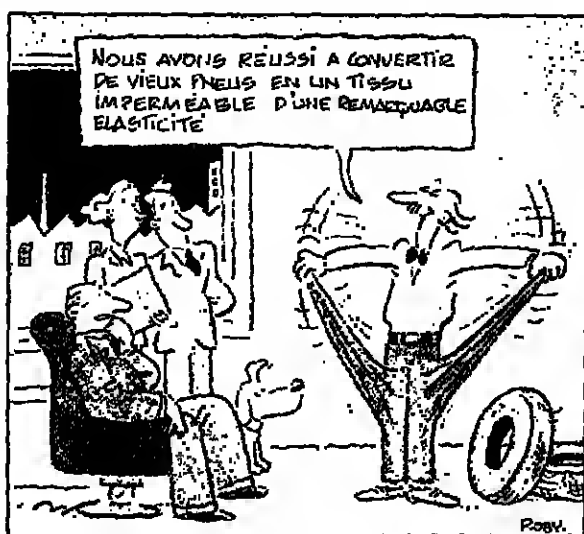
Tout se recycle !

Des ordinateurs aux bouteilles en plastique, en passant par les chaussures de sport, les batteries ou les skis, les entreprises spécialisées se multiplient : le recyclage est une activité économique originale et en plein essor

On achève bien les ordinateurs. Le 13 octobre a été inauguré à Beauvais la première chaîne de démantèlement et de broyage d'équipements électroniques. Créée par Général Electronique et une filiale de la Générale des eaux, l'usine DEMOVALE (Démontage Valorisation Electronique) va, dans un premier temps, se concentrer sur les décodeurs utilisés par les téléphones portables. En l'espace de trois ou quatre ans, quelque 3 200 000 décodeurs devront être remplacés. Ensuite, l'usine de Beauvais traitera toutes sortes d'appareils, depuis le simple téléphone jusqu'au terminal d'ordinateur, en passant par le fax et le Mini-PC. Le procédé consiste à démonter les appareils et à séparer les éléments récupérables : capots de plastique ABS, claviers, transformateurs, cordons électriques, circuits imprimés, et même vis et résidus d'emballage. L'atelier de Beauvais va ainsi récupérer annuellement quelque 600 tonnes de plastique ABS, qui seront broyées et re fondées. Les transformateurs (250 tonnes par an) seront réemployés intacts ou traités par électrolyse, et les pièces métalliques seront envoyées en fonderie.

FIABLES • Pour sa part, Rank Xerox, le numéro un mondial de la reprographie, a monté aux Pays-Bas une usine de recyclage qui, sur 20 000 mètres carrés, démonte les appareils en fin de vie... et en refabrique de nouveaux avec les pièces récupérées en bon état. Les appareils qui sortent de ces ateliers sont garantis « 100 % recyclés »... et aussi fiables que ceux fabriqués en matériaux neufs. Le souci de l'environnement est tel chez nos voisins du Nord que, à prix égal, les clients préfèrent généralement un appareil recyclé ! La Compagnie européenne d'accumulateurs a mis au point une machine, baptisée Bat-Clean, capable de recycler quatre-vingts batteries par jour. Cette machine neutralise l'électrolyte de la batterie et rend donc le

liquide acide inoffensif, permettant ainsi de récupérer les éléments de plomb et le bac en plastique. Bat-Clean est aussi un réseau de huit mille garagistes qui assurent la collecte des batteries en fin de vie, soit quelque six millions par an, représentant des millions de litres d'électrolyte. Pour connaître l'adresse du gar-



giste récupérateur le plus proche, composer sur Minitel 3615 Bat-Clean.

La société Rossignol s'est lancée cette année dans la récupération des matériels de ski (skis, chaussures, fixations, bâtons) afin d'en garantir le recyclage ou, à tout le moins, une certaine valorisation. Les matériels collectés sont confiés à une entreprise qui les broie et trie ensuite le métal, envoyé en fonderie, et les matières plastiques (ABS, fibre de verre), transformées en briquettes combustibles pour les cimenteries. La liste des trente magasins de l'opération « Flocon Vert » est disponible sur

Minitel (3614 Rossec). La récupération des matières plastiques, encore balbutiante, compte néanmoins quelques pionniers. Ainsi la société TUVEDOC, fondée en 1987, vient de se voir décerner un prix pour une belle performance : son usine de Montpellier broie, régénère et recycle chaque jour quelque 34 tonnes de plastique usagé pour en faire des tuyaux d'arrosage en PVC (polychrome de vinyle).

VITRES • En Allemagne, Veka, numéro un de la menuiserie industrielle en PVC, a construit à Behring, en Thuringe, une unité de recyclage des chutes et anciennes menuiseries PVC. Les fenêtres entières sont broyées avec leurs vitres, leurs joints et leur quincaillerie. Les matériaux sont ensuite triés et réutilisés. Des Etats-Unis, enfin, sont venues deux techniques originales de recyclage. La firme de chaussures de sports Nike a lancé récemment à Seattle (Etat du Washington) une opération consistant à collecter cinq mille paires de baskets usagées. Les semelles, broyées, sont converties en matériau pour revêtement de piste d'athlétisme ou de courts de tennis. Et l'enveloppe du pied est lacerée pour faire du rembourrage de literie.

Quant à la société Patagonia, spécialisée dans le vêtement « écologique » à base de matériaux naturels, elle vient de lancer un pull polaire en chinchilla de synthèse, fabriqué à partir de bouteilles de plastique ! Les bouteilles en PE (polyéthylène), qui, à la différence du PVC, ne contiennent pas de chlore, sont hachées menu, fondues et filées en fibres, et enfin tricotées. L'acheteur, bien au chaud dans son pull synthétique, a ainsi une double satisfaction : il épargne la fourrure des pauvres petits chinchillas et il contribue au recyclage de tous ces plastiques qui nous envahissent.

Roger Cars

HUMEUR • par Josée Doyère

Les tout-ou-rienistes

DES conflits sociaux, il y en a toujours eu. Celui qui secoue Air France semble comme un symbole de conflits d'un nouveau type, tant les faits semblent caricaturaux. Bernard Attali, son ex-président, présente un ultimatum, d'ailleurs, en disant qu'il n'est pas négociable. L'autre Bernard, le ministre des transports, déclare urbi et orbi à la télévision, en direct qu'on ne le discutera pas. Et, quatre jours plus tard, le retire, en annonçant qu'on en préparera un autre, pour dans trois mois. Les syndicats crient victoire, mais craignent que ce succès trop rapide ne soit annonciateur de défaites ultérieures. Quant à la base, elle est loin d'être unanime, entre ceux qui veulent reprendre le boulot et ceux qui sont prêts à continuer, jusqu'à obtenir des garanties écrites pour l'avenir. La grève ?

Quatre qu'il est assez surprenant qu'un ministre libéral (car il est libéral, n'est-ce pas, le gouvernement d'Edouard Balladur) agisse d'une façon aussi dirigiste - que jamais un ministre socialiste n'aurait osé employer - en passant par-dessus la tête du PDG d'une entreprise nationale, j'ai eu l'impression qu'il a manqué à Bernard Bosson, tout comme à Bernard Attali, un petit manuel de gestion des plans drastiques et des conflits qui s'ensuivent. Quand on présente à des salariés une pilule fort amère, il serait logique d'être prêt à écouter leurs remarques, à enregistrer leurs doléances, à reconnaître qu'on peut l'améliorer. Et tout bon plan (quel qu'il soit, qu'il s'agisse d'envoyer les salariés s'installer en province, de diminuer leurs salaires ou de

supprimer des emplois) devrait comporter des positions de repli. Cela permet de nourrir la négociation, d'obtenir un accord difficile qui, sans donner entière satisfaction aux deux parties, autorise chacune d'elles à penser qu'elle ne s'est pas battue pour rien. Le patron met en œuvre l'essentiel du vrai plan qu'il avait envisagé, les syndicats ou les salariés sont conscients d'avoir évité le pire et d'avoir obtenu la juste récompense de leurs efforts. Personne n'a perdu la face. Toutes les vraies négociations se déroulent de la même façon. Pas à Air France.

Ici, on est en présence de « tout-ou-rienistes », qui veulent tout, tout de suite, sans discussion. Ou rien, sans phrase. Evidemment, c'est le bide, l'échec pour tout le monde. Et c'est d'autant plus le bide que tout cela se déroule devant les caméras de télévision. La médiatisation télévisuelle fige les positions, radicalise les attitudes, ne retient que la petite phrase assassine, sans nuances, sans nuances. La « 20 heures » ajoute un paramètre aux négociations sociales de jadis.

Comme rien de tout cela ne peut se passer dans le secret, non seulement il faut, de part et d'autre, avoir prévu des positions de repli, mais il faut les mettre en œuvre, pour qu'elles fassent plus vrai que vrai, pour donner un télé-spectateur sa ration d'informations sur le vif, pour que chacun, dans les chaumières ou dans les palais, suive les progrès de la négociation avec intérêt, voire admiration. Jamais la procédure du « tout ou rien » n'arrivera à ce résultat.

LA COTE DES MOTS

Accises, bilantaire et cie

Accises et accisien (du latin, via le moyen néerlandais *accis*, « impôt de consommation ») sont des appellations officielles et courantes en Belgique. *Accises* - le mot est utilisé au pluriel autre-Québécois - désigne l'ensemble des impôts indirects qui frappent, principalement, les boissons alcoolisées. *Accisien*, en conséquence, est le nom donné à un « agent des accises », à un agent des contributions indirectes, donc.

En France, on a employé *accise* au singulier, mais pour parler de l'impôt indirect existant en Belgique (et aussi en Angleterre). En Belgique, les droits d'accise sont perçus sur les bières, vins, vinaigres, boissons distillées, et s'étendent même sur le sel et sur le sucre. (Grand Larousse universel).

C'est en 1643 que le Long Parlement crée, en Angleterre, l'*excise* (mot anglais forgé par altération d'*accise*), qui devait peser sur tous les produits de consommation les plus usuels. Luminieuse idée que les complices de John Bull ne furent pas les seuls à exploiter au cours des siècles...

On rencontre aussi chez nos voisins belges l'adjectif *bilantaire*, qui ne semble pas être utilisé en deçà de Québec (?!). En Hexagone, le qualificatif noté parfois (et peu usité de nos jours) est *bilancel* (le), au sens de « qui est relatif (-ve) à un bilan », et qui aurait été formé sur l'italien *bilancio*... Bilan linguistique mitigé, donc.

Jean-Pierre Colignon

(1) Si Le Pirée n'est pas un homme, mais un port (celui d'Athènes), *Québécois* n'est pas un fleuve, mais une commune hénuyère (= du Hainaut) située à la frontière franco-belge.

LIVRES

Le pouvoir statistique

Le pouvoir parle de moyennes, de probabilités, d'échantillons. Un ouvrage montre comment le discours politique moderne s'est constitué autour de la loi des grands nombres

LA POLITIQUE DES GRANDS NOMBRES
Histoire de la raison statistique

d'Alain Desrosières
La Découverte, 440 pages, 220 F.

La raison statistique relève de la raison d'Etat, celle dont précisément on ne donne jamais la raison. Malgré le ton modéré et le style très scientifique - presque trop -, ce livre en fait une vive critique et livre une réflexion originale sur le pouvoir et sa capacité à créer l'espace qu'il domine et mesure.

Mesure, remarque Alain Desrosières, à deux sens : décompte et modération. Les deux sont inclus dans l'essence même du pouvoir, l'ordre. La raison statistique ordonne. Elle-même se façonne à travers l'histoire des schémas cognitifs (concepts, théories probabilistes et modèles) et celle des institutions et des sources statistiques. Elle en appelle à la science pour constituer l'espace politique moderne : « Parce qu'il tient son pouvoir de conviction d'une double référence à des principes de solidification en général distingués, celui de la science et celui de l'Etat, l'espace de l'information statistique est particulièrement significatif ».

Dès le XVIII^e siècle se mettent en place des systèmes d'enregistrement, de codage, de tabulation et de publication. L'ouvrage insiste sur ce que l'on pourrait appeler la « solidification sémantique ». Prenons le terme même de statistique. Dans l'Allemagne divisée du XVIII^e siècle, la statistique est une taxinomie sans nombres. La quantification n'existe pas encore. « Mémoriser, enseigner, gouverner : il faut extérioriser les choses, les inscrire dans les livres, pour les réutiliser plus tard. » Mais tout ce travail préliminaire (les tableaux croisés, fondements de la corrélation, viendront très vite) est déjà un effort

de réduction des singularités. A côté de cet outillage politico-administratif naît la théorie probabiliste, destinée à résumer une réalité non maîtrisable. La description et le formalisme mathématique sont inséparables. Les formulations mathématiques créent des choses collectives, des boîtes noires ou des modèles, qui nivelent, ordonnent, créent des lois, des routines, et autant de nomenclatures indispensables à la pérennité politique.

Le tournant conceptuel, dit l'auteur, se situe en 1830 avec Quételet et la mutation de la probabilité. Avant, la probabilité est largement subjective et liée à des « échos de l'esprit ». Elle mesure la méconnaissance, « quelque chose de la raison de croire ». A l'opposé, la probabilité de Quételet est objective, liée aux régularités des « grands nombres ».

DÉBAT SOCIAL • Or l'alchimie de la loi des grands nombres, qui transforme des actes individuels libres et aléatoires en agrégats déterminés et stables, constitue le cœur de l'organisation statistique du champ politique. C'est exactement la genèse de l'Etat-providence : les systèmes d'assurance et de protection sociale sont fondés sur cette transformation de l'acte individuel en objets stables collectifs.

Ce serait appauvrir ce livre que de le réduire à cette thèse classique. Au long des neuf chapitres voisinent une réflexion philosophique et épistémologique nourries (sur la volonté générale de Rousseau, par exemple, représentation du collectif différente de celle de Quételet ; ou encore sur le principe d'économie des causes, dit « rasoir d'Occam » dans la réflexion sur le déterminisme statistique) et des informations détaillées sur les systèmes statistiques français, anglais, allemand, américain. Sont également développées les grandes doctrines statistiques, des métriques (Qué-

telet et Bayes, les grands théoriciens) aux pires (Galton et l'eugénisme). L'originalité de cette recherche tient plutôt à son parti pris rhétorique. La statistique aide à la conviction, et les « crises » statistiques sont celles du sens des mots. L'auteur analyse par exemple le glissement du concept de pauvre à celui de chômeur, et montre comment derrière ce glissement se situent des institutions, des schémas de négociations et une nouvelle « objectivation » de la marginalité. La diffusion du langage statistique connaît des formes particulières en France : « La microéconomie keynésienne et la comptabilité nationale ont en une contribution particulière, parce qu'elles ont été implantées et promues par de hauts fonctionnaires et des ingénieurs plutôt que par des professeurs. La légitimité et l'autorité de l'Etat venaient s'articuler de façon subtile à celle de la science ».

Au « il y a » du statisticien, le politique ajoute donc « il faut ». Mais ce « il faut » repose sur des catégories acceptées peu à peu par l'opinion et passées dans le langage commun : chômage, inflation, solde du commerce extérieur, masse monétaire, fécondité, etc. Cette imprégnation du langage politique par le langage du chiffre est patiemment démontrée par le biais de multiples informations historiques, politiques et biographiques.

La subtilité du pouvoir tient à ce qu'il peut, seul, renier ses statistiques : dénoncer les boîtes noires des modèles, conclut l'auteur, et une « production statistique qui résulte de rapports de forces idéologiques et politiques ». Cette phrase, au terme d'un travail exhaustif - pour parler statistique -, paraît excessive. Elle nous convainc que le débat social sur la statistique est un élément des libertés publiques.

Bernard Maris

NOTES DE LECTURE

L'EUROPE AU PLURIEL

de Jacqueline Nonon
et Michel Clamen
préface de Bernard Bosson
Dunod, 284 pages, 145 F.

L'ENTREPRISE ET L'EUROPE
d'André Fourcans
InterEditions, 388 pages, 195 F.

« Si l'Europe est encore au pluriel, c'est que chacun veut rester au singulier. » Ce qui n'apparaît pas singulier à Jacqueline Nonon et Michel Clamen. Leur ouvrage est très éclairant et - ô surprise dans le genre - manie fort bien l'humour.

On apprend d'abord la façon dont les décisions sont prises à Bruxelles, puis les auteurs font un portrait de chacun des Douze pays en situation « européenne » et du treizième à table : la Commission. Suit un kaléidoscope des politiques communautaires et un flash sur les nouvelles vedettes : les peuples d'aujourd'hui et les adhérents de demain. A mettre entre toutes les mains.

Ce n'est pas le cas du livre d'André Fourcans, *L'entreprise et l'Europe*, sous-titré *Clas pour le décideur*. Si la cible est plus étroite, la recherche est très féconde, permettant de débroussailler les arcanes d'un terrain complexe et mouvant. Comment utiliser le lobbying, s'adapter à l'environnement du « grand marché », aux projets communautaires actuels et répondre aux défis de l'avenir ? Un bon guide pour l'action.

COMMUNIQUER SANS FRONTIÈRES

de Jean-Michel Jarry
Préface de Didier Pineau-Valencienne
Dunod, 362 pages, 360 F.

L'image de la France est-elle un atout ou un handicap lorsqu'il s'agit de vendre à l'étranger ? Malgré des réussites technologiques incontestables, la qualité et la fiabilité de nos produits industriels ne s'imposent pas comme ce qui vient d'Allemagne ou de Grande-Bretagne. Comment lutter contre ces stéréotypes ?

Jean-Michel Jarry donne des conseils pour de bonnes stratégies d'entreprise : communication par

la marque, adaptation de la campagne publicitaire, choix du logo, des « supports ». Sur ce dernier point, l'auteur fournit des renseignements précis sur l'audience de la presse étrangère ou l'utilisation de l'audio-visuel. Enfin, on nous parle des foires internationales, du « lobbying », du mécénat et des organismes de soutien de l'action de promotion (administrations, chambre de commerce) en France et à l'étranger. Une palette bien fournie pour tous ceux qu'anime l'esprit de conquête.

P. D.

AGENDA

MARDI 2 NOVEMBRE. Paris. Discussion au Sénat du projet de loi quinquennale sur l'emploi.

Paris. Auditions de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les délocalisations (et mercredi 3).

MERCREDI 3 NOVEMBRE. Paris. Rencontres de députés et d'industriels français et allemands sur le GATT et l'UEM, à l'Assemblée nationale, à l'initiative de Jacques Barrot, président de la commission des finances.

JEUDI 4 NOVEMBRE. Bruxelles. Réunion des ministres de la santé de la CEE.

VENDREDI 5 NOVEMBRE. Grande-Bretagne. Grève des fonctionnaires, à l'appel de cinq syndicats, contre la politique de privatisation.

SAMEDI 6 NOVEMBRE. Rome. Conférence bi-annuelle de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (jusqu'au 25 novembre). Lundi 8 : nomination du successeur d'Edouard Sanuma, directeur général.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

IMMOBILIER : VIDER LES STOCKS

Logement : union contre l'attentisme

C'est le moment d'acheter dans l'immobilier, martèlent les professionnels. Mais cela ne prouve pas qu'il y a une reprise. Est-ce la méthode Coué ? Les pouvoirs publics sont prudents

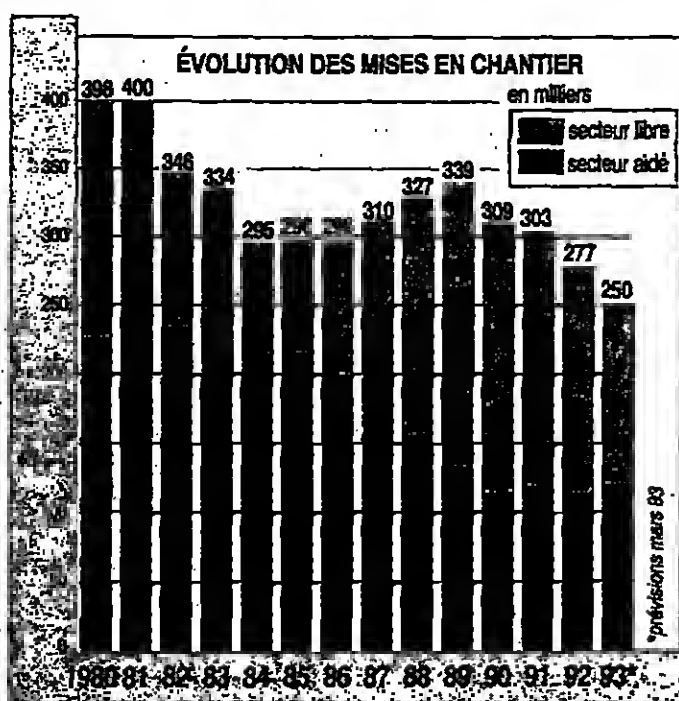
L'IMMOBILIER est un secteur éminemment psychologique. L'enthousiasme alimente la flamme des prix ; la déprime nourrit leur effondrement. L'expérience l'a prouvé. Elle le démontre encore. Au début de la crise, de nombreux professionnels ont nié le retournement de conjoncture, afin de ne pas susciter une psychose à la baisse. Ils ont ensuite fait porter la responsabilité sur... les médias avant de reconnaître - à l'évidence - que le mal était plus profond. Deux ans après, désireux d'amorcer un mouvement inverse, partant du principe que « c'est le moment d'acheter » son logement, conscients qu'une reprise suppose de lutter contre la sinistrose, ils sont les premiers à valoriser les moindres signes de réchauffement.

RELANCE • Les pouvoirs publics, qui savent bien que le redémarrage de l'ensemble de l'économie passe par celui du BTP, s'avancent aussi sur ce terrain. Avec prudence, même s'ils ont abondamment salué la remontée des mises en chantier au troisième trimestre (+4,1 % par rapport aux trois mois correspondants de 1992), que en grande partie au vigoureux coup de pouce donné au logement social par le plan de relance du printemps dernier.

Les agents immobiliers se montrent confiants, notant un regain d'intérêt de leur clientèle et un accroissement des promesses de vente depuis quatre mois.

Plus on se trouve en amont de la filière de l'immobilier, plus le pessimisme est grand. Rien de plus logique, compte tenu de la longueur des délais : entre le moment où une demande s'exprime sur le marché du logement et celui où la production (ici, la construction d'immeubles) repart, il y a déjà en temps normal un délai de plusieurs mois.

Aujourd'hui, ce délai est encore allongé par les difficultés rencontrées par les promoteurs pour écouler leurs stocks de logements neufs, même si une décote est observée (les stocks représentent aujourd'hui 15 à 16 mois de commercialisation en Ile-de-France).



contre 20 l'an passé). De plus, les promoteurs-construiteurs qui souhaitent lancer des opérations nouvelles se heurtent aux réticences de leurs banquiers (et de leurs créanciers) qui, n'ayant pas fini d'éponger les mauvaises affaires de ces derniers mois, se montrent avertis de leurs sous.

En début de chaîne, au niveau de la production, les industriels du bâtiment voient tout en noir, affirmant « ne rien percevoir » en dehors d'un accroissement de la consommation des crédits au logement aidé. De même, la Fédération nationale des promoteurs-construiteurs (FNPC) ne prévoit pas de redémarrage de la construction privée en 1994.

OSCILLANT • En fin de chaîne, au niveau de la vente, les agents immobiliers se montrent plus confiants, notant un regain d'intérêt de leur clientèle et un accroissement des promesses de ventes depuis quatre mois. Mais cette opinion est loin de faire l'unanimité chez les notaires parisiens : ceux-ci remarquent que la reprise observée en juin et juillet dans l'ancien (après des mois d'avril et mai particulièrement attendistes) ne s'est pas confirmée, le marché oscillant en dents de scie à un rythme accéléré. Dans le logement neuf, après un premier trimestre très médiocre (-14 % par rapport aux trois premiers mois de

1992), les ventes ont été meilleures au deuxième trimestre (+6 %) et stables au troisième.

Bref, les professionnels qui se hasardent à parler de reprise prennent des précautions, tempérant leur jugement d'adjectifs tels que « timide » ou « fragile ». En fait, son ampleur et sa durée dépendront de l'attitude de la clientèle privée, qu'il s'agisse des investisseurs ou des propriétaires-occu-

pants. C'est surtout à eux que s'adresse le discours selon lequel « c'est le moment d'acheter » : les prix, dit-on, ont atteint leur point bas et les taux d'intérêt ne diminueront plus. L'objectif est de casser l'attentisme des acheteurs qui tablent sur de nouvelles baisses.

Sur les prix, divers éléments convergent pour accorder l'idée d'une stabilisation. Certes, les dernières statistiques des notaires parisiens - portant sur le deuxième trimestre - faisaient encore apparaître une baisse dans l'ancien, mais celle-ci, non seulement se ralentissait, mais ne touchait que les grandes surfaces. Le prix des studios et des deux-pièces avait même tendance à remonter un peu (+0,5 % et +0,2 %) ainsi que celui de certains quartiers. On ne connaît pas encore les chiffres du troisième trimestre, mais plusieurs notaires d'Ile-de-France estiment que l'on assiste à une stabilisation.

PROMOTION • Dans le neuf, les prix ont, selon la FNPC, baissé de 15 % à 30 % en deux ans. Plus les baisses avaient été importantes pendant les années folles, plus les corrections ont été sévères ensuite. Mais, aussi spectaculaire soit-il, le recul n'empêche pas telle ou telle promotion ponctuelle pour liquider un stock trop lourd.

Pour sa part, Michel Trolé, PDG du réseau d'agences immobilières Century 21, indique que le prix de vente moyen des biens (France entière) s'établissait en septembre à 540 000 francs, soit 1,7 % de mieux qu'un an auparavant.

pour une surface quasiment inchangée. Selon lui, l'idée selon laquelle un plancher a été atteint semble se répandre parmi les vendeurs puisqu'ils ont à nouveau tendance à accroître leurs prétentions. Ainsi, l'écart entre les prix demandés et ceux effectivement obtenus recommence à augmenter : de 5,5 % l'an dernier, il est passé à 7,5 % cette année.

La baisse des taux et celle des prix, les possibilités de pénurie, les incitations fiscales du gouvernement peuvent rendre la pierre plus attractive.

Sur les taux d'intérêt, le discours officiel consiste à dire qu'il ne faut pas s'attendre à des baisses nouvelles et ce, afin d'éviter tout attentisme d'une clientèle jouant sur la baisse. Cette affirmation laisse dubitatifs certains spécialistes qui paraissent attendre encore quelques modifications à la marge.

Enfin, un autre discours tend aussi à se développer : il agit le spectre d'une pénurie due au gel de la construction neuve, lui-même induit par la frilosité des banques. Cette perspective peut faire sou-

(17 200 logements en région Rhône-Alpes, 16 000 en Provence-Côte d'Azur et 14 000 en Ile-de-France), mais elle cache une réelle inquiétude sur l'avenir de la promotion privée.

Le rappel des mesures fiscales prises par le gouvernement au printemps dernier complète ces trois discours sur les prix, les taux et la pénurie. Mais ces cadeaux n'ont pas suffi à vaincre les réticences des investisseurs : si tel ou tel professionnel signale leur présence sur les très petits logements, ils ne sont pas vraiment revenus sur le marché. « Traditionnellement, ils se manifestent en fin d'année, ne va voir s'ils le feront cette année », expliquait, mardi 26 octobre, André Antinelli, patron de la FNPC.

Tout dépendra des arbitrages que les investisseurs opéreront entre leur épargne financière et leur investissement logement. La baisse des taux et celle des prix, les possibilités de pénurie (qui se traduiraient par une pression sur les loyers), les incitations fiscales du gouvernement peuvent effectivement rendre la pierre plus attractive. Se laisseront-ils séduire, aussi, par la perspective d'une remise à plat de l'ensemble de la fiscalité immobilière que le ministre du logement, Hervé de Charette, voudrait voir menée ?

L'opération s'annonce longue et délicate. Toutefois, elle paraît indispensable pour corriger les excès du passé. Mais qui veut la fin...

Françoise Vaysse

Des bureaux vides par milliers

Plus indifférents aux Français, qui n'en auraient pas dans leur vie de tous les jours, la crise que traverse l'immobilier de bureaux est d'une extrême gravité. Sa combinaison avec les difficultés du logement, elle a fait tomber les grands promoteurs de la place. Ils mettront des années à s'en remettre.

Soucieux d'en savoir plus pour adapter la stratégie de la profession, la chambre syndicale des promoteurs-construiteurs de la région Ile-de-France a demandé au GRECAM une étude de la situation de l'offre de bureaux, en la segmentant selon son âge, sa situation géographique et sa taille.

L'étude, qui recense toutes les opérations supérieures à 500 m², estime à 3 382 000 m² l'offre de bureaux disponibles, se décomposant en 2 825 000 m² déjà livrés et 557 000 m² en cours de construction, livrables à moins d'un an. Ce stock est composé pour 43 % d'immeubles de plus de cinq ans, dont certains sont obsoletes. Réparti à un parc de 43,3 millions de mètres carrés, elle porte donc à 7,7 % le taux de vacance. Un taux important par rapport à ce qui est considéré

comme normal (5 %), mais nettement moindre que ce que connaissent certaines capitales comme New-York (18 %) ou Londres (18 %).

DÉLAI • De son côté, Bourdais évalue à un peu plus de 4 millions (4 087 000), le stock certain à moins d'un an en début d'année, en hausse de 30 % par rapport au premier janvier 1992. Ce chiffre se ventile entre un stock immédiat (2 878 000 m², en hausse de 52 %) et une partie disponible à moins d'un an (1 209 000 m² qui affiche une baisse de 3 %). Pour Bourdais, la taux de vacance s'élève à 7,3 % (il était de 5 % à la fin 1992) et, au rythme des transactions 1992, le délai d'écoulement des stocks s'établit à 4,2 ans pour l'ensemble de la région Ile-de-France, dont 4,8 ans pour Paris et 3,3 ans pour la banlieue Ouest.

Car les deux études convergent sur l'importance du stock dans la capitale, elle-même : 1 185 000 m² pour le GRECAM, 1 422 000 m² pour Bourdais. Ce vaste stock est composé en très grande partie (535 000 m², selon le GRECAM, 650 000 selon Bourdais) de bureaux anciens (plus de cinq ans d'âge) et de petite

taille (1 354 m² en moyenne). Un élément de plus pour étayer les thèses des époués de la transformation de bureaux en logements.

Paris, à lui seul, représente 35 % du stock francilien, dont la majorité (45 %) est située en première couronne. Un tiers du stock total, soit 1 170 000 m² se trouve dans les Hauts-de-Seine. Sur ce chiffre, 245 000 m² sont localisés à la Défense, où le taux de vacance s'élève à 10 %. Bourdais, pour sa part, l'évalue à 250 000 m² et estime à 11,8 % le taux de vacance. Quatre opérations dépassent les 10 000 m² et un tiers du stock (85 000 m²) est constitué de bureaux vieux de plus de cinq ans.

ÉCARTÉE • Le GRECAM et les promoteurs franciliens soulignent d'ailleurs la « caractéristique non fongible de l'offre de bureaux en Ile-de-France » : l'offre est écartelée entre, d'un côté, des bureaux neufs très grands (28 opérations représentent à elles seules 40 % du stock neuf) et une multitude de petites surfaces dans l'ancien (525 disponibilités de moins de 2 000 m² dans des immeubles anciens). Enfin, leur étude souligne le coup de frein sur les mises en chantier, divisées par

deux en trois ans, ce qui induit une offre de bureaux neufs à moins d'un an de 537 000 m².

L'importance de ces surfaces vides pèse évidemment sur les loyers : à Paris, les bureaux anciens sont particulièrement pénalisés, et affichent une baisse de 20 % en un an. Aujourd'hui, affirme le cabinet, très peu de locaux anciens peuvent se louer à plus de 2 800-3 000 francs hors taxes la mètres carrés/an, le moyenne des transactions étant comprise entre 2 000 et 2 500 francs.

Encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte des cadeaux consentis par les propriétaires (franchises de loyer et travaux pris en charge). Dans le neuf à Paris, la situation est plus « nuancée » selon Bourdais, et « l'on se doit de raisonner par immeuble ». Néanmoins, les loyers ont baissé de 10 %, pour la seconde année consécutive, culminant dans les quartiers d'affaires à 4 300 francs hors taxes et s'établissant entre 2 300 et 3 500 francs en moyenne. En banlieue, la baisse moyenne de 5 % à 10 % - est « sélective », selon les auteurs. Par exemple, le mètre carré vacille entre 1 600 et 2 600 francs à la Défense.

F. V.

Camemberts japonais

Suite de la page 19

« Nous ne pouvons faire plus, explique Jean-Luc Rémy, car nous ne sommes pas prêts ». Et le directeur de la Fromagerie lorraine de préciser que chaque camembert supplémentaire mis sur le marché doit répondre aux mêmes exigences de qualité, de présentation et de finition que les quantités actuellement commercialisées. « Aussi, pourrions-nous nous que très lentement, et si nous parvenons à 200 ou 300 tonnes dans les années à venir, le but sera atteint ».

Afin d'être certains que leurs principes sont respectés - « Si tout est fait dans les règles, rien ne peut empêcher le succès de l'entreprise » - les responsables du groupe japonais viennent souvent se rendre compte sur place du bon déroulement de l'opération. Sans compter que, depuis le début de la production, un ingénieur nippon participe à l'avenir de son occupant plus particulièrement du contrôle de la qualité des produits. Toshiaki Haiya, vingt-huit ans, qui se dit « agréablement surpris par la tranquillité de la Lorraine », mais qui, visiblement, se languit de Tokyo, aura fini son temps d'ici quelques mois.

Son remplacement par un compatriote n'est pas acquis. Cela signifie-t-il que les dirigeants de Morinaga sont d'ores et déjà persuadés que le train est définitivement sur la bonne voie ?

Pour tenter d'amortir les coûts fixes - vingt salariés, dont la majorité est hautement qualifiée pour une si petite production, nécessitant, par exemple, une comptabilité en langue anglaise -, Vézelle a diversifié ses exportations vers les pays friands de pâtes molles : Italie, Allemagne et surtout Finlande et Suède. Les Suédois ont pris une petite participation par l'apport d'équipements permettant la commercialisation des camemberts, des briques ou autres fromages dans des boîtes en forme de dentelle. Selon Jean-Luc Rémy, les intérêts suédois ont préféré décoller avec la création de l'Espace économique européen et la perspective de l'adhésion à la CEE de leur pays, où le lait est plus cher qu'en France. « Pour une fois, se réjouit-il, que la délocalisation joue en faveur de la Lorraine ».

Il n'empêche : les produits commercialisés par la Fromagerie lorraine constituent un « anachronisme », pour reprendre l'appréciation de son directeur. Ce ne sont pas les prévisions du marché nippon - 5 000 tonnes d'ici cinq ans - qui feront sensiblement baisser le prix - 33 francs - que vaut aujourd'hui un Chateau Camembert de 100 grammes au Japon. Mais Jean-Luc Rémy ne dit-il pas qu'on offre un fromage dans ce pays comme on offre des chocolats en France ?

Marcel Scotto

Le Monde ÉDITIONS

LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vrais succès nouvelles sportives

Alain Giraud

EN VENTE EN LIBRAIRIE

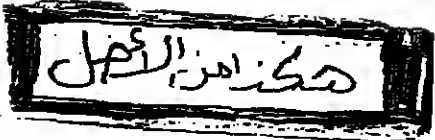
alternatives économiques

novembre 93

- RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL : 32 heures, pourquoi pas !
- LES BASES D'UNE AUTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

20 F Chez votre marchand de journaux

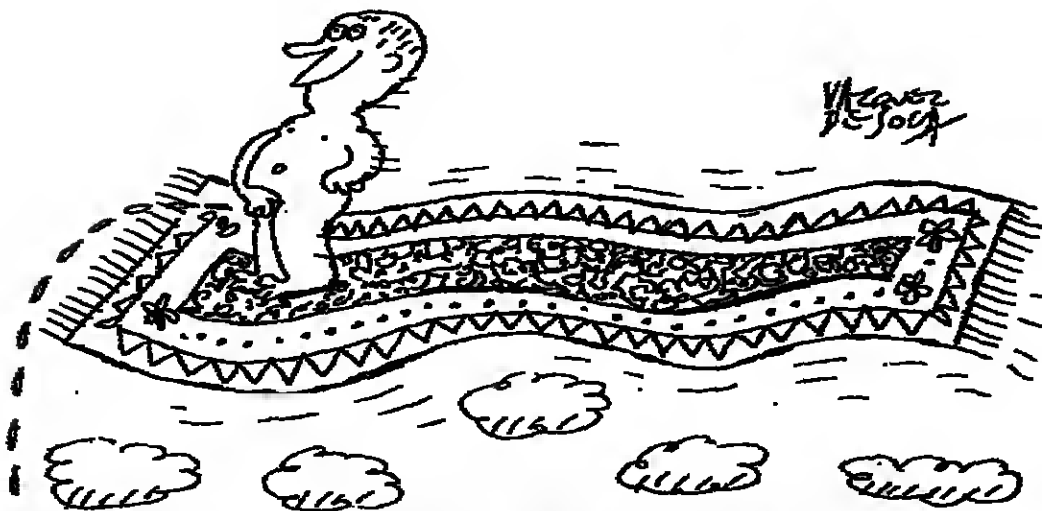
Alternatives Économiques 12 rue du Châgne 21000 DIJON



PERSPECTIVES

LES DEUX VISAGES DU TEXTILE BELGE

Le tapis flamand résiste



Suite de la page 19

Il y a quelques autres géants (De Portere notamment, qui s'est rendu célèbre en accaparant une large part du marché des tapis de prière dans les pays du Golfe...), mais la grande majorité des entreprises textiles du bassin des Flandres n'atteint évidemment pas la taille de Beaulieu ou de Santens. Les PME d'une trentaine de personnes dominent. Cependant la structure de la profession évolue : « Au cours des dernières années, les entreprises comptant de 100 à 150 salariés sont devenues plus nombreuses », note Martin Van Houtte, le directeur général de Febeltex, l'organisation professionnelle. Le textile belge, dont la Flandre constitue le fleuron, emploie un peu moins de 50 000 personnes (auxquelles il faut ajouter 32 000 personnes dans la confection).

Sa bonne santé relative n'a pas toujours été évidente et il a fallu parfois se battre. Ainsi, le début des années 80, après le deuxième choc pétrolier, a été particulièrement douloureux. Le plan textile, mis en œuvre par les pouvoirs publics, est venu alors à point pour permettre la recapitalisation des entreprises. Les patrons se sont accrochés, se sont équipés en machines afin de limiter les frais de main-d'œuvre, ont recherché les créneaux porteurs, joué la qualité et la valeur ajoutée.

INVESTIR • « L'essentiel est d'investir et de se moderniser. Nous avons très vite compris que le travail était l'unique facteur de production dont le coût ne pouvait que grimper. Lorsque la main-d'œuvre représentait 35 % du prix de revient d'une pièce, il faut commencer à s'inquiéter. L'ouvrier est payé en moyenne 480 francs de l'heure en Belgique, mais 2 francs de l'heure au Vietnam ou en Chine », note Luc Santens.

La profession, on l'a vu, est présente à l'étranger, mais elle n'a pas cherché pour autant à se délocaliser vers des pays à bas prix de revient. « Ce qu'on peut faire chez soi, il ne faut pas aller le faire ailleurs. On touche là à un problème politique : il est important de pré-

server un secteur industriel, sinon comment viendrons-nous à bout du chômage ? », estime Luc Santens. Au reste, dans son métier, la délocalisation présenterait de sérieux inconvénients : « La distribution évolue, elle entend suivre de très près le marché, la mode, se réajuster vite, la distance joue encore un rôle et être sur place avantage l'industrie », explique-t-il.

Dominique De Clerck, qui produit pourtant un peu partout en Europe, est d'accord : « Le textile flamand n'a pas d'usines à l'étranger, la production est régionale, et le chef d'entreprise n'attend pas souvent sa maison attendant à l'usine ; affaire de culture en quelque sorte.

MONNAIE UNIQUE • Les usines sont en Flandre, mais les clients sont en Europe. Beaulieu exporte 95 % de sa production, dont 80 % vers le reste de la Communauté,

Beaulieu exporte 95 % de sa production dont 80 % vers les pays de la Communauté.

l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni étant ses principaux débouchés. L'exportation est à peine moins importante chez Santens. Pour l'ensemble du bassin, elle représente, nous dit Martin Van Houtte, 80 % de la production, soit un chiffre d'affaires de 200 milliards de francs belges (33 milliards de francs français), avec, pour la branche, un solde commercial positif de 50 milliards de francs belges (8 milliards de francs français).

Les principales difficultés exprimées par nos interlocuteurs portent sur l'instabilité monétaire : les soubresauts que connaît depuis un an le SME (système monétaire européen) sont très mal vécus. « C'est une catastrophe ; les Italiens et les Anglais, en septembre 1992, ont procédé à des dévaluations compétitives au lieu d'agir dans le cadre du SME. On ne sait plus sur quel pied danser ; on prend des engagements pour l'hiver 1994, on essaye de se couvrir, mais on ne sait pas très bien ce qui va se passer. L'Europe doit continuer à défendre son industrie, on continue à rêver d'une monnaie unique », raconte Luc Santens.

Dans cette Flandre industrielle et dynamique, Dominique De Clerck compte, lui aussi, parmi les « maniaques de la monnaie unique », comme les désigne avec dédain Philippe Séguin. « Je ne sais pas si les politiques se rendent compte à quel point l'instabilité monétaire a un effet négatif pour l'industrie. La dépréciation de la livre sterling n'atteint à un moment 18 %, et les Anglais, comme nous, font de la moquette ; vous connaissez des gens qui ont des marges de 18 % ? Une monnaie unique serait l'idéal. »

C'est dire que l'Europe et la Commission de Bruxelles ne sont pas les systématiquement attaquées comme s'y complaisaient les industriels français.

Dans le plat pays, la campagne de presse agressive que ceux-ci ont déclenché avant l'été a agacé. Apparemment, la puissance

aides régionales accordées par la CEE, notamment au Portugal. Comme Luc Santens, il préférerait que la Communauté pratique une politique commerciale plus musclée, à la façon des États-Unis. « Les Turcs vendent leurs produits 30 % plus chers chez eux qu'à l'exportation. Nous avons déposé une plainte antidumping auprès de la Commission, mais il n'a fallu attendre deux ans avant qu'une taxe soit appliquée. Nous ne sommes pas opposés au GATT, mais il faut bien constater que, souvent, les pays à bas coût de revient ne respectent pas les règles du commerce international. Aujourd'hui, nous rencontrons beaucoup de difficultés avec l'Inde », explique Luc Santens.

Cependant, la perspective d'un démantèlement progressif de l'AMF (l'accord multilatéral qui organise et limite les importations en provenance des pays à bas coût de revient), principal enjeu de l'Uruguay Round dans le textile, ne l'affaiblit pas outre mesure. L'industrie textile de la Flandre, une fois de plus, s'adapte : « Grâce à un équipement moderne, un management très motivé, on s'en sort, mais l'année 1992-1993 aura été une des plus dures. »

Philippe Lemaître



Le textile belge emploie un peu moins de 50 000 personnes, auxquelles il faut ajouter les 32 000 qui travaillent dans la confection. La Flandre constitue le fleuron de cette industrie. Sur le millier d'entreprises que compte le textile en Flandre-Occidentale et Flandre-Orientale, 800 sont concentrées dans le triangle Gand-Courtrai-Audenarde.

La situation est différente dans la région de Verviers, ancienne capitale de la laine. Ici, l'industrie textile ne représente plus grand-chose. Sur les 8 000 emplois recensés dans toute la Wallonie, moins de 1 500 sont situés à Verviers.

La laine wallonne

GROSSE
ROTE

Verviers et Audenarde

Tant que la Terre tournera,
on tournera les pages d'un Larousse.

Le monde nous parle, donnons-nous les moyens de lui répondre

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lecoq, directeur
général de la publication
Bruno Fournier
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Hubert Bodé
adjoint au directeur
de la rédaction
Thierry Fauriol
Benoît Le Gendre
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
éditeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Bonami-délay (1944-1988)
Jean-Marie Fournier (1988-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGOUT
75008 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40 00 20 20
Télécopieur : 40 00 20 20
ADRESSE :
1, PLACE HUBERT-JACOIN
94002 VITRY-CEDEX
Tél. : (1) 40 00 20 20
Télécopieur : 40 00 20 20

PERSPECTIVES

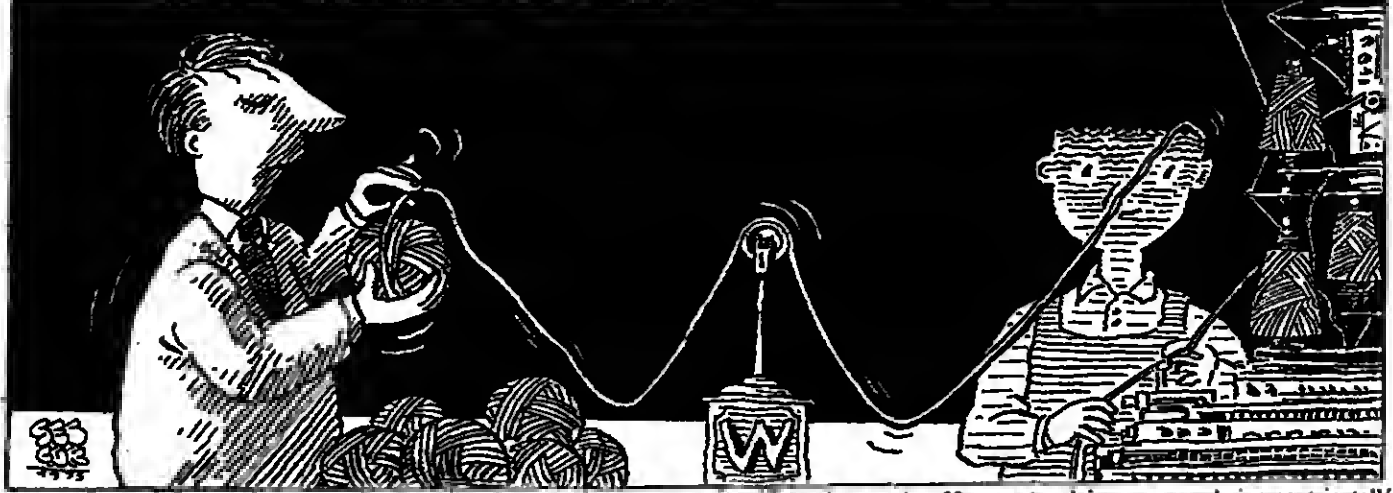
LES DEUX VISAGES DU TEXTILE BELGE

La laine wallonne trahie par les siens

L'ancienne capitale européenne de la laine, trahie par un patronat démissionnaire, n'est plus que l'ombre d'elle-même. A défaut d'industries, elle cultive la nostalgie, et les manifestations symboliques...

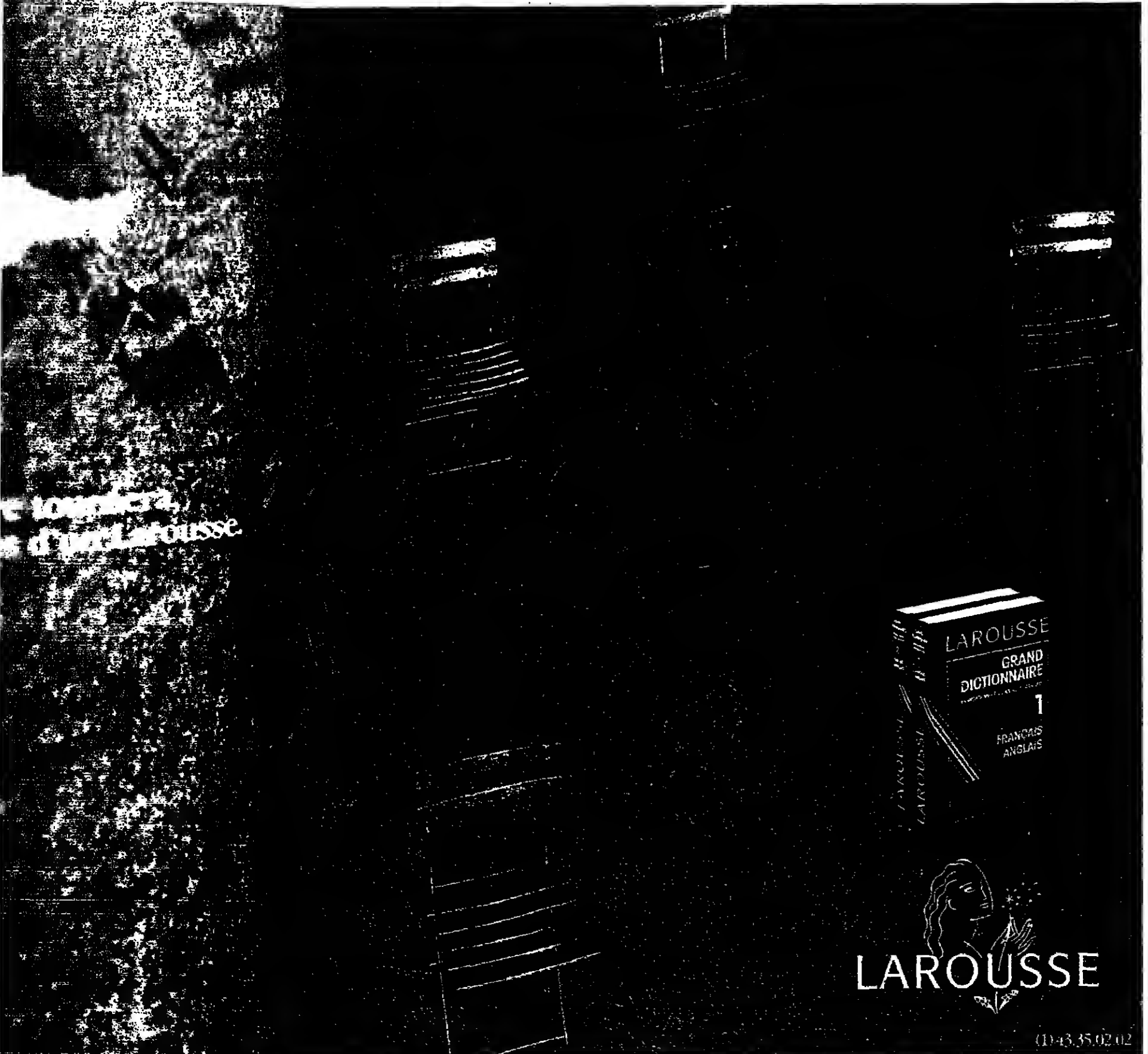


QUE sont devenus les « bourgeois conquérants » qui, à l'époque où Verviers était la capitale européenne de la laine, dotèrent la ville d'un théâtre, de fontaines, de maisons patriciennes, de cercles réputés ? Caricature d'une certaine bourgeoisie wallonne qui a peur de son ombre, la Fédération patronale textile de Verviers refuse de parler à la presse. Le chef de la principale entreprise de traitement de la laine fait toujours répondre qu'il est « en voyage ». Apparemment, personne n'a envie d'évoquer la faillite des grandes familles lainières qui préférèrent le golf et le bridge au dur combat pour l'adaptation à la concurrence étrangère. Il y eut, au dix-neuvième siècle, la génération des patrons qui, tout en faisant dorement travailler leurs ouvriers, mirent la main à la pâte, passèrent leurs journées dans les odeurs nauséabondes des lavoirs. Puis vint l'époque non seulement des fils à



papa, mais aussi des cousins, ces innombrables membres de la parenté, bombardés directeurs de ce et de cela dans des entreprises familiales qui n'avaient déjà pas besoin de ces charges salariales pour lutter contre la conjoncture. Enfin, ce fut la trahison d'une partie de la classe possédante qui opta pour les placements financiers et les rentes plutôt que pour le sauvetage de la région et de l'emploi. L'industrie textile ne représente plus grand-chose dans la région de Verviers. Sur les 8 000 postes de travail que compte ce secteur dans toute la Wallonie, moins de 1 500 sont situés ici. Au début des années 50, avant l'invasion des laines australiennes, deux ouvriers sur trois travaillaient encore dans les lavoirs et les filatures ou dans l'industrie annexe : fabricants de métiers à tisser ou fournisseurs de colorants. A défaut de tenir son rang, Verviers cultive la nostalgie. Un musée national de la laine sera prochainement installé dans l'ancienne fabrique d'étoffes Battonville, rue de la Chapelle. En attendant, un « pré-musée » est ouvert dans l'Institut supérieur industriel de l'Etat (ancienne Ecole supérieure des textiles) qui prépare des Belges et des étudiants étrangers aux métiers du textile et de toutes ses variantes modernes.

tapis, et embauche. Telle autre a trouvé des débouchés avec des fils en matière synthétique. En tout cas, plus question de polluer la Vesdre. Deux barrages retiennent les eaux filtrées naturellement par la tourbe des Hautes Fagnes. Un système spécial d'alimentation en eau pour usage industriel alimente les usines rescapées. Ici, la tradition syndicale est aussi ancienne que celle du savoir-faire. La première convention collective fut négociée il y a deux siècles, quand les ouvriers des ateliers familiaux jetèrent à la Vesdre les premières machines modernes importées d'Angleterre. Des commissions paritaires furent créées en 1946. Responsable local de la section textile de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), le syndicat d'obédience socialiste, majoritaire en Wallonie, Rudolf Godesar refuse de se demander qui est responsable du déclin de Verviers : les patrons incapables ou les militants ouvriers trop exigeants. « Le temps du syndicalisme purement revendicatif est révolu », dit-il. Nous devons jouer un rôle économique et voir au-delà de l'entreprise et même de la région. Les grandes entreprises internationales remplacent les entreprises



Larousse crée le Grand Dictionnaire Français-Anglais / Anglais-Français.

LAVOIRS • Le « pré-musée » est consacré à la seule évocation du travail de la laine avant la révolution industrielle du siècle dernier. Verviers doit sa réputation à l'esprit d'innovation des grandes familles qui y installèrent les premières machines à filer de John Cockerill, à partir de 1816, et aussi à la qualité particulière de sa rivière, la Vesdre, dont les eaux acides et dépourvues de calcaire cooventaient particulièrement au lavage de la laine. Une rue Pisseroule rappelle encore l'époque où des charrettes passaient dans les quartiers populaires pour prendre livraison des urnes des habitants. Mélangées à de l'eau chaude, ces urines servaient à éliminer le suint et la graisse contenus dans les fibres. La laine était ensuite rincée à l'eau courante dans les lavoirs de la Vesdre.

A l'âge d'or de Verviers, quand on parlait du « caoal des usines » pour désigner la suite des lavoirs le long de l'eau, il y eut jusqu'à 400 unités de production dans la région. Il n'en reste plus qu'une trentaine, généralement de petite taille. A 5 kilomètres de Verviers, au bord de la Vesdre, la Textile de Pepinster, entreprise oagnère florissante, offre le triste spectacle de ses immenses bâtiments généralement vides. Quelques locaux ont été reconvertis en ateliers de tôlerie et de soudure industrielle. D'autres servent à la fabrication de fibres de verre. Des activités

Ici, la tradition syndicale est aussi ancienne que celle du savoir-faire. La première convention collective fut négociée il y a deux siècles.

textiles encore annoncées par la fièvre enseignée quelque peu surréaliste au-dessus des murs de béton, il ne reste plus qu'un petit entrepôt commercial de « fils à tricoter ». Bien que les activités de la cité se soient diversifiées au profit du tertiaire, l'article des élèves verviétois a trait au « textile en péril » et reflète sans doute les conversations familiales : « L'arrivée de produits synthétiques a fortement influencé la fermeture des usines textiles. De plus, les prix de production des pays asiatiques sont très avantageux, ce qui, malheureusement, accentue la crise. C'est pourquoi il est grand temps que les politiciens, belges et européens, ouvrent les yeux. Un textile n'est pas un agriculteur, un mineur ou un ouvrier des chantiers navals. »

“Un textile n'est pas un agriculteur, un mineur ou un ouvrier des chantiers navals.”

familiales. Nous devons faire comme le patronat et nous organiser par-dessus les frontières. Avec les reprises d'entreprises, ce qui se passe à Mulhouse ou ailleurs peut avoir des incidences chez nous.

POMPIERS • La convention collective pour 1992-1993 prévoit une augmentation des salaires horaires à peine supérieure à un franc français. « Notre plus grand souci, c'est la sauvegarde de l'emploi, nous passons notre temps à jouer les pompiers pour les entreprises en difficulté », confie Rudolf Godesar, étonnamment modéré dans son discours, toujours barcelé par le téléphone pour l'obtention d'une aide de la région wallonne, la mise en place d'un plan de financement.

Pourtant, il a fait une concession à la tradition militante pour la participation à une grande manifestation à Gand, le dimanche 3 octobre. Au total, il y a en Belgique 80 000 personnes employées dans le secteur du textile et de la confection. Selon les syndicats, quelque deux cents postes de travail disparaissent chaque semaine. Des ouvriers verviétois ont donc défilé pour protester contre cette politique avec 3 000 de leurs camarades, Wallons et Flamands confondus.

Il y a peu, divers quotidiens régionaux ont organisé une opération « journaliste d'un jour ». Il s'agissait pour des milliers d'écopiers francophones de faire des articles dont les meilleurs sont parus dans le numéro unique d'un journal, baptisé l'*Avenir wallon*.

Bien que les activités de la cité se soient diversifiées au profit du tertiaire, l'article des élèves verviétois a trait au « textile en péril » et reflète sans doute les conversations familiales : « L'arrivée de produits synthétiques a fortement influencé la fermeture des usines textiles. De plus, les prix de production des pays asiatiques sont très avantageux, ce qui, malheureusement, accentue la crise. C'est pourquoi il est grand temps que les politiciens, belges et européens, ouvrent les yeux. Un textile n'est pas un agriculteur, un mineur ou un ouvrier des chantiers navals. »

Jean de la Guérivière

مكتبة النخيل

OPINIONS

AVEC la criminalité urbaine, la drogue et les problèmes ethniques, l'emploi a été au centre des débats précédant l'élection, mardi 2 novembre, des maires de plusieurs grandes villes américaines. Et à New-York comme dans d'autres cités, la confrontation entre le démocrate - ici le maire sortant noir, David Dinkins - et le républicain, blanc - Rudolph Giuliani - a clairement fait ressortir deux philosophies différentes de l'action des pouvoirs publics dans l'économie. Alors qu'en ce domaine, les oppositions s'affaiblissent en France, elles restent fortes aux États-Unis. Dans les discours au moins. Noir ou blanc? L'électeur new-yorkais a le choix entre deux politiques économiques municipales opposées, entre un «quasi-socialisme» et une version locale de la «réaganomics». Un vrai choix.

La politique industrielle avait été, lors des présidentielles de l'automne dernier, l'un des thèmes sur lequel les deux principaux candidats, le démocrate Bill Clinton et le républicain George Bush, s'étaient le plus fermement affrontés. Nécessaire, selon le démocrate, une politique industrielle au niveau fédéral était jugée profondément néfaste pour le républicain. Deux idéologies entraînent en conflit. La première, celle des «nouveaux démocrates», volontariste mais soucieuse de ne pas limiter sa pratique à des augmentations d'impôts et de dépenses publiques, estime indispensable que l'Etat accompagne le secteur privé pour favoriser la croissance et l'emploi. La seconde, libérale, ne jure que par l'initiative privée. Cette opposition a trouvé, cet automne, de larges reflets dans les débats municipaux.

Comme d'autres métropoles américaines, New-York sort difficilement de la plus grave récession qu'elle ait connue depuis plus de cinquante ans, ayant perdu 350 000 emplois au cours des trois dernières années. Pour faire face à ce problème et profiter de la reprise mais des déformations assurées que connaissent les États-Unis, les collectivités locales - ici, une municipalité et au-delà les États de la fédération - doivent-elles jouer un rôle actif dans la vie économique? Rudolph Giuliani et David Dinkins apportent chacun

LETRE DE NEW-YORK



Noir ou Blanc un choix, un vrai

par Erik Izraelwicz

à cette question une réponse tranchée et radicalement opposée.

Le républicain, Rudolph Giuliani, n'a pas d'état d'âme. Sa réponse est résolument négative, sa philosophie profondément réaganienne, et son programme rapidement énoncé. C'est : «moins d'impôts locaux, moins de dépenses municipales».

Il souhaite supprimer ou éliminer trois impôts qui pèsent sur les entreprises installées à New-York et réduire la pression sur les revenus des ménages. Il veut favoriser l'implantation d'activités nouvelles en créant des zones d'entreprises où des avantages fiscaux particuliers seront accordés aux nouveaux venus. Il parle aussi d'aider à la création de petites banques locales de développement dans les quartiers pauvres de la ville. Côté dépenses, la municipalité doit, selon lui, réduire son train de vie en ramenant son personnel de 214 000 à 180 000 salariés en quatre ans. Un comité composé d'hommes d'affaires doit être mis en place pour mener la «chasse aux gaspils» dans l'administration municipale.

Le maire sortant, le démocrate David Dinkins, affiche la position inverse. Il avait débuté son premier mandat dans le plus pure tradition démocrate «ancienne formule» - une forte revalorisation des salaires de certains personnels municipaux. Cette fois, avec Barry Sullivan, un banquier d'affaires qui le conseille depuis 1992, il a mis au point un plan très «clintonien» de stimulation de l'économie locale, pour favoriser la création d'emplois en combinant l'argent public et privé. New-York devrait ainsi bénéficier de 110 000 «jobs» supplémentaires au cours des quatre prochaines années, en plus des 100 000 déjà attendus de l'actuelle reprise générale de l'économie américaine.

Cette politique volontariste et d'inter-

ventionnisme entend attirer et encourager les entreprises dans douze secteurs prioritaires, notamment les biotechnologies, la programmation informatique, la production cinématographique, la bijouterie, les services de santé, les activités de recyclage des ordures... La municipalité a en projet une banque de développement pour financer les infrastructures lourdes (une zone industrielle à Brooklyn par exemple) et deux fonds d'investissement en capital pour aider à la création d'entreprises. Ces fonds seront gérés par des hommes de Wall Street. Cofinancés par la ville et par l'Etat fédéral, ils mobiliseront, selon les experts du candidat démocrate, plus de 80 millions de dollars chacun.

Ces deux programmes, celui de Giuliani comme celui de Dinkins - ambitieux mais opposés - laissent perplexes les milieux d'affaires new-yorkais. Ils savent que face aux réalités, le pragmatisme l'emporte souvent sur l'idéologie. David Dinkins n'a pas pratiqué pendant son premier mandat le volontarisme qu'il annonce aujourd'hui. Ainsi, il avait voulu réserver le quart des contrats municipaux à des entreprises appartenant à des membres des minorités ethniques ou à des femmes : l'objectif n'a pas été atteint. Et quand certaines grandes sociétés ont bardi la menace de quitter le «Grosse Pomme», il n'a pas hésité à leur accorder des avantages fiscaux, pratique généralement dénoncée par les démocrates.

Les menus proposés sont bien différents, mais les New-Yorkais restent méfiants. Un signe : leur attitude sur le nombre de mandats successifs autorisés pour les maires, une question à laquelle ils auront aussi à répondre le 2 novembre. Selon les sondages, la majorité serait favorable à une limitation à deux mandats. Cette méfiance se comprend : les deux candidats sont restés très discrets sur la réduction du déficit des finances locales.

Noir ou blanc, démocrate ou républicain? Les électeurs de New-York ont un vrai choix, non seulement sur les hommes mais aussi sur leurs programmes économiques. Quoique de nature optimiste, ils savent tous que la réalité risque de rester grise.

L'agriculture après la réforme de la PAC
L'exemple allemand

L'agrandissement des exploitations est une solution pour les régions de France déjà très compétitives. Les autres seraient bien de s'inspirer de ce qui se fait en Allemagne du Sud où des engagements sur la qualité permettent de maintenir en vie des fermes de petite taille.

par ANDRÉ NEVEU (*)

LA réforme de la politique agricole commune (PAC) décidée en mai 1992 va complètement changer les règles du jeu auxquelles sont soumis les agriculteurs. La baisse des prix et l'ouverture au marché, le gel des terres, le calcul des primes vont conduire les agriculteurs à revoir leurs stratégies.

Pendant quarante ans, le grand nombre des agriculteurs français ont recouru aux investissements d'intensification, comme le drainage ou l'irrigation, pour développer leur exploitation et accroître leur revenu. Cette période est maintenant en partie révolue car la rentabilité des projets nouveaux est devenue plus élastique.

Ces dernières années, les investissements de diversification ont fréquemment constitué un recours. Il s'agit soit de productions nouvelles pour l'exploitation (porcs, élevage, fruits ou légumes), soit d'activités non agricoles comme le tourisme à la ferme. La diversification a l'avantage de pouvoir s'appliquer à peu près à toutes les catégories d'exploitations, des plus grandes aux plus petites. Mais le risque d'échec est important comme le montrent les multiples crises de surproduction apparues dès 1982.

Beaucoup d'agriculteurs, désireux de poursuivre néanmoins leur développement, cherchent donc actuellement à s'orienter dans une autre direction plus rentable que l'intensification et plus sûre que la diversification. La solution retenue est celle de l'agrandissement en superficie.

Un choix logique

L'agrandissement permet d'accroître la productivité du travail. Les très nombreux départs en retraite prévus au cours des prochaines années vont offrir de réelles opportunités sur tout le territoire. Une stratégie d'agrandissement doit cependant être accompagnée, et si possible précédée, par un effort pour réduire les coûts de production et donc rétablir les marges mises à mal par la réforme de la PAC. C'est possible, car la plupart des exploitations sont suréquipées et n'utilisent pas encore suffisamment les regroupements de moyens, dans le cadre de coopératives d'utilisation de matériel agricole, par exemple. Enfin, l'agrandissement ne doit pas être réalisé à n'importe quel prix, notamment s'il passe par un achat foncier et non par une location.

Dans les régions de grande culture du Bassin parisien, il s'agit d'un choix logique parce que les structures d'exploitation préexistantes sont déjà de bonne dimension économique. C'est aussi un choix élitiste car réservé à une minorité dynamique, capable de gérer avec efficacité un outil encore plus important que celui dont elle dispose actuellement.

La stratégie d'agrandissement permettra donc aux exploitations de grandes cultures des régions françaises les plus fertiles (mais aussi de l'est de la Grande-Bretagne et du nord de l'est de la RFA) de réduire leur prix de revient jusqu'à des niveaux comparables à ceux des agriculteurs des grandes plaines américaines.

Dans les régions de petites terres céréalières ou dans les exploitations de taille moyenne, une stratégie d'agrandissement est possible mais risquée, car les résultats y sont incertains et le chemin à parcourir plus long. C'est une situation que l'on rencontre couramment dans la périphérie du grand Bassin parisien ou dans le Sud-Ouest.

Enfin, dans les régions de petites exploitations comme dans les Pyrénées-Atlantiques, dans le

sud de la Limagne ou la Bresse, une telle solution est manifestement hors de portée de la majorité des agriculteurs et y recourir conduirait à s'essouffier loin derrière les meilleurs sans jamais les rattraper.

L'agriculture de ces régions est-elle donc définitivement condamnée? Rien n'est moins sûr, car elles disposent d'autres atouts, comme nous le montre l'expérience tentée dans le sud de l'Allemagne.

Le programme Meka

Les responsables agricoles des Länder de l'Allemagne du Sud (Bade-Wurtemberg ou Bavière) ont compris que leurs régions aux nombreuses petites exploitations, souvent à temps partiel, n'avaient aucune chance dans la course à la productivité. Désireux néanmoins de conserver une agriculture vivante, ils ont choisi le créneau de la qualité.

Les consommateurs allemands sont très attachés à la fois à la sauvegarde de l'environnement et à la protection de la santé publique. Il est donc proposé à chaque agriculteur un contrat par lequel lui sont imposées diverses contraintes à respecter. Par exemple, les doses d'engrais azotés seront réduites, des produits de traitement jugés dangereux seront interdits, certaines pratiques de culture ou d'élevage traditionnelles seront encouragées.

C'est ainsi que plus de la moitié des agriculteurs du Bade-Wurtemberg ont adhéré au programme Meka décidé par le gouvernement du Land. Les efforts accomplis sont comptabilisés de manière extrêmement simple (sous forme de points) et font l'objet d'une subvention destinée à couvrir les pertes de recettes correspondantes.

Les responsables du Bade-Wurtemberg s'emploient actuellement à obtenir de la CEE le remboursement de 50 % du coût de l'opération au titre de la réforme de la PAC qui prévoit une protection de l'environnement. On peut penser qu'ils obtiendront satisfaction en tout ou partie, ceci d'autant plus que cette protection de l'environnement s'accompagne d'une inévitable réduction du volume de la production. On connaît la gravité des problèmes d'excédents pour la CEE.

Mais la stratégie adoptée dans le Bade-Wurtemberg ne s'arrête pas à une simple subvention aux petites exploitations. Elle vise à convaincre les consommateurs allemands que les exploitations adhérentes au programme Meka offrent des produits plus sûrs qu'il est donc normal de payer un peu plus cher que les produits anonymes issus des autres exploitations ou des autres régions de la Communauté. Cette préférence pourrait même aller jusqu'à un rejet pur et simple.

Les Hollandais aussi

Si les agriculteurs allemands gagnent leur pain, les producteurs de fruits des vallées de la Loire ou de la Garonne, par exemple, pourraient bien un jour s'apercevoir qu'ils ont de plus en plus de mal à vendre sur le marché allemand.

Les Hollandais commencent à emboliser le pas à leurs collègues allemands. En France, les esprits ne sont sans doute pas encore mûrs, tant chez les consommateurs que chez les agriculteurs (l'agriculture biologique reste un créneau restreint à l'écologiste barbu d'après 1988 constitue encore un repoussoir). La recherche d'un qualité garantie aux consommateurs, par un contrat engageant agriculteurs et coopératives, pourrait néanmoins constituer une piste pour des régions comme l'Auvergne ou Rhône-Alpes, qui auraient intérêt à étudier avec attention les solutions développées dans l'Allemagne du Sud.

(*) Membre de l'Académie d'agriculture.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO
Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Equilibre du commerce extérieur et chômage

La tonne équivalent-emploi

Peut-on considérer le commerce international en termes exclusivement monétaires, sans se soucier du nombre d'emplois nécessaires pour produire les marchandises échangées? Pour François Blondot, il faudrait être sûr que dans les pays industrialisés le développement des secteurs «à forte valeur ajoutée» suffit à compenser les pertes des secteurs condamnés.

par FRANÇOIS BLONDOT (*)

UN chroniqueur célèbre l'a dit : avoir une monnaie forte, c'est vendre du travail cher pour acheter du travail pas cher. Autrement dit, c'est vendre des avions contre des chemises, des centrales nucléaires contre des chaussures, des ordinateurs contre des bicyclettes, des TGV contre de l'acier, des fusées contre des jouets, etc.

Viva la délocalisation! Plus l'écart du coût du travail entre les différentes régions du monde sera élevé, meilleure sera la situation, puisque cela permettra aux consommateurs des pays riches d'acheter toujours plus de biens à faible coût de salaire.

Viva la libération du commerce international! Les riches seront encore plus riches puisqu'ils achèteront des produits de moins en moins chers, et les pauvres seront moins pauvres puisqu'ils vendront de plus en plus aux riches.

Oui. Mais Candide s'interroge. L'histoire des hommes, et donc celle de l'économie, est-elle continue? Ne subit-elle pas de brutales ruptures de rythme, révélatrices de changements de structures que nous avons bien du mal à percevoir? Les récentes guerres des monnaies ne sont-elles pas révélatrices de mouvements de fond que nous sommes incapables d'observer et de quantifier, comme le sont les glissements des plaques tectoniques, qui s'expriment par les tremblements de terre?

A-t-on analysé les conséquences positives et - plus encore - négatives d'une monnaie forte? Quels sont les secteurs de l'économie définitivement condamnés par une monnaie surévaluée? Les secteurs de l'économie définitivement condamnés par une monnaie surévaluée? Les secteurs dits «à forte valeur ajoutée» peuvent-ils compenser en termes

d'emploi les secteurs condamnés? Peut-on se satisfaire de critères exprimés en termes uniquement monétaires? Ne doit-on pas essayer d'analyser les poids respectifs des échanges internationaux en valeur réelle? 1 franc d'emploi aux Philippines ou aux Indes ne représente pas la même quantité d'emploi que 1 franc d'emploi en Europe. Dans le commerce international, et plus précisément dans l'analyse des balances commerciales, il faudrait aussi parler de la «tonne équivalent-emploi», la TEE, pour mieux mesurer les conséquences sociales d'une politique de monnaie forte et de spécialisation internationale du travail.

Excédent

Acheter du travail pas cher, c'est importer des produits incriminés beaucoup d'emplois et présenter une valeur monétaire faible. Vendra du travail cher, c'est exporter des produits incorporant peu d'emplois et présentant une valeur monétaire élevée.

Dans un pays développé à monnaie forte, pour équilibrer le commerce extérieur en termes d'emplois, c'est-à-dire en tonnes-équivalent-emploi, il faut

donc un excédent commercial élevé. Pour les mêmes raisons, une balance commerciale équilibrée en unités monétaires est une balance commerciale déséquilibrée en TEE.

Peut-on balayer par ailleurs d'un revers de main les interrogations sur les taux de change, et donc sur tous les critères uniquement monétaires, lorsque l'on sait que la dollar, principale monnaie et instrument de mesure du commerce international, a baissé de plus de 50 % en sept ans (1985-1992), monté de près de 30 % en un an (1992-1993), et baissé à nouveau de 8 % en un mois (octobre-septembre 1993)?

Un pays développé où environ 5 millions d'individus sont exclus du monde du travail, soit près de 17 % de sa population active, ne peut plus continuer à raisonner comme au temps du plein emploi. Les désordres monétaires ont été des tremblements de terre; les plaques tectoniques de l'économie mondiale continuent à bouger. Oui, il faut parler de la TEE qui est devenue un élément nouveau et essentiel d'appréhension des termes de l'échange.

(*) PDG du groupe La Rochette.

Le Monde ÉDITIONS
Social
Par ici la sortie!
Alain Lebaube
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde ÉDITIONS
NIPPON
LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley
EN VENTE EN LIBRAIRIE

UTURS DE L'EUROPE
Fondation
Europe et Société

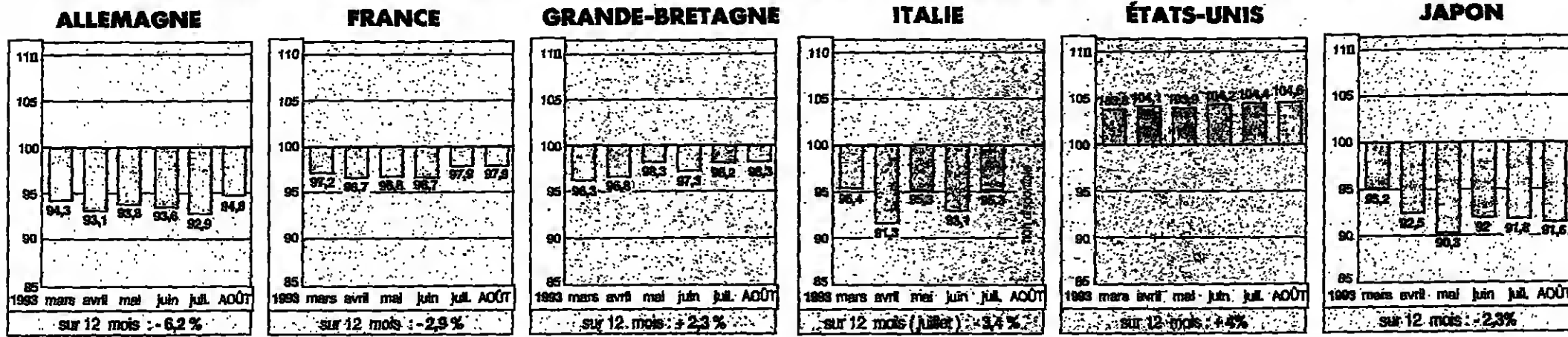
CONJONCTURE

REBOND « technique » ou stabilisation prometteuse ? Les indicateurs récents de la conjoncture en Europe ont suscité le débat : qu'il s'agit de l'offre ou de la demande, ils paraissent en effet plus favorables depuis le début de l'été. Les chefs d'entreprise se montrent moins pessimistes qu'en début d'année et signalent un léger raffermissement de leurs carnets de commandes. Stable ou en légère hausse dans les grands pays d'Europe occidentale, la production industrielle résiste mieux à la « déprime ». Sur douze mois, les pertes se réduisent peu à peu : en août, elles étaient de 2,9 % en France et de 6,2 % en Allemagne, contre respectivement 4 % et 9,4 % en juin. Les ménages eux-mêmes, malgré leurs faibles perspectives d'amélioration de leur pouvoir d'achat, finit par

INDICATEUR • La production industrielle L'exemple anglo-saxon

de plus de hardiesse en matière de dépenses et d'investissements immobiliers. Les mécanismes de la récession s'affaiblissent. Cette évolution commune des indicateurs en Allemagne, en Italie et en France peut-elle être totalement fortuite et sans lendemain ? La hausse lancinante du chômage dans ces pays incite spontanément à le

considérer, mais les conditions dans lesquelles la demande s'est restaurée dans les économies anglo-saxonnes, sorties de la récession depuis quelques trimestres, amènent à nuancer les appréciations. Aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, en effet, la demande privée et la production ont commencé à se redresser plusieurs mois avant que l'emploi se stabilise. Sans doute l'allègement de l'endettement des particuliers permettrait-il une meilleure tenue de la demande privée, tandis que la détente importante des conditions de crédit accélérerait manifestement le retournement des comportements. Ces deux exemples peuvent peut-être renforcer les perspectives d'un retournement durable de la conjoncture en Europe continentale.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1990. Sources nationales.

RÉGION • Le Proche-Orient Les dividendes de la paix

La perspective de paix au Proche-Orient, ouverte par le rapprochement israélo-palestinien, constitue un tournant dans l'évolution politique, économique et sociale des pays de la région et de l'espace méditerranéen dans son ensemble. De nombreux obstacles risquent cependant de compromettre les chances qu'offre cette paix : un ferment d'insécurité dû aux disparités flagrantes de revenus et aux tensions rémanentes risque de favoriser la prolifération de foyers extrémistes et le surarmement.

L'enjeu est le développement économique des six cotés du Proche-Orient méditerranéen directement concernés par le conflit : l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Syrie et les territoires occupés, qui comptent quatre-vingt millions d'habitants. Malgré des taux élevés de croissance (3 % pour la Jordanie, la Syrie et les territoires occupés, 2,5 % en taux régional moyen) ces économies ont été handicapées par des dépenses militaires colossales : pour la période 1979-1989, 13 % en moyenne du PNB dans les pays du Proche-Orient méditerranéen en général et 19 % en Israël (à comparer avec 3 % en Europe).

Sans ces dépenses, l'investissement brut annuel serait passé de 20 % du PNB en moyenne à plus de 30 % et ces pays auraient pu, éventuellement, connaître un succès rapide comme celui des pays du Sud-Est asiatique, par exemple. Selon les chiffres publiés par la Communauté européenne, globalement, la croissance du revenu de la région n'a dépassé que de 0,3 % celle de la population.

Si la paix entraîne un arrêt de la course aux armements et par conséquent un regain d'investissements civils, elle ne constitue pas en soi un ressort suffisant au développement régional.

En effet, les disparités entre Israël et les autres pays sont très accentuées et pourraient constituer un obstacle à la coopération et au libre-échange dans cette zone. En 1990, Israël assurait 44 % de la production de la région pour 6 % de sa population, son revenu par habitant se situant aujourd'hui à environ 10 000 dollars alors qu'il ne dépasse pas 800 dollars pour le reste de la région. Le chômage s'élevait en 1991 à 11 % en Israël contre 50 % dans les territoires occupés et plus de 20 % ailleurs. Aussi, Israël a atteint un niveau de sophistication technologique, et particulièrement dans le domaine militaire, similaire à celle des grands pays développés. Le Proche-Orient méditerranéen, qui comptera en l'an 2020 quelque 120 millions d'habitants, semble inspirer, dans la situation actuelle, du fait de ces disparités, davantage de craintes que d'espoirs, même parmi les partenaires potentiels, spécialement les moins développés. Un effort gigantesque de la part des pays

arabes est nécessaire mais présuppose l'engagement ferme de l'Europe, d'Israël, des pays du Golfe et de la communauté internationale de les aider dans cette démarche. La mobilisation de prêts et dons (2,5 milliards de dollars promis pour les cinq prochaines années) au profit des territoires occupés constitue un pas positif. La Communauté européenne est au premier rang des contributeurs avec 600 millions de francs en 1991 et 3,4 milliards prévus d'ici à 1999. Par ailleurs la France s'est engagée à mettre à la disposition des Palestiniens 20 millions de francs.

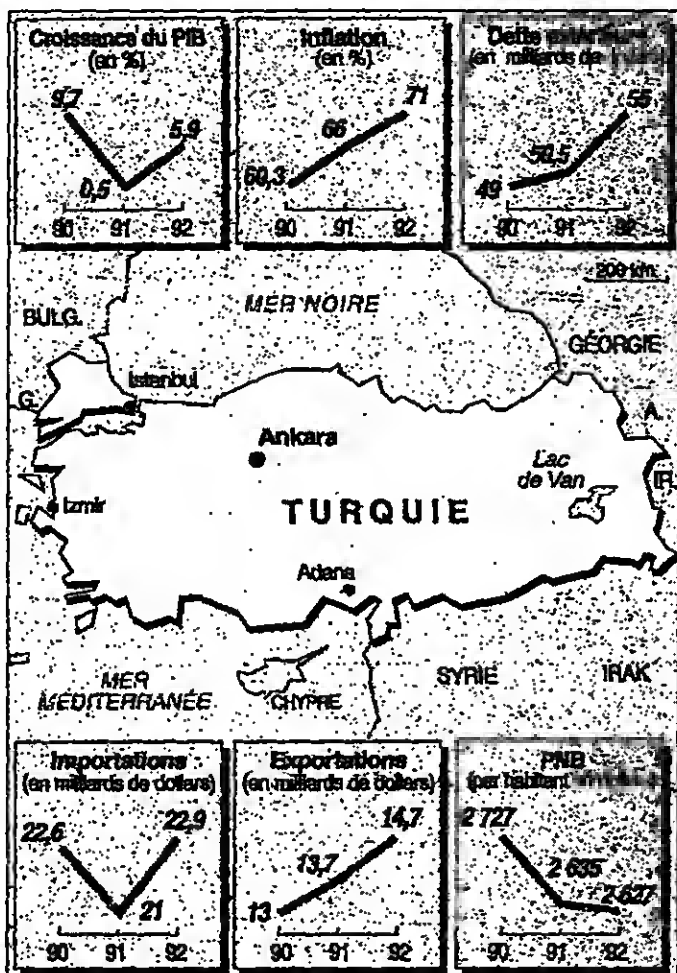
La Banque mondiale, consciente de l'incidence positive de la paix, souhaite la conjurer avec un programme de réformes économiques nationales. Elle estime qu'engagée dans cette voie les pays de la zone réaliseraient le doublement de leur produit intérieur brut entre 1990 et 2010, ce qui postule un taux de progression annuel moyen de 3,5 %. Mais d'ici à l'an 2010, Israël réussirait à égaler le niveau de vie de 1990 du citoyen moyen de la Communauté européenne alors que les autres pays ne parviendraient, du fait de leur forte croissance démographique, qu'à enrayer la progression du chômage.

Des atouts réels pour le développement de la région existent. La mobilité de la main-d'œuvre permet, d'une part, de soulager le chômage chronique de ses zones les plus pauvres (Gaza, Égypte et Jordanie), et d'autre part, de contribuer à remédier à la pénurie de main-d'œuvre non qualifiée constatée dans les pays à revenu élevé que sont Israël et ceux du Golfe. Par ailleurs, dans une conjoncture de paix, les capitaux en provenance des pays pétroliers pourraient s'investir dans les régions pauvres, alors qu'ils s'étaient tenus à l'écart de la zone pendant les années 80 en raison du conflit israélo-arabe.

En outre, plusieurs projets collectifs bénéficieraient aux pays de la région (tourisme, environnement, transport, hydroélectricité) et des problèmes communs pourraient être appréhendés, notamment celui de l'eau.

Vraisemblablement, le rôle joué par l'État continuera à se modifier. Il devrait s'effacer progressivement de la sphère économique en faveur du secteur privé et devenir davantage un régulateur qu'un entrepreneur en se recentrant sur sa vocation naturelle (défense, prestations sociales, éducation, recherche). Le secteur privé remédie certes à l'insuffisance chronique de l'appareil productif, mais ne se soucie pas des aspects de la loi du profit sur les plus faibles. Il convient donc de ne pas perdre de vue les dimensions sociales et humaines pour ne pas compromettre le développement économique et le maintien de la paix.

Katia Selamé-Hardy



PAYS • La Turquie La charnière

Les changements survenus au cours des années 80 (ouverture extérieure, convertibilité de la livre turque, rôle dynamique du secteur privé) ont contribué au développement de l'économie turque. La croissance réelle moyenne de 5 % au cours de la décennie, ajoutée à une importante émigration de travailleurs en Europe (1,6 million de nationaux en Allemagne) ont réussi à faire décroître le taux de chômage (15 % en 1980, 8 % en 1988, 7,3 % en 1991). La structure économique se caractérise par la prédominance des services (plus de 50 % du PIB), suivis par l'industrie (28 % du PIB), le reste de l'agriculture n'étant plus que de 16 %.

La politique d'ouverture a entraîné une croissance des exportations, concentrées pour le tiers de produits textiles, suivis des produits sidérurgiques. Le commerce extérieur est majoritairement dirigé vers les pays de la Communauté européenne, surtout vers l'Allemagne (25 % du total des exportations en 1992). À terme, la Turquie devrait bénéficier du retour progressif de l'Irak comme client (il entraînait en 1988 pour 10 % dans ses exportations). Les exportations, contrariées par la surévaluation de la livre et la récession dans la CEE, n'ont progressé que de 3,5 % au premier trimestre 1993 par rapport à la même période de 1992, alors que les importations bondissaient de 19,5 %.

La balance des paiements courants, excédentaire de 258 millions de dollars en 1991, a accusé en 1992 un important déficit (943 mil-

lions de dollars). Les autorités turques doivent, d'une part, faire face aux problèmes d'emploi pour une population qui comptait, en 1992, 58,6 millions d'habitants, avec un taux de croissance moyen de 2,3 %, et, d'autre part, à une inflation galopante (71 % en 1992) dont la cause principale réside dans la création excessive de liquidités pour combler un déficit budgétaire chronique, essentiellement dû au service de la dette des entreprises publiques. La dette extérieure, de 40,8 milliards de dollars en 1988, a atteint 55 milliards de dollars fin 1992.

La FMI, la Banque mondiale et la CEE ont préconisé un programme de stabilisation économique qui rejoint celui du nouveau premier ministre, M. Tansu Çiller : privatisation des entreprises publiques, réforme fiscale visant à augmenter de 25 % les recettes en termes réels, réforme du secteur financier pour réduire les coûts d'intermédiation, relance de la croissance par les investissements et les exportations. Après la disparition du bloc soviétique, la Turquie se trouve être la plaque tournante de la région, notamment pour les États n'ayant pas de débouchés directs sur la mer : l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Cependant, elle connaît une phase de transition délicate, tiraillée entre l'Orient musulman et le libéralisme occidental, tous deux faisant partie intégrante de sa culture et de ses contradictions.

K. S.

SECTEUR • Les poids lourds L'espoir américain

Les constructeurs de poids lourds européens n'avaient pas été assez pessimistes dans leurs évaluations du marché. En 1992, celui-ci a baissé de plus de 11 %, ou n'a vendu que 260 000 véhicules dans les seize pays de la CEE et de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Ce n'était qu'un début. En 1993, le marché s'est effondré : les experts prévoient à peine plus de 200 000 véhicules vendus sur l'année et ne s'attendent guère à une reprise en 1994.

Comme pour l'automobile, seul le marché britannique est en croissance cette année : sur les neuf premiers mois, les ventes y ont augmenté de 17 % et l'on pourrait retrouver en 1993 le niveau de 1990. Ailleurs, la chute va de 14 % en Italie à 50 % en Espagne, où l'on ne devrait vendre que 9 000 camions en 1993, contre 32 000 en 1987. En France, elle devrait être de 18 % (soit 29 000 unités vendues), après 20 % en 1992. « Il faut remonter à 1963 pour retrouver un niveau aussi bas », s'alarme Pierre Colmant, directeur commercial et des affaires internationales de Renault Véhicules industriels. « Même aux années noires du premier choc pétrolier, avec 33 200 véhicules en 1975, un n'était pas tombé à de tels niveaux », rappelle Jacques Anthoine, du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

En conséquence tous les constructeurs souffrent. Le plus touché est le néerlandais Daf, qui, en cessation de paiement en février 1993, a été démantelé : la firme Daf Trucks n'a conservé que la fabrication et la vente des véhicules de plus de 15 tonnes. Le français RVI a affiché une perte nette de 1,6 milliard de francs en 1992. Sur les neuf premiers mois de 1993, son chiffre d'affaires a continué de régresser (-4,7 %), bien que son taux de pénétration ait légèrement augmenté tant en Europe qu'aux États-Unis. La fusion de Renault avec Volvo, en autorisant des économies d'échelle, pourrait aider les deux constructeurs à mieux traverser la crise.

Les constructeurs ne sont pas les seuls éprouvés. De nombreux

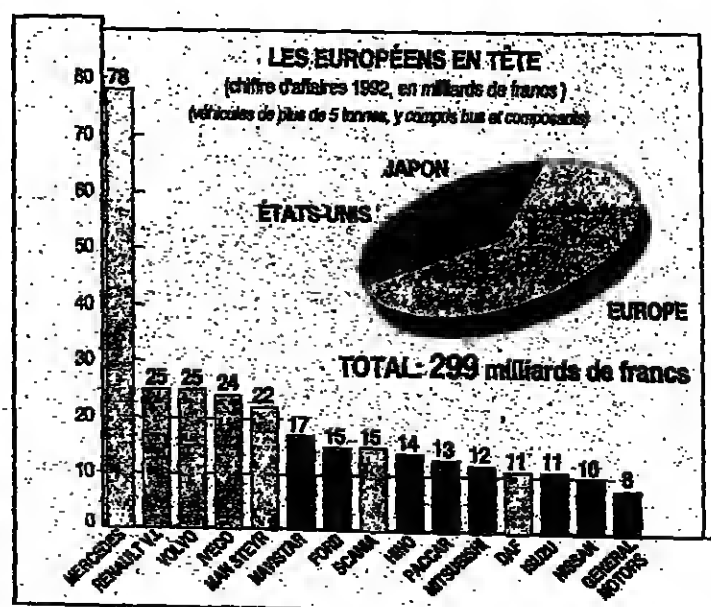
concessionnaires, petites sociétés souvent familiales, sont au bord du dépôt de bilan. Pour ne pas perdre leur réseau de distribution et pouvoir profiter de la reprise le jour venu, les constructeurs sont amenés à les soutenir à coups de « subventions d'équilibre » et autres dons ou remises exceptionnelles.

Plusieurs raisons expliquent cette impressionnante dégradation du marché. La conjoncture certes. La demande de transport diminue, les transporteurs réduisent leurs prix à la baisse et retardent tout nouvel investissement : « Les transporteurs, qui renouvellent leurs véhicules tous les trois ans, les gardent un an de plus, ou davantage », quitte à ce que la valeur d'occasion dégringole, constate Pierre Colmant. De plus, la déréglementation du transport routier engagée en 1986, entraînant la création de nombreuses petites entreprises de transport, a provoqué un gonflement excessif de l'offre, et donc une guerre des prix.

Parallèlement, selon Pierre Colmant, « le marché se concentre sur la gamme haute », car cela permet aux transporteurs de mieux amortir le coût du chauffeur. Les camions de plus de 15 tonnes représentent aujourd'hui 71 % des ventes contre 54 % en 1976. Or les marges des constructeurs seraient supérieures sur les véhicules de petit tonnage, où la concurrence est moins rude et les acheteurs (petites entreprises dont le transport n'est pas le métier principal) moins regardants sur les prix.

Au Japon, le marché - qui atteignait son plus haut niveau en 1990 avec 194 000 véhicules vendus - n'a cessé de baisser depuis pour descendre à 147 000 immatriculations en 1992. Selon le CCFA, les ventes de 1993 seraient en recul de plus de 7 %. Seul le marché américain est porteur d'espoirs. Après s'être continuellement dégradé depuis 1983, il a amorcé une reprise en 1992 et la hausse devrait se poursuivre en 1993 avec 296 000 véhicules vendus (+19 %), toujours selon le CCFA.

Annie Kahn



Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

Le débat sur l'est rel...

Au-de...

LA DOCUMENTATION SUR M...

361

36